

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



AVRIL 2009

Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire

Québec 

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Demande numéro	Libellé de la demande
1.	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2008-2009 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.
2.	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2008-2009 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
3.	Ventilation des paiements de transfert affectés pour 2008-2009, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
4.	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2008-2009. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.
5.	Liste des mandats renouvelés et des changements de membres à la Commission municipale au cours de l'année 2008-2009. Total des frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
6.	Liste des mandats renouvelés et des changements de membres à la Société québécoise d'assainissement des eaux au cours de l'année 2008-2009. Total des frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
7.	Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2008-2009.
8.	Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, détaillées par municipalité.
9.	Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2008-2009 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
10.	Liste des études de regroupement produites en 2008-2009 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.
11.	Listes des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.
12.	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2008-2009.
13.	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2008-2009 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard.
14.	Liste complète des programmes fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités tels : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc., pour 2008-2009.
15.	Pour le programme Renouveau urbain et villageois, liste des demandes reçues pour 2008-2009, pour chaque demande, la décision du ministère, le montant accordé ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir un bilan du programme.
16.	États de situation, études ou analyses effectuées par le MAMROT en 2008-2009 sur la décentralisation vers les municipalités et état d'avancement du plan d'action promis en 2003 par le gouvernement.
17.	Liste des responsabilités ayant été identifiées par les ministères comme pouvant être décentralisées vers les régions.
18.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalité en 2008-2009. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2009-2010.
19.	État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Cople des scénarios et/ou analyses produits en 2008-2009 par le MAMROT à ce sujet. Actions à venir pour 2009-2010.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
20.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, les mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
21.	État d'avancement des travaux découlant du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique. Indiquer les montants versés en 2008-2009 pour chacun des projets, notamment la revitalisation des berges de la rivière St-Charles et de l'usine de traitement de l'eau potable de Montréal. Prévisions des sommes disponibles pour 2009-2010.
22.	État de situation concernant le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale. Indiquer les sommes disponibles par volet pour 2009-2010. Indiquer les montants versés en 2008-2009 ventilés par volet en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention.
23.	Copie de l'évaluation intérimaire du FIMR.
24.	Copie de toutes les correspondances avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2008-2009.
25.	Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière par catégories de programme, en indiquant le montant reçu pour 2008-2009 pour : a) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des Immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaire, secondaire, collégiale et universitaire); d) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des Immeubles du gouvernement du Québec.
26.	Liste des demandes reçues en 2008-2009 par Infrastructures-Québec et pour Infrastructures Canada-Québec et le programme Infrastructures Québec Municipalités, les demandes traitées, les demandes transmises au gouvernement fédéral (pour Infrastructures-Canada-Québec), les demandes acceptées et les montants engagés. Sommes totales allouées pour chaque programme en 2008-2009 et prévisions des sommes totales qui seront engagées en 2009-2010 pour chaque programme.
27.	Pour 2008-2009, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2009-2010.
28.	Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2008 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
29.	Sommes engagées en 2008-2009 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2009-2010. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.
30.	Dans le cadre de mise en œuvre de la Politique nationale de l'eau, sommes engagées par le ministère en 2008-2009 pour la mise aux normes des équipements d'approvisionnement en eau et au traitement de l'eau potable. Ventiler les sommes en indiquant le bénéficiaire et les montants versés. Prévisions des sommes pour 2009-2010.
31.	Sommes versées aux MRC en 2008-2009 visant l'élection du préfet au suffrage universel.
32.	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2008-2009.
33.	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.
34.	Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2008-2009. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
35.	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2008-2009. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.
36.	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2008-2009 et chacune des 10 dernières années.
37a.	Pour les cinq dernières années, dans le cadre de l'Évaluation annuelle de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont eu lieu en 2008-2009.
37b.	Ventilation des sommes consenties par le ministère des Affaires municipales au 400 ^e anniversaire de la ville de Québec.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 1

Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2008-2009 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire n'a pas réalisé d'études concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs ou programmes du ministère.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2008-2009 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 20 mars 2009 :

6 employés, dont un cadre, un professionnel et quatre fonctionnaires.

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 20 mars 2009 :

M. Pierre Delisle, président

M. Robert Pagé, vice-président

Me Pierre-D. Girard, vice-président

Me Sandra Bilodeau

M. Bernard Brodeur

M. Jacques Lareau

Mme Nancy Lavoie

Mme Jocelyne Ouellette

M. Richard Quirion

M. Jean Rioux

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2008-2009 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

b) Il y a eu 4 renouvellements de mandat au cours de l'année financière 2008-2009, soit ceux de :

- monsieur Pierre Delisle, comme membre et président (décret 662-2008 en date du 25 juin 2008, dont le mandat est renouvelé pour deux ans à compter du 28 juin 2008),
- monsieur Robert Pagé comme membre et vice-président (décret 663-2008 en date du 25 juin 2008, dont le mandat est renouvelé pour 5 ans à compter du 17 juillet 2008),
- monsieur Pierre-D. Girard comme membre et nomination à titre de vice-président (décret 664-2008 en date du 25 juin 2008, dont le mandat est renouvelé pour 5 ans à compter du 25 juin 2008)
- madame Nancy Lavoie comme membre (décret 909-2008 en date du 24 septembre 2008, dont le mandat est renouvelé pour 5 ans à compter du 24 septembre 2008)

c) Il y a eu 3 nominations au cours de l'année financière 2008-2009 soit celle de :

- madame Sandra Bilodeau comme membre (décret 665-2008 en date du 25 juin 2008 dont le mandat de 5 ans débute le 25 août 2008),
- monsieur Bernard Brodeur comme membre en remplacement de monsieur Matthias Rioux (décret 666-2008 en date du 25 juin 2008, dont le mandat de 5 ans débute le 7 juillet 2008)
- monsieur Jean Rioux comme membre (décret 910-2008, en date du 24 septembre 2008, dont le mandat de 5 ans débute le 27 octobre 2008)

d) En date du 28 février 2009, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour l'année financière 2008-2009 ont totalisé 84 023 \$.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2008-2009 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

a) Liste des employés de la Société québécoise d'assainissement des eaux du Québec au 20 mars 2009 :

Un employé professionnel

Liste des membres du conseil d'administration de la Société québécoise d'assainissement des eaux du Québec au 20 mars 2009 :

M. Michel Gagnon, sous-ministre au MAMROT

b) Aucune.

c) Aucune.

d) Aucun.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 3

Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2008-2009, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

Règles d'attribution

- | | | |
|----|---|---|
| A) | Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (Compensations tenant lieu de taxes et TGE)..... | X |
| B) | Compensations financières pour les équipements antipollution..... | X |
| C) | Aide aux municipalités reconstituées..... | X |

X : Règles d'attribution jointes

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2008-2009

3 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité d'Adstock	772,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	26 171,00 \$
Municipalité de Lacolle	1 983,00 \$
Municipalité de Lanoraie	2 629,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	213,00 \$
Municipalité de Maskinongé	169,00 \$
Municipalité de Montcerf-Lytton	60,00 \$
Municipalité de Papineauville	5 898,00 \$
Municipalité de Pierreville	5 089,00 \$
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	164,00 \$
Municipalité de Ripon	1 201,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	1 202,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	950,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	4 557,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	59,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	10,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	25 594,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	564,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	321,00 \$
Municipalité de Yamaska	224,00 \$
Municipalité d'Eastman	227,00 \$
Municipalité des Éboulements	73,00 \$
Ville d'Alma	2 827,00 \$
Ville de Beauharnois	13 499,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	2 860,00 \$
Ville de Chandler	235,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	8 289,00 \$
Ville de Drummondville	14 764,00 \$
Ville de Gracefield	12 521,00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2008-2009

3 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Granby	1 119,00 \$
Ville de La Tuque	96 997,00 \$
Ville de L'Assomption	102,00 \$
Ville de Lévis	5 710,00 \$
Ville de Macamic	43 346,00 \$
Ville de Magog	43 063,00 \$
Ville de Marieville	10 076,00 \$
Ville de Matane	62 389,00 \$
Ville de Métis-sur-Mer	217,00 \$
Ville de Mont-Joli	16 696,00 \$
Ville de Mont-Laurier	23 080,00 \$
Ville de Montréal	1 338 844,00 \$
Ville de Montréal (Agglomération)	3 415 913,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	27 570,00 \$
Ville de Mont-Tremblant (Agglomération)	4 519,00 \$
Ville de Nicolet	35 319,00 \$
Ville de Port-Cartier	8,00 \$
Ville de Princeville	6 440,00 \$
Ville de Rimouski	34 570,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	51 179,00 \$
Ville de Rivière-Rouge (Agglomération)	39 923,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	69 985,00 \$
Ville de Saguenay	79 020,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	15 659,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	12 969,00 \$
Ville de Saint-Georges	76 792,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	172 963,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	122 001,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	108 582,00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2008-2009

3 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Pie	4 594,00 \$
Ville de Saint-Sauveur	816,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	214 226,00 \$
Ville de Shawinigan	73 609,00 \$
Ville de Sherbrooke	190 886,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	11 798,00 \$
Ville de Sutton	15 539,00 \$
Ville de Terrebonne	1 434,00 \$
Ville de Thetford Mines	38 967,00 \$
Ville de Trois-Rivières	108 639,00 \$
Ville de Val-d'Or	30 223,00 \$
Ville de Warwick	11 505,00 \$
Total	TOTAL 6 750 412,00 \$

Données au 12 mars 2009

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

- 1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part, une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.*

- A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;
- 2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

Sous élément : Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics

- 5.3 Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément Compensations tenant lieu de taxes est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la bonification des compensations tenant lieu de taxes est obtenue en appliquant le taux de la bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence, tel que calculé en vertu des normes du Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 ou 5.2 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la bonification des compensations tenant lieu de taxes.

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012, le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet montant pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.

Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE

8. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».
- 9.2 Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.
- 9.3 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entrée en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.*

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.*

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2008-2009

3 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Crabtree	8 594,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	26 072,00 \$
Municipalité de Dudswell	2 553,00 \$
Municipalité de Litchfield	2 251,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	3 889,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	4 303,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	5 660,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	154,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	305,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	892,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	6 923,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	21 895,00 \$
Municipalité de Yamachiche	1 017,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	323,00 \$
Village de Grenville	808,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 896,00 \$
Village de Saint-Pierre	2 390,00 \$
Ville d'Alma	27 086,00 \$
Ville d'Asbestos	127 084,00 \$
Ville de Bale-Comeau	562 646,00 \$
Ville de Bécancour	129 454,00 \$
Ville de Boucherville	2 805,00 \$
Ville de Bromont	44 513,00 \$
Ville de Cabano	16 979,00 \$
Ville de Clermont	55 047,00 \$
Ville de Delson	5 569,00 \$
Ville de Donnacona	34 244,00 \$
Ville de Drummondville	4 361,00 \$
Ville de Fermont	124 241,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2008-2009

3 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Gatineau	433 780,00 \$
Ville de Kirkland	5 928,00 \$
Ville de La Tuque	723 881,00 \$
Ville de Lachute	2 632,00 \$
Ville de Lévis	212 503,00 \$
Ville de Malartic	12 375,00 \$
Ville de Matane	59 043,00 \$
Ville de Mirabel	1 114,00 \$
Ville de Montréal	38 869,00 \$
Ville de Montréal (Agglomération)	131 248,00 \$
Ville de Montréal Est	82 898,00 \$
Ville de New Richmond	575 698,00 \$
Ville de Pont-Rouge	12 700,00 \$
Ville de Port-Cartier	273 372,00 \$
Ville de Québec	111 515,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	181 910,00 \$
Ville de Roberval	3 397,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	26 651,00 \$
Ville de Saguenay	18 300,00 \$
Ville de Saint-Basile	2 436,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	8 790,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	846,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	25 190,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	51 695,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	56 270,00 \$
Ville de Sept-Iles	238 852,00 \$
Ville de Shawinigan	31 426,00 \$
Ville de Sherbrooke	22 258,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	1 555,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2008-2009

3 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de St-Augustin-de-Desmaures	16 289,00 \$
Ville de Témiscaming	35 892,00 \$
Ville de Thetford Mines	37 230,00 \$
Ville de Thurso	401 259,00 \$
Ville de Trois-Rivières	59 425,00 \$
Ville de Varennes	1 500,00 \$
Ville de Windsor	12 239,00 \$
TOTAL	5 135 920,00 \$

Données au 12 mars 2009

PROGRAMME DE COMPENSATION DES PERTES DE REVENUS EN RAISON DE L'EXCLUSION DU RÔLE D'ÉVALUATION DES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION

1. Admissibilité

Une municipalité locale peut recevoir une compensation financière pour les pertes de revenus résultant de la diminution de l'assiette d'imposition foncière et locative des biens immobiliers visés par l'article 65, paragraphe 1.1, alinéa 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (LFM), à compter de l'exercice 2001. Ce sont des biens immobiliers principalement utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution qui sont exclus du rôle d'évaluation à compter du 1^{er} janvier 2001.

Les biens immobiliers qui ne sont pas admissibles au programme de compensation des pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution sont les suivants:

- 1^o tous les immeubles ou parties d'immeubles visés à cet article dont l'inscription au rôle d'évaluation est postérieure au 14 mars 2000 (référence légale : article 40, chapitre 19, 2000);
- 2^o un immeuble ou partie d'immeuble exclu du rôle au 14 mars 2000 à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées, lorsque au 14 mars 2000, l'unité d'évaluation faisait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition admissible;
- 3^o une unité d'évaluation dont l'activité de production industrielle a cessé, de façon permanente, depuis au moins trois ans, à compter de l'exercice courant. Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter du quatrième exercice suivant l'événement. Ainsi, la date de fermeture ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 1998 pour la première année d'application du programme;
- 4^o une unité d'évaluation ayant fait l'objet d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production au cours de l'année précédent l'exercice courant (démolition, incendie). Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter de l'exercice suivant celui de l'événement.

Toutefois, est compris aux biens immobiliers admissibles un immeuble ou partie d'immeuble qui était inclus au rôle d'évaluation le 14 mars 2000 et qui a été exclus du rôle au 1^{er} janvier 2001, à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition.

2. Calculs des montants de compensation

Le montant de compensation financière auquel a droit la municipalité locale correspond à la perte de revenus reconnue pour l'exercice 2000. Toutefois lorsque survient un événement visé au point 3.a, la variation de l'assiette d'imposition admissible dont on tient compte est celle qui découle de l'événement. Il est possible qu'un facteur d'ajustement soit appliqué à la perte de revenus reconnue (voir point 2.1c).

2.1 Somme payable à l'égard d'un immeuble

Le montant de la compensation payable à l'égard d'un immeuble résulte de l'addition des deux montants résultant des produits suivants :

1 ^o	Diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible	X	taux de taxes foncières applicables	X	Facteur d'ajustement
2 ^o	Diminution de l'assiette d'imposition locative admissible	X	taux de taxes locatives applicables	X	Facteur d'ajustement

a) Diminution de l'assiette d'imposition admissible

La diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle foncier pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle foncier 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle foncier 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition locative admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle locatif pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle locatif 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle locatif 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition applicable aux fins du programme de compensation relatif à l'exclusion des biens immobiliers visés au point 1 doit être attestée par l'évaluateur responsable du rôle. Lorsque survient un événement prévu au point 3.a, la diminution de l'assiette d'imposition admissible au programme est rajustée en fonction des nouvelles données attestées par l'évaluateur responsable du rôle.

b) Taux de taxes applicables

Les taux de taxes applicables, pour toute la durée du programme de compensation, sont ceux imposés par les municipalités locales pour l'exercice financier 2000 à l'égard des immeubles admissibles : taux de la taxe générale basé sur la valeur foncière, taux de taxes de secteurs basés sur la valeur foncière, taux de la taxe d'affaires basé sur la valeur locative et taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels ou taux de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels toutes deux basées sur la valeur foncière. Cela exclut toutes autres taxes qui ne sont pas basées sur la valeur foncière ou la valeur locative, notamment la tarification.

c) Facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul de la compensation

Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) établit le facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul du montant de la compensation à verser en vertu du présent programme destiné à compenser les pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution.

Le facteur d'ajustement appliqué au montant de la perte de revenus reconnue est établi en divisant :

- 1^o les crédits annuels alloués pour ce programme par ;
- 2^o le total des pertes de revenus reconnues, au cours de l'exercice courant.

Toutefois, si le total des sommes qui doivent être versées, au cours de l'exercice courant n'excède pas les crédits annuels alloués pour ce programme, le facteur d'ajustement est 1.00 et chaque municipalité admissible reçoit 100 % de sa perte reconnue.

2.2 Modalité de partage entre les municipalités liées à une agglomération non financée par quote part

Lorsqu'un immeuble visé par le programme est localisé sur le territoire d'une municipalité liée à une agglomération et que cette agglomération n'est pas financée par quote-part, la somme payable à l'égard de cet immeuble est traitée en deux parties. Une partie est versée à la municipalité centrale à des fins d'agglomération. L'autre partie est versée à la municipalité centrale à des fins de proximité ou à la municipalité reconstituée selon l'emplacement de l'immeuble. Le total des montants à verser à l'égard d'un immeuble ne peut excéder le montant établi au point 2.1.

La première quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins d'agglomération

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité ou la municipalité reconstituée.

La seconde quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins de proximité

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins de proximité, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité.

ou

Quote-part relative à la municipalité reconstituée

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité reconstituée, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité reconstituée.

La somme des quotes-parts applicables au montant payable à l'égard d'un immeuble est égale à 1,00. Les quotes-parts calculées pour l'exercice 2006 sont utilisées pour toute la durée du programme. La quote-part est établie avec six (6) décimales après le point.

3. Attribution des compensations

a) Documentation requise

Pour verser une compensation en vertu de ce programme, le ministère des Affaires municipales et des Régions devra avoir reçu les documents suivants :

Première année d'application: demande de paiement et pièces justificatives

- Une demande de paiement de compensation dûment complétée. Cette demande doit présenter :
 - les données d'identification des unités d'évaluation visées;
 - la diminution de l'assiette fiscale admissible;
 - les taux de taxes applicables à l'unité;
 - le montant de la perte de revenu pour chaque unité;
 - une certification d'exactitude des données signée par le trésorier ou le secrétaire-trésorier.
- Une attestation d'évaluation signée par l'évaluateur responsable du rôle identifiant les renseignements nécessaires à l'application du programme de compensation des biens immobiliers relatifs à la pollution découlant de la production industrielle. Cette attestation doit décrire les gestes posés à l'égard de l'unité d'évaluation concernée:
 - les ajouts et les retraits du rôle de tout bien industriel effectués par certificats de l'évaluateur, après le 14 mars 2000 et ayant eu pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000;
 - les ajouts et les retraits de biens industriels effectués à l'occasion du dépôt du rôle entrant en vigueur en 2001, sans certificat de l'évaluateur;
 - les ajouts et les retraits du rôle des biens industriels, servant à la lutte contre la pollution, effectués par certificats de l'évaluateur prenant effet le 1^{er} janvier 2001;
 - la perte de l'assiette d'imposition résultant de la modification législative relative à l'exclusion des biens industriels servant à lutter contre la pollution.
- Une copie de chacun des certificats émis après le 14 mars 2000 et ayant pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000 pour les unités d'évaluation visées;
- Une copie de chacun des certificats prenant effet le 1^{er} janvier 2001 visant l'exclusion des biens immobiliers en cause (ne s'applique pas au nouveau rôle);
- Un extrait du rôle 2001-2002-2003 pour un nouveau rôle déposé à l'automne 2000, et la liste des biens immobiliers ajoutés ou retirés au dépôt du rôle 2001 avec leur évaluation respective sur la base du rôle 2000, s'il y a lieu;

Pour les années subséquentes : confirmation d'événements

- une confirmation écrite signalant la présence ou l'absence des événements suivants (voir point 1):
 - L'installation industrielle a-t-elle cessé de façon permanente ses activités de production? Si oui depuis quand ?
 - L'installation industrielle a-t-elle fait l'objet au cours de la dernière année d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production?
 - Cette unité d'évaluation a-t-elle fait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM au 14 mars 2000? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?
 - L'avis de modification prenant effet le 1^{er} janvier 2001 ou l'inscription au nouveau rôle pour cette unité a-t-il fait l'objet d'une contestation visant l'exclusion des biens immobiliers en cause? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?

- Une attestation d'évaluation de la nouvelle assiette fiscale applicable aux fins du programme, si un des événements décrits précédemment a eu pour effet de la modifier.
- Pour l'exercice 2006, lorsque l'immeuble est localisé dans une municipalité liée à une agglomération :
 - Une attestation des taux de taxes 2006 qui auraient été imposés sur les immeubles visés, si ces derniers étaient inscrits au rôle d'évaluation foncière;
 - Une copie du compte de taxes 2006 applicable à l'unité d'évaluation concernée par l'immeuble visé.

b) Délai de réception

Ces documents doivent être reçus au plus tard le 1^{er} mars 2001 pour la première année d'application et au plus tard le 1^{er} février pour les années subséquentes. Les demandes reçues après la date limite ne sont pas admissibles pour la compensation de l'année en cours, mais le seront pour les années subséquentes.

Toutefois, si le budget alloué à ce programme n'est pas épuisé, les demandes reçues après la date limite mais avant le 1^{er} avril, seront analysées selon l'ordre de leur réception et une compensation sera versée jusqu'à épuisement du solde disponible.

En cas de litige, la municipalité devra faire la démonstration que le document a été reçu au MAMR dans les délais prévus.

c) Modalités de versement

Pour chaque exercice financier, le ministère des Affaires municipales et des Régions verse le montant de la compensation auquel a droit une municipalité locale, avant le 30 avril de l'année civile concernée.

La compensation payable à une municipalité partie à un regroupement ou dont le territoire entier est annexé, est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante. Dans le cas d'une annexion partielle impliquant un immeuble visé par le programme, la compensation payable pour cet immeuble est versée à la municipalité annexante.

La compensation destinée aux municipalités centrales est versée à des fins d'agglomération et de proximité si l'agglomération n'est pas financée par quote-part.

AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2008-2009

3 C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	342 760,00 \$
Ville de Hampstead	107 312,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	93 573,00 \$
TOTAL	543 645,00 \$
Données au 12 mars 2009	

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

➤ pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :

- soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
- soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
- soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même;

➤ pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :

- dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées :
- dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt;
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

ANNEXE

Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eaton	
Newport	28,7 %
Les-Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4,4 %
La Tuque	
La Bostonnais	6,3 %
Lac Édouard	-10,0 %
Longueuil	
Boucherville	11,4 %
Brossard	-8,4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29,4 %
Saint-Lambert	11,0 %
Mont-Laurier	
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	-12,0 %
Montréal	
Baie-D'Urfé	25,8 %
Beaconsfield	13,4 %
Côte-Saint-Luc	14,8 %
Dollard-Des Ormeaux	14,8 %
Dorval	9,6 %
Hampstead	-1,2 %
Kirkland	16,5 %
L'Île-Dorval	13,7 %
Montréal-Est	18,0 %
Montréal-Ouest	5,3 %
Mont-Royal	18,1 %
Pointe-Claire	6,8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8,7 %
Senneville	25,4 %
Westmount	14,5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17,6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6,8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27,1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15,3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44,1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19,3 %

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 4

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2008-2009. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.

Nom du bénéficiaire	Montant \$
Comité intergouvernemental de recherches urbaines régionales (CIRUR)	79 687,00 \$
Municipalité de la Macaza	20 000,00 \$
Municipalité de Bowman	96 266,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	210 000,00 \$
Municipalité de la paroisse de Notre-Dame des-Sept-Douleurs	10 000,00 \$
Municipalité de L'Ile-d'Anticosti	123 926,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	50 000,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	50 000,00 \$
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	9 380,00 \$
Municipalité des Iles-de-la-Madeleine	50 000,00 \$
Paroisse de Matapédia	35 000,00 \$
Ville d'Asbestos	369 651,00 \$
Ville de Coteau-du-Lac	25 000,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	50 000,00 \$
Ville de Matane	178 471,00 \$
Ville de Murdochville	862 177,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	50 000,00 \$
Ville de Thetford Mines	10 000,00 \$
TOTAL	2 279 558,00 \$

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 5

Liste des mandats renouvelés et des changements de membres à la Commission municipale au cours de l'année 2008-2009. Total des frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 2.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 6

Liste des mandats renouvelés et des changements de membres à la Société québécoise d'assainissement des eaux au cours de l'année 2008-2009. Total des frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 2.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 7

Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2008-2009.

Programme : Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)¹

Versements annuels de l'exercice financier 2008-2009

Municipalités	Versement	MONTANT
Cacouna	4 ^e versement	9 275 \$
Drummondville	5 ^e versement	194 640 \$
Granby	3 ^e versement	178 818 \$
Total		382 733 \$

¹ Ce programme comprend 5 versements

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 8

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, détaillées par municipalité.

- | | | |
|----|---|----------------|
| A) | Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 | 250 548 300 \$ |
| B) | Prévisions des sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 | 250 548 300 \$ |

Voir documents en annexe

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	--- Aide financière particulière ---				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Abercorn	VL	0	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	36 571	0	244 241	0
Abitibi	TR	33 481	0	11 373	0	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	36 571	0	217 919	0
Abitibi-Ouest	TR	28 937	0	2 099	0	0
Acton	MRC	0	37 377	0	0	0
Acton Vale	V	0	0	0	0	136 663
Adstock	M	0	0	17 481	0	11 297
Aguanish	M	60 036	0	97 225	0	8 509
Albanel	M	197 054	0	19 649	0	24 720
Albertville	M	44 797	0	3 889	0	2 718
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	47 553	0	4
Alma	V	80 027	0	1 528	0	863 728
Amherst	CT	0	0	54 596	0	6 149
Amos	V	505 618	0	32 599	0	572 964
Amqui	V	339 722	0	11 265	0	282 198
Ange-Gardien	M	0	0	0	0	7 958
Angliers	VL	18 512	0	24 250	0	0
Antoine-Labelle	MRC	0	43 555	0	357 180	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	195 819	0	0
Appalaches	MRC	0	30 392	0	13 953	0
Argenteuil	MRC	0	30 392	0	100 636	0
Armagh	M	68 538	0	33 551	0	8 464
Arthabaska	MRC	0	30 392	0	17 229	0
Arundel	CT	0	0	4 713	0	6 095
Asbestos	V	312 197	0	0	0	209 687
Ascot Corner	M	0	0	0	0	15 326
Aston-Jonction	M	0	0	0	0	3 257
Auclair	M	38 884	0	15 038	0	6 298
Audet	M	0	0	68	0	4 497
Aumond	CT	0	0	26 985	0	0
Austin	M	0	0	1 542	0	4 523
Authier	M	76 409	0	8 567	0	0
Authier-Nord	M	53 413	0	21 903	0	3 311

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Avignon	MRC	0	43 555	0	137 808	0
Avignon	TR	0	0	7 824	0	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	0	34 265
Baie-Comeau	V	0	0	41 110	0	777 778
Baie-des-Sables	M	55 152	0	0	0	6 257
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	0	7 724
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	0	27 068
Baie-James	M	72 524	8 581	1 032 150	20 122	12 645
Baie-Johan-Beetz	M	13 233	0	24 078	0	4 070
Baie-Sainte-Catherine	M	9 364	0	9 045	0	5 189
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	0	253 392
Baie-Trinité	VL	83 084	0	70 980	0	37 255
Barkmere	V	0	0	2 837	0	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0	0
Barraute	M	241 523	0	43 552	0	63 822
Batiscan	M	0	0	0	0	3 026
Beaconsfield	V	0	0	0	0	246 661
Béarn	M	80 006	0	48 747	0	6 113
Beauce-Sartigan	MRC	0	30 392	0	15 475	0
Beauceville	V	121 237	0	0	0	208 706
Beauharnois	V	12 765	0	0	0	233 381
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	30 392	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	0	5 389
Beaumont	M	0	0	0	0	13 296
Beaupré	V	0	0	0	0	140 207
Bécancour	MRC	0	30 392	0	8 085	0
Bécancour	V	0	0	1 008	0	114 674
Bedford	V	0	0	0	0	94 583
Bedford	CT	0	0	0	0	0
Bégin	M	105 689	0	42 746	0	11 751
Belcourt	M	51 592	0	36 696	0	0
Bellechasse	MRC	0	30 392	0	9 108	0
Belleterre	V	64 101	0	60 248	0	3 656
Beloeil	V	0	0	0	0	311 930

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Berry	M	59 905	0	31 949	0	2 349
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	0	7 409
Berthierville	V	0	0	0	0	182 523
Béthanie	M	0	0	0	0	0
Biencourt	M	77 539	0	26 520	0	4 433
Blainville	V	0	0	0	0	497 121
Blanc-Sablon	M	89 140	0	37 222	13 483	125 028
Blue Sea	M	0	0	3 005	0	1 653
Boileau	M	0	0	13 704	0	0
Boisbriand	V	0	0	0	0	370 723
Boischatel	M	0	0	0	0	27 734
Bois-des-Filion	V	0	0	0	0	109 169
Bois-Franc	M	0	0	3 500	0	3 375
Bolton-Est	M	0	0	0	0	279
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	43 555	0	188 365	0
Bonaventure	TR	0	0	13 566	0	0
Bonaventure	V	156 971	0	105	0	150 064
Bonne-Espérance	M	148 599	0	93 944	8 798	61 006
Bonsecours	M	0	0	34	0	3 522
Boucherville	V	0	0	22 870	0	371 074
Bouchette	M	0	0	6 815	0	4 218
Bowman	M	0	0	12 631	0	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0	0
Brigham	M	0	0	0	0	2 662
Bristol	M	0	0	22	0	0
Brome	VL	0	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	30 392	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	0	39 867
Brossard	V	0	0	1 217	0	655 341
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	0	24 165
Bryson	M	73 207	0	0	0	0
Bury	M	0	0	0	0	3 050
Cabano	V	114 653	0	33 301	0	153 765

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Cacouna	M	0	0	290	0	21 375
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	70 034	0	0	0	49 756
Candiac	V	0	0	0	0	114 518
Caniapiscau	MRC	0	26 239	0	27 815	0
Caniapiscau	TR	0	0	199 181	0	0
Cantley	M	0	0	0	0	45 230
Cap-Chat	V	311 208	0	6 183	0	72 402
Caplan	M	165 485	0	62	0	12 965
Cap-Saint-Ignace	M	0	0	39 141	0	33 360
Cap-Santé	V	0	0	0	0	21 291
Carignan	V	0	0	0	0	25 508
Carleton-sur-Mer	V	182 680	0	15 310	0	162 305
Cascapédia--Saint-Jules	M	55 604	0	5 297	0	0
Causapscal	V	310 608	0	429	0	112 724
Cayamant	M	0	0	72 249	0	1 174
Chambly	V	0	0	0	0	271 107
Chambord	M	0	0	6 586	0	13 968
Champlain	M	0	0	0	0	3 176
Champneuf	M	29 200	0	20 012	0	0
Chandler	V	666 543	0	44 007	0	284 114
Chapais	V	364 960	0	23 127	18 291	105 601
Charette	M	34 987	0	0	0	10 746
Charlemagne	V	0	0	0	0	36 508
Charlevoix	MRC	0	37 377	0	126 531	0
Charlevoix	TR	28 951	0	30 189	0	0
Charlevoix-Est	MRC	0	37 377	0	78 423	0
Charlevoix-Est	TR	9 298	0	11 773	0	0
Chartierville	M	0	0	6 459	0	0
Châteauguay	V	0	0	0	0	1 174 719
Château-Richer	V	0	0	0	0	35 776
Chazel	M	53 200	0	5 696	0	0
Chelsea	M	0	0	0	0	35 255
Chénéville	M	3 178	0	834	0	10 609

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Chertsey	M	0	0	85 438	0	26 873
Chesterville	M	0	0	0	0	6 004
Chibougamau	V	371 261	0	132 294	79 671	388 531
Chichester	CT	7 441	0	37 792	0	0
Chute-aux-Outardes	VL	244 697	0	1 259	0	51 966
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 889	0	1 751
Clarendon	M	0	0	79	0	45
Clermont	V	0	0	5 276	0	39 006
Clermont	CT	70 401	0	5 080	0	2 502
Clerval	M	25 134	0	1 729	0	0
Cleveland	CT	0	0	0	0	17 967
Cloridorme	CT	153 230	0	17 476	0	12 223
Coaticook	MRC	0	30 392	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	0	235 725
Colombier	M	155 733	0	45 315	0	24 085
Compton	M	0	0	0	0	34 336
Contrecoeur	V	0	0	0	0	28 847
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0	3
Cookshire-Eaton	V	31 096	0	0	0	16 651
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	0	53 628
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	152 174	8 581	151 561	12 112	98 826
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	0	372 296
Courcelles	P	23 494	0	0	0	6 001
Cowansville	V	0	0	0	0	410 634
Crabtree	M	0	0	0	0	18 538
Danville	V	209 835	0	0	0	20 642
D'Autray	MRC	0	30 392	0	9 204	0
Daveluyville	V	77 309	0	0	0	57 620
Dégelis	V	187 115	0	208 446	0	140 015
Déléage	M	175 964	0	31 885	0	2 485
Delson	V	0	0	0	0	91 324
Denholm	M	0	0	36 363	0	0
Desbiens	V	127 712	0	361	0	10 267
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	24 358	0	0	0	19 129

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Ham-Nord	CT	18 670	0	0	0	7 428
Hampden	CT	0	0	41 377	0	0
Hampstead	V	0	0	0	0	45 793
Harrington	CT	0	0	30 873	0	0
Hatley	M	0	0	0	0	0
Hailey	CT	0	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	225 022	0	145 839
Hébertville	M	75 546	0	42 798	0	59 980
Hébertville-Station	VL	127 934	0	2 093	0	12 656
Hemmingford	VL	0	0	0	0	15 639
Hemmingford	CT	0	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	0	5 955
Hérouxville	P	82 352	0	266	0	6 202
Hinchinbrooke	CT	0	0	0	0	941
Honfleur	M	0	0	0	0	5 901
Hope	CT	104 931	0	1 124	0	0
Hope Town	M	27 700	0	57	0	1 511
Howick	VL	8 342	0	0	0	31 641
Huberdeau	M	0	0	0	0	15 154
Hudson	V	0	0	0	0	67 630
Huntingdon	V	81 682	0	0	0	121 589
Îles-de-la-Madeleine	AG	0	43 555	0	0	194 650
Inverness	M	0	0	0	0	7 380
Irlande	M	26 144	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	30 392	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	0	786 308
Kamouraska	MRC	0	37 377	0	46 510	0
Kamouraska	TR	3 132	0	11 791	0	0
Kamouraska	M	0	0	0	0	3 352
Kazabazua	M	0	0	9 993	0	3 779
Kiamika	M	0	0	96 607	0	2 255
Kingsbury	VL	4 094	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Kingsey Falls	V	0	0	0	0		19 180
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0		0
Kipawa	M	0	0	2 687	0		0
Kirkland	V	0	0	0	0		67 125
Labelle	M	0	0	82 483	0		14 263
La Bostonnais	M	38 139	0	19 708	0		2 493
Labrecque	M	84 553	0	27 815	0		18 969
Lac-au-Saumon	M	147 015	0	0	0		39 430
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 697	0		10 627
Lac-Beauport	M	0	0	0	0		34 902
Lac-Bouchette	M	58 890	0	170 506	0		18 900
Lac-Brome	V	0	0	0	0		30 487
Lac-Delage	V	0	0	0	0		0
Lac-des-Aigles	M	93 640	0	216	0		10 297
Lac-des-Écorces	M	121 349	0	23 333	0		8 121
Lac-des-Plages	M	0	0	30 516	0		0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	83	0		0
Lac-Drolet	M	0	0	0	0		6 029
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 527	0		0
Lac-Édouard	M	11 281	0	41 755	0		0
Lac-Etchemin	M	123 613	0	5 085	0		77 664
Lac-Frontière	M	7 956	0	7 995	0		0
Lachute	V	0	0	0	0		490 743
Lac-Mégantic	V	0	0	0	0		315 970
Lacolle	M	7 061	0	0	0		13 700
La Conception	M	0	0	39 443	0		0
La Corne	M	50 088	0	18 365	0		3 103
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	30 392	0	185 455		3 164
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	0		0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	43 555	0	185 245		0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0		0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0		0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 289	0		0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 277	0		2 490

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	30 392	0	531 899	0
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 982	0	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 256	0	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 332	0	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 668	0	285
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	610	0	0
La Doré	P	141 977	0	75 670	0	20 572
La Durantaye	P	5 850	0	0	0	8 751
Laforce	M	99 776	0	21 787	0	3 519
La Guadeloupe	VL	100 783	0	0	0	25 241
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	43 555	0	127 435	0
La Haute-Côte-Nord	TR	239	0	35 545	0	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	43 555	0	130 003	0
La Haute-Gaspésie	TR	7 014	0	15 545	0	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	30 392	0	372 690	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	17 911	0	112 832	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0	0
Lajemmerais	MRC	0	17 911	0	5 350	0
La Macaza	M	0	0	24 118	0	0
La Malbaie	V	0	0	62 025	0	332 087
Lamarche	M	49 460	0	24 458	0	9 033
La Martre	M	56 835	0	23 069	0	0
La Matapédia	MRC	0	43 555	0	126 517	994
La Matapédia	TR	1 160	0	42 373	0	0
Lambton	M	0	0	2 519	0	13 576
La Minerve	M	0	0	83 925	0	4 210
La Mitis	MRC	0	43 555	0	38 297	0
La Mitis	TR	0	0	13 428	0	0
La Morandière	M	56 329	0	19 229	0	5 050
La Motte	M	31 871	0	5 486	0	2 381
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	0	204 845
Landrienne	CT	111 580	0	22 424	0	8 974

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	0	17 721
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 420	0	2 363
Lanoraie	M	9 318	0	0	0	28 955
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	30 392	0	1	0
L'Anse-Saint-Jean	M	53 666	0	146 953	0	37 529
Lantier	M	0	0	894	0	0
La Patrie	M	0	0	74 547	0	16 104
La Pêche	M	0	0	34 973	0	70 505
La Pocatière	V	0	0	150	0	346 295
La Prairie	V	0	0	0	0	428 947
La Présentation	M	0	0	0	0	5 377
La Rédemption	P	89 357	0	14 356	0	5 898
La Reine	M	92 643	0	844	0	51
La Rivière-du-Nord	MRC	0	30 392	0	7 544	0
Larouche	M	5 722	0	9 203	0	22 193
La Sarre	V	491 264	0	1 126	0	396 635
L'Ascension	M	0	0	127 581	0	5 304
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	95 692	0	22 450	0	14 642
L'Ascension-de-Patapédia	M	41 808	0	4 638	0	0
L'Assomption	MRC	0	17 911	0	0	0
L'Assomption	V	24 389	0	0	0	546 509
La Trinité-des-Monts	P	34 657	0	51 305	0	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	38 784	0	20 870	0	11 277
La Tuque	AG	0	40 017	243 663	131 793	433
La Tuque	V	335 537	0	409 715	0	415 314
Launay	CT	27 163	0	19 603	0	2 876
Laurier-Station	VL	0	0	0	0	35 863
Laurierville	M	11 335	0	0	0	8 252
Laval	MRC	0	8 581	0	0	0
Laval	V	0	0	0	0	5 336 303
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	43 555	0	189 736	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	1 538	0	127 815	0	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	36 571	0	427 307	223
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	17 911	0	446	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	— Aide financière particulière —				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	0	7 493
Deux-Montagnes	MRC	0	17 911	0	14 555	0
Deux-Montagnes	V	0	0	0	0	281 001
Disraeli	V	182 880	0	0	0	127 580
Disraeli	P	0	0	625	0	0
Dixville	M	0	0	0	0	9 146
Dolbeau-Mistassini	V	581 513	0	52 323	0	592 968
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	0	258 756
Donnacona	V	0	0	0	0	296 433
Dorval	V	0	0	0	0	174 642
Dosquet	M	22 589	0	0	0	4 519
Drummond	MRC	0	30 392	0	71	0
Drummondville	V	0	0	67	0	921 689
Dudswell	M	0	0	0	0	3 756
Duhamel	M	0	0	107 892	0	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	0	12 603
Duparquet	V	57 592	0	16 461	0	8 023
Dupuy	M	132 376	0	800	0	5 204
Durham-Sud	M	0	0	0	0	2 432
East Angus	V	275 311	0	0	0	174 922
East Broughton	M	236 012	0	0	0	20 023
East Farnham	M	0	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	0	1 381
Eastman	M	0	0	621	0	7 279
Egan-Sud	M	3 703	0	50	0	0
Elgin	CT	0	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 402	0	2 376
Escuminac	M	58 443	0	3 744	0	5 290
Esprit-Saint	M	70 621	0	31 995	0	2 925
Estérel	V	0	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	0	158 050
Fassett	M	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Ferland-et-Boilleau	M	34 187	0	54 940	0	5 664
Ferme-Neuve	M	8 059	0	297 270	0	17 930
Fermont	V	83 657	0	54 671	0	138 243
Forestville	V	358 970	0	21 565	0	128 341
Fort-Coulonge	VL	227 883	0	0	0	41 715
Fortierville	M	51 259	0	0	0	6 108
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0	0
Frampton	M	0	0	0	0	5 651
Franklin	M	0	0	0	0	7 351
Franquelin	M	47 039	0	62 729	0	6 963
Frelighsburg	M	0	0	0	0	5 357
Frontenac	M	0	0	40 630	0	0
Fugèreville	M	26 770	0	5 865	0	3 651
Gallichan	M	52 277	0	29	0	177
Gaspé	V	698 929	0	60 990	0	587 201
Gatineau	V	0	0	1 624	0	5 938 140
Girardville	M	75 161	0	20 061	0	18 958
Godbout	VL	58 946	0	21 032	0	6 571
Godmanchester	CT	0	0	0	0	56
Gore	CT	0	0	133	0	933
Gracefield	V	2 496	0	28 412	0	44 339
Granby	V	0	0	0	0	630 958
Grande-Rivière	V	381 159	0	0	0	144 681
Grandes-Piles	VL	0	0	26 245	0	0
Grande-Vallée	M	139 933	0	17 438	0	64 216
Grand-Métis	M	14 425	0	0	0	0
Grand-Remous	M	23 476	0	62 271	0	3 145
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0	0
Grenville	VL	0	0	0	0	33 550
Grenville-sur-la-Rouge	M	10 123	0	12 387	0	32 704
Gros-Mécatina	M	69 838	0	87 437	5 667	36 146
Grosse-Île	M	3 526	0	0	0	13 916
Grosses-Roches	M	68 472	0	3 773	0	8 153
Guérin	CT	30 142	0	9 757	0	2 625

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lavaltrie	V	49 652	0	0	0	177 232
L'Avenir	M	0	0	0	0	1 908
Laverlochère	M	47 526	0	1 921	0	4 280
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0	0
Lawrenceville	VL	0	0	0	0	1 919
Le Bas-Richelieu	MRC	0	30 392	0	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	96 005	0	4 255	32 143	114 409
Le Bic	M	0	0	5 343	0	31 741
Leclercville	M	141	0	45 835	0	1 561
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	36 571	0	312 578	0
Le Domaine-du-Roy	TR	0	0	133 279	0	0
Lefebvre	M	0	0	0	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	43 555	0	202 493	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	4 533	0	300 601	0	0
Le Granit	MRC	0	30 392	0	114 979	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	30 392	0	1 783	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	30 392	0	25 788	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	30 392	0	0	0
Lejeune	M	46 353	0	72 828	0	3 001
Lemieux	M	17 576	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	0	59 062
L'Épiphanie	P	0	0	0	0	0
L'Érable	MRC	0	30 392	0	37 683	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	43 555	0	194 687	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	7 039	0	0
Léry	V	0	0	0	0	600
Les Basques	MRC	0	37 377	0	10 855	0
Les Basques	TR	0	0	1 916	0	0
Les Bergeronnes	M	14 141	0	21 992	0	102 311
Les Cèdres	M	0	0	0	0	28 168
Les Chenaux	MRC	0	30 392	0	178 974	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	24 089	0	391 604	0
Les Coteaux	M	0	0	0	0	21 776

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	--- Aide financière particulière ---				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Les Éboulements	M	0	0	0	0	5 819
Les Escoumins	M	109 883	0	32 226	0	40 667
Les Etchemins	MRC	0	37 377	0	28 921	0
Les Hauteurs	M	107 083	0	3 995	0	4 755
Les Îles-de-la-Madeleine	M	474 322	0	0	0	210 561
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	30 392	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	36 571	0	417 998	0
Les Maskoutains	MRC	0	30 392	0	0	0
Les Méchins	M	117 027	0	123 004	0	25 386
Les Moulins	MRC	0	17 911	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	17 911	0	77 377	0
Les Sources	MRC	0	37 377	0	1 761	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	30 392	0	346	0
Lévis	V	206 568	35 822	0	0	2 529 478
L'Île-Cadioux	V	0	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	4 714	0	94 544	0	17 014
L'Île-d'Orléans	MRC	0	29 174	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	8 968	0	2 365	0	3 276
L'Île-Perrot	V	0	0	0	0	120 962
Lingwick	CT	0	0	10 562	0	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	1 642	0	15 849
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	0	17 701
L'Islet	MRC	0	37 377	0	68 804	0
L'Islet	M	21 350	0	0	0	57 942
L'Isle-Verte	M	21 290	0	0	0	21 662
Litchfield	M	0	0	1 690	0	0
Lochaber	CT	0	0	2 148	0	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	71 106	0	72 740	0	25 994
Longue-Rive	M	208 381	0	36 937	0	14 918
Longueuil	AG	0	17 911	0	0	48 866
Longueuil	V	18 622	0	4 388	0	4 304 029
Lorraine	V	0	0	0	0	100 415

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	Aide financière particulière				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lorrainville	M	86 892	0	149	0	66 265
Lotbinière	MRC	0	30 392	0	22 024	0
Lotbinière	M	0	0	0	0	2 347
Louiseville	V	201 093	0	0	0	242 411
Low	CT	0	0	18 835	0	2 469
Lyster	M	6 847	0	0	0	7 344
Macamic	V	327 573	0	1 987	0	94 405
Maddington	CT	50 606	0	0	0	0
Magog	V	0	0	1 768	0	285 016
Malartic	V	585 932	0	31 841	0	247 694
Mandeville	M	0	0	128 993	0	5 947
Manicouagan	MRC	0	24 089	0	316 445	236
Manicouagan	TR	57	0	103 825	0	0
Maniwaki	V	226 724	0	3 266	0	332 142
Manseau	M	76 114	0	1 308	0	8 102
Mansfield-et-Pontefract	M	10 268	0	89 808	0	41 611
Maria	M	81 718	0	1 869	0	114 694
Maria-Chapdelaine	MRC	0	43 555	0	270 318	0
Maria-Chapdelaine	TR	3 305	0	283 076	0	0
Maricourt	M	0	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	0	157 359
Marsoui	VL	78 513	0	40 906	0	20 164
Marston	CT	0	0	15 518	0	0
Martinville	M	2 372	0	0	0	3 149
Mascouche	V	0	0	0	0	516 287
Maskinongé	MRC	0	30 392	0	364 157	0
Maskinongé	M	24 744	0	0	0	6 500
Massueville	VL	32 161	0	0	0	12 216
Matagami	V	494 195	0	19 076	19 294	164 539
Matane	MRC	0	43 555	0	96 474	0
Matane	TR	0	0	25 949	0	0
Matane	V	300 742	0	283	0	580 391
Matapédia	P	48 055	0	49	0	84 834
Matawinie	MRC	0	30 392	0	365 094	2 703

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	--- Aide financière particulière ---					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Matawinie	TR	1 786	0	169 704	0	0	
Mayo	M	0	0	1 818	0	0	
McMasterville	M	0	0	0	0	133 466	
Mékinac	MRC	0	37 377	0	131 803	0	
Mékinac	TR	1 211	0	60 383	0	0	
Melbourne	CT	0	0	0	0	0	
Memphrémagog	MRC	0	30 392	0	12 233	0	
Mercier	V	0	0	0	0	63 136	
Messines	M	0	0	6 599	0	2 311	
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	73 916	0	24 933	0	151 238	
Métis-sur-Mer	V	12 162	0	0	0	8 374	
Milan	M	0	0	33 136	0	0	
Mille-Isles	M	0	0	0	0	0	
Minganie	MRC	0	43 092	0	56 367	0	
Minganie	TR	0	0	322 122	0	0	
Mirabel	MRC	0	8 581	0	0	0	
Mirabel	V	0	0	0	0	217 096	
Moffet	M	30 109	0	20 699	0	2 979	
Montcalm	MRC	0	30 392	0	150	0	
Montcalm	M	0	0	23 223	0	0	
Mont-Carmel	M	93 584	0	120 438	0	3 863	
Montcerf-Lytton	M	16 165	0	53 810	0	3 586	
Montebello	M	0	0	0	0	17 367	
Mont-Joli	V	260 846	0	0	0	442 711	
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0	354	
Mont-Laurier	V	95 336	0	189 749	0	266 080	
Montmagny	MRC	0	37 377	0	45 375	0	
Montmagny	V	45 884	0	0	0	453 012	
Montpellier	M	0	0	64 951	0	0	
Montréal	AG	0	0	0	0	29 113 149	
Montréal	V	64 057	0	0	0	20 314 827	
Montréal-Est	V	0	0	0	0	3 542	
Montréal-Ouest	V	0	0	0	0	79 037	
Mont-Royal	V	0	0	0	0	131 728	

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

- Aide financière particulière -						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	0	8 129
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	0	221 262
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 179	0	2 430
Mont-Saint-Pierre	VL	42 041	0	8 529	0	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 787	0	28 573
Mont-Tremblant	V	0	0	18 758	0	89 949
Morin-Heights	M	0	0	2 201	0	9 706
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 909	0	0
Murdochville	V	301 955	0	35 352	0	16 689
Namur	M	28 057	0	2 385	0	6 147
Nantes	M	45 895	0	0	0	5 019
Napierville	VL	0	0	0	0	54 164
Natashquan	CT	56 185	0	34 218	0	33 376
Nédélec	CT	44 236	0	21 261	0	5 179
Neuville	V	0	0	0	0	32 290
New Carlisle	M	119 710	0	233	0	43 577
Newport	M	0	0	0	0	0
New Richmond	V	129 763	0	4 090	0	71 858
Nicolet	V	24 177	0	0	0	383 867
Nicolet-Yamaska	MRC	0	30 392	0	3 519	0
Nominingue	M	0	0	68 775	0	3 774
Norbertville	VL	18 443	0	0	0	8 060
Normandin	V	177 371	0	29 514	0	143 682
Normétal	M	224 663	0	8 199	0	20 855
North Hatley	VL	0	0	0	0	6 657
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	0	6 538
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0	37 179
Notre-Dame-de-Ham	M	25 469	0	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 144	0	1 102
Notre-Dame-de-la-Paix	M	0	0	0	0	4 120
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 536	0	11 685
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	0	30 898
Notre-Dame-de-Lorette	M	32 757	0	64 004	0	14
Notre-Dame-de-Lourdes	P	3 872	0	2 187	0	3 329

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	--- Aide financière particulière ---				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	0	11 220
Notre-Dame-de-Montauban	M	22 219	0	23 684	0	11 347
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 603	0	2 100
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	58 376	0	3 815
Notre-Dame-des-Monts	M	96 057	0	389	0	8 091
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	0	5 988
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	0	26 296
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0	273
Notre-Dame-de-Stanbridge	P	0	0	0	0	3 695
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	18 227	0	0	0	10 393
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Lac	V	112 968	0	178	0	70 782
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 355	0	3 520
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	244 873	0	0	0	15 202
Notre-Dame-du-Nord	M	61 456	0	425	0	54 943
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	0	9 398
Notre-Dame-du-Rosaire	M	14 812	0	60 769	0	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0	0
Nouvelle	M	170 547	0	11 751	0	13 905
Noyan	M	0	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 329	0	59 962
Orford	CT	0	0	62 743	0	0
Ormstown	M	0	0	0	0	104 793
Otterburn Park	V	0	0	0	0	50 467
Otter Lake	M	0	0	57 345	0	3 716
Packington	P	31 975	0	14 104	0	9 197
Padoue	M	50 143	0	0	0	6 353
Palmarolle	M	136 621	0	0	0	15 578
Papineau	MRC	0	36 571	0	218 728	0
Papineauville	M	0	0	0	0	136 806
Parisville	P	5 929	0	0	0	2 658
Paspébiac	V	268 777	0	3 031	0	121 783

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	— Aide financière particulière —				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Percé	V	364 156	0	25 761	0	50 201
Pérignonka	M	8 717	0	8 918	0	4 594
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 031	0	7 224
Petite-Vallée	M	27 853	0	4 210	0	0
Petit-Saguenay	M	114 088	0	73 163	0	16 344
Piedmont	M	0	0	0	0	8 561
Pierreville	M	41 727	0	1 580	0	22 515
Pincourt	V	0	0	0	0	177 225
Piopolis	M	0	0	10 197	0	0
Plaisance	M	8 467	0	6 711	0	6 323
Plessisville	V	400 319	0	0	0	260 744
Plessisville	P	0	0	5 645	0	6 817
Pohénégamook	V	158 697	0	78 542	0	135 304
Pointe-à-la-Croix	M	183 599	0	39 157	0	22 627
Pointe-aux-Outardes	VL	0	0	6 252	0	18 612
Pointe-Calumet	M	0	0	488	0	57 205
Pointe-Claire	V	0	0	0	0	348 375
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	143 488	0	8 417	0	25 408
Pontiac	MRC	0	43 555	0	152 110	0
Pontiac	TR	0	0	127 806	0	0
Pontiac	M	0	0	534	0	19 227
Pont-Rouge	V	0	0	0	0	82 933
Portage-du-Fort	VL	15 973	0	0	0	2 040
Port-Cartier	V	261 956	0	144 814	0	293 329
Port-Daniel--Gascons	M	412 990	0	18 206	0	32 615
Portneuf	MRC	0	30 392	0	115 618	0
Portneuf	TR	300	0	15 769	0	0
Portneuf	V	169 282	0	0	0	20 842
Portneuf-sur-Mer	M	134 094	0	32 661	0	20 374
Potton	CT	0	0	0	0	7 013
Pouliaries	M	113 005	0	5 790	0	5 999
Preissac	M	0	0	23 518	0	2 253

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Prévost	V	0	0	0	0	68 252
Price	VL	291 885	0	0	0	24 896
Princeville	V	271 599	0	0	0	58 808
Québec	AG	0	0	0	0	0
Québec	V	314 234	0	0	0	17 112 446
Racine	M	0	0	0	0	2 669
Ragueneau	P	168 345	0	28 457	0	44 830
Rapide-Danseur	M	21 743	0	9 009	0	4 229
Rapides-des-Joachims	M	8 841	0	64 004	0	0
Rawdon	M	0	0	12 425	0	160 607
Rémigny	M	39 595	0	76 834	0	0
Repentigny	V	0	0	0	0	1 412 491
Richelieu	V	0	0	0	0	23 678
Richmond	V	157 374	0	0	0	95 472
Rigaud	M	0	0	24	0	152 410
Rimouski	V	231 109	0	14 833	0	1 358 837
Rimouski-Neigette	MRC	0	30 392	0	64 956	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0	0
Ripon	M	7 865	0	8 172	0	6 901
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	17 472	0	1 849	0	0
Rivière-à-Claude	M	30 376	0	16 678	0	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 703	0	9 649
Rivière-au-Tonnerre	M	66 191	0	42 104	0	21 984
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	0	1 627
Rivière-Bleue	M	182 542	0	32 438	0	35 133
Rivière-du-Loup	MRC	0	30 392	0	8 665	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	0	682 556
Rivière-Éternité	M	71 218	0	136 298	0	11 659
Rivière-Héva	M	111 639	0	11 394	0	2 744
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	0	21 175
Rivière-Rouge	AG	0	0	43 230	0	33 120
Rivière-Rouge	V	0	0	70 565	0	113 394
Rivière-Saint-Jean	M	59 000	0	72 174	0	10 301
Robert-Cliche	MRC	0	30 392	0	16	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Roberval	V	411 774	0	23 288	0	521 319
Rochebaucourt	M	50 571	0	15 172	0	0
Roquemare	M	72 631	0	2 850	0	3 260
Rosemère	V	0	0	0	0	289 728
Rougemont	M	0	0	0	0	12 426
Roussillon	MRC	0	17 911	0	0	0
Rouville	MRC	0	17 911	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	1 346 069	36 571	479 602	402 448	1 231 740
Roxton	CT	0	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	63 028	0	0	0	16 268
Roxton Pond	M	0	0	7 431	0	17 197
Sacré-Coeur	M	168 141	0	29 527	0	14 672
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0	0
Saguenay	V	179 817	8 581	80 373	0	4 061 397
Saint-Adalbert	M	67 148	0	32 230	0	6 004
Saint-Adelme	P	55 135	0	1 005	0	6 879
Saint-Adelphe	P	3 798	0	0	0	10 572
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 761	0	516
Saint-Adrien	M	3 803	0	0	0	3 887
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	0	12
Saint-Agapit	M	0	0	0	0	104 060
Saint-Aimé	P	0	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	70 920	0	5 694
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 210	0	1 549
Saint-Alban	M	0	0	14 028	0	4 048
Saint-Albert	M	0	0	0	0	4 292
Saint-Alexandre	M	0	0	0	0	12 865
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	54 980	0	390	0	18 221
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	51 542	0	13 907	0	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	0	7 706
Saint-Alexis	P	0	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	102 149	0	161	0	6 468
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 634	0	17 833
Saint-Alfred	M	10 233	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Alphonse	M	82 522	0	2 216	0	8 149
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	0	15 265
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 653	0	10 170
Saint-Amable	M	0	0	0	0	116 044
Saint-Ambroise	M	182 356	0	3 923	0	39 247
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	0	13 096
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	0	20 786
Saint-André	M	17 911	0	4 433	0	6 697
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	0	55 385
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	0	10 279
Saint-André-de-Restigouche	M	37 152	0	8 322	0	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	43 228	0	24 855	0	17 421
Saint-Anicet	P	0	0	0	0	6 583
Saint-Anselme	M	0	0	0	0	106 304
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	0	171
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	0	5 952
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	11 955
Saint-Antonin	P	0	0	30 387	0	30 327
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	0	28 873
Saint-Armand	M	0	0	0	0	7 081
Saint-Arsène	P	0	0	0	0	16 023
Saint-Athanase	M	44 168	0	73 442	0	2 465
Saint-Aubert	M	0	0	0	0	3 732
Saint-Augustin	P	43 866	0	14 160	0	12 797
Saint-Augustin	M	119 269	0	119 137	8 808	36 377
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	0	319 590
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	130 601	0	6 931
Saint-Barnabé	P	7 800	0	163	0	2 135
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	0	2 783
Saint-Barthélemy	P	7 835	0	0	0	10 034
Saint-Basile	V	79 217	0	0	0	11 210
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	0	92 026
Saint-Benjamin	M	49 620	0	43	0	4 014
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	0	8 009

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

--- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Bernard	M	0	0	0	0	10 977
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	0	4 126
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	0	2 136
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	10 667
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	0	2 702
Saint-Boniface	M	0	0	0	0	20 690
Saint-Bruno	M	142 425	0	0	0	28 322
Saint-Bruno-de-Guigues	M	6 891	0	263	0	7 143
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	23 512	0	66	0	1 457
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 964	0	501 009
Saint-Calixte	M	0	0	1 545	0	53 341
Saint-Camille	CT	0	0	0	0	2 431
Saint-Camille-de-Lellis	P	68 471	0	107 234	0	13 525
Saint-Casimir	M	144 796	0	0	0	40 627
Saint-Célestin	VL	36 459	0	0	0	18 373
Saint-Célestin	M	0	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	0	101 252
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	0	256 828
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	54 614
Saint-Charles-de-Bourget	M	47 562	0	984	0	10 956
Saint-Charles-Garnier	P	68 940	0	5 191	0	4 287
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	4 371
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	0	21 989
Saint-Claude	M	0	0	0	0	4 730
Saint-Clément	P	82 614	0	0	0	4 458
Saint-Cléophas	P	69 114	0	8 156	0	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	2 484	0	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0	0
Saint-Colomban	P	0	0	0	0	99 602
Saint-Côme	P	0	0	44 270	0	4 224
Saint-Côme--Linière	M	164 432	0	9 454	0	20 385
Saint-Constant	V	0	0	0	0	240 346
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	0	6 940

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Des.	— Aide financière particulière —				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Cyprien	M	72 553	0	22 038	0	14 144
Saint-Cyprien	P	41 958	0	0	0	3 789
Saint-Cyprien-de-Napierville	P	0	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	29 698	0	64 226	0	4 943
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	0	14 135
Saint-Damase	P	26 650	0	5 705	0	2 936
Saint-Damase	M	0	0	0	0	15 980
Saint-Damase-de-L'Islet	M	23 092	0	70 071	0	0
Saint-Damien	P	0	0	67 517	0	6 449
Saint-Damien-de-Buckland	P	6 370	0	0	0	130 741
Saint-David	P	0	0	0	0	5 621
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 520	0	6 435
Saint-Denis	P	0	0	0	0	3 601
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	778	0	13 609
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	10 019
Saint-Didace	P	0	0	0	0	2 730
Saint-Dominique	M	0	0	0	0	7 431
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	56 443	0	34 068	0	3 134
Saint-Donat	P	20 541	0	419	0	10 028
Saint-Donat	M	0	0	146 592	0	23 526
Sainte-Adèle	V	0	0	7 563	0	133 690
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	0	5 756
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	0	115 420
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	0	283 855
Sainte-Angèle-de-Mérici	M	126 224	0	0	0	7 948
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	0	6 806
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	32 463	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	47 387	0	0	0	16 555
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	0	168 849
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	67 244	0	256	0	12 673
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	0	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	0	3 378
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	0	12 878
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Anne-des-Monts	V	712 619	0	20 979	0	310 660
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	0	16 544
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	0	195 589
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 248	0	4 583
Sainte-Anne-du-Sault	M	78 072	0	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	40 513	0	44 270	0	6 286
Sainte-Aurélie	M	12 573	0	40	0	3 413
Sainte-Barbe	P	0	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	0	6 368
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	0	11 987
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	0	31 248
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	0	2 984
Sainte-Catherine	V	0	0	0	0	244 578
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	0	4 675
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 997	0	142 474
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	12 996	0	0	0	5 622
Sainte-Cécile-de-Milton	CT	0	0	0	0	11 268
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	0	4 488
Sainte-Christine	P	0	0	0	0	3 321
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	599	0	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	0	31 165
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	0	5 825
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	P	0	0	0	0	8 181
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	73 733	0	0	0	6 051
Sainte-Croix	M	0	0	0	0	90 015
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	49 693	0	14 586	0	4 923
Saint-Édouard	P	0	0	0	0	2 986
Saint-Édouard-de-Fabre	P	13 999	0	8 896	0	5 183
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 300	0	4 752
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	58 491	0	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	0	3 819
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	0	17 175
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

--- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 646	0	4 920
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	0	5 841
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	25 869	0	28 280	0	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	176 821	0	1 300	0	14 177
Sainte-Félicité	M	54 608	0	2 432	0	3 550
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	75 093	0	10 377	0	1 854
Sainte-Françoise	P	54 169	0	3 023	0	6 135
Sainte-Françoise	M	0	0	4 071	0	4 005
Sainte-Genève-de-Batiscan	P	0	0	0	0	52 866
Sainte-Genève-de-Berthier	P	0	0	0	0	9 801
Sainte-Germaine-Boulé	M	124 847	0	1 697	0	7 454
Sainte-Gertrude-Manneville	M	88 878	0	9 488	0	3 925
Sainte-Hedwige	M	78 668	0	121 051	0	3 634
Sainte-Hélène	M	68 529	0	0	0	7 071
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	0	5 046
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	41 357	0	0	0	3 586
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	0	9 045
Sainte-Irène	P	15 094	0	11 566	0	1 981
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	38 039	0	54	0	6 362
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	86 445	0	26 246	0	7 578
Sainte-Julie	V	0	0	317	0	401 976
Sainte-Julienne	M	0	0	2 360	0	174 174
Sainte-Justine	M	74 150	0	3 054	0	44 643
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	0	3 926
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	0	4 508
Saint-Éloi	P	32 196	0	0	0	5 565
Sainte-Louise	P	38 387	0	0	0	5 340
Saint-Elphège	P	0	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	30 370	0	970	0	23 254
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	41 513	0	26 699	0	6 033
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 241	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Elzéar	M	56 354	0	15 565	0	5 844
Saint-Elzéar	M	0	0	0	0	8 674
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	38 384	0	20 717	0	1 793
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	0	23 409
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	72 192	0	28 959	0	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	0	3 893
Sainte-Marguerite	M	40 028	0	17 516	0	0
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	0	7 629
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 699	0	13 653
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	0	288 292
Sainte-Marie-de-Blandford	M	14 752	0	0	0	2 553
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	0	4 399
Sainte-Marthe	M	0	0	0	0	4 186
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	0	154 151
Sainte-Martine	M	0	0	0	0	16 501
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	0	10 418
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 207	0	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	0	7 088
Sainte-Monique	M	0	0	32 705	0	10 838
Sainte-Paule	M	0	0	24 941	0	5 086
Sainte-Perpétue	M	178 109	0	111 057	0	11 591
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	0	3 542
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0	248
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	0	0	0	0	15 698
Saint-Épiphanie	M	78 545	0	57	0	6 935
Sainte-Praxède	P	0	0	21 659	0	0
Sainte-Rita	M	57 525	0	7 726	0	9 053
Sainte-Rose-de-Watford	M	34 194	0	13 298	0	4 812
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	14 238	0	6 771
Sainte-Sabine	P	30 132	0	763	0	0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	0	2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	Aide financière particulière					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Sainte-Sophie	M	1 417	0	0	0		49 561
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	26 432	0	0	0		7 595
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	0		4 492
Saint-Esprit	M	0	0	0	0		13 855
Sainte-Thècle	M	132 497	0	37 110	0		21 712
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	0		681 726
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	162 027	0	0	0		13 819
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 194	0		2 472
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	0		3 793
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0		0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	0		21 169
Saint-Eugène	M	0	0	0	0		1 960
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	72 536	0	57	0		6 779
Saint-Eugène-de-Guigues	M	8 328	0	3 209	0		4 824
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	23 426	0	51 503	0		2 104
Sainte-Ursule	P	29 570	0	0	0		8 336
Saint-Eusèbe	P	53 999	0	1 553	0		3 958
Saint-Eustache	V	0	0	0	0		414 885
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	0		4 025
Sainte-Victoire-de-Sorel	P	0	0	0	0		4 026
Saint-Fabien	P	75 935	0	6 122	0		12 405
Saint-Fabien-de-Panet	P	88 800	0	44 092	0		17 444
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 388	0		1 360
Saint-Félicien	V	0	0	28 071	0		353 614
Saint-Félix-de-Dalquier	M	109 121	0	3 295	0		5 826
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	0		4 403
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	0		125 565
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	46 648	0		9 650
Saint-Ferdinand	M	18 666	0	0	0		30 447
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	0		12 534
Saint-Flavien	M	0	0	0	0		7 734
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0		0
Saint-François-d'Assise	M	139 328	0	10 177	0		8 649
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 696	0		16 178

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	61 315	0	43 198	0	20 149
Saint-François-du-Lac	M	19 518	0	973	0	14 073
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	0	6 403
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	39 671	0	18 065	0	2 959
Saint-Frédéric	P	27 365	0	0	0	4 957
Saint-Fulgence	M	103 916	0	68 318	0	13 997
Saint-Gabriel	V	137 520	0	0	0	42 632
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	0	24 564
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	125 204	0	5 152	0	9 369
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 915	0	20 518
Saint-Gabriel-Lalemant	M	93 266	0	2 472	0	5 174
Saint-Gédéon	M	0	0	32	0	11 965
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	178 792	0	0	0	12 271
Saint-Georges	V	33 991	0	0	0	824 006
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	0	6 034
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	0	5 862
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0	0
Saint-Germain	P	933	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	0	17 232
Saint-Gervais	M	0	0	0	0	29 212
Saint-Gilbert	P	18 416	0	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	0	14 883
Saint-Godefroi	CT	35 268	0	1 949	0	763
Saint-Guillaume	M	0	0	0	0	5 273
Saint-Guy	M	14 959	0	27 125	0	10
Saint-Henri	M	0	0	0	0	38 902
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	995	0	6 666
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	2 392	0	0	0	0
Saint-Hilarion	P	19 887	0	83	0	6 452
Saint-Hippolyte	P	0	0	5 163	0	23 427
Saint-Honoré	M	181 617	0	7 626	0	63 999
Saint-Honoré-de-Shenley	M	16 801	0	0	0	7 450

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

--- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	107 113	0	42 352	0	10 036
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	0	0	19 386	0	16 541
Saint-Hugues	M	0	0	0	0	5 801
Saint-Hyacinthe	V	17 724	0	0	0	1 742 647
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	0	3 519
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	0	4 570
Saint-Isidore	M	0	0	0	0	13 332
Saint-Isidore	P	0	0	0	0	11 158
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	0	7 619
Saint-Jacques	M	0	0	0	0	96 098
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	0	3 739
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	333	0	0
Saint-Jacques-le-Mineur	P	0	0	0	0	5 804
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 101	0	4 891
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	0	18 976
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	35 683	0	29 999	0	2 830
Saint-Jean-de-Dieu	M	237 242	0	1 976	0	21 222
Saint-Jean-de-la-Lande	M	8 904	0	4 755	0	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	704
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	0	36 789
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	0	32 471
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	121	0	1 462 799
Saint-Jérôme	V	0	0	0	0	1 759 196
Saint-Joachim	P	0	0	0	0	7 439
Saint-Joachim-de-Shefford	P	0	0	5 843	0	4 022
Saint-Joseph-de-Beauce	V	0	0	0	0	117 416
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	29 406	0	7 828
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	0	0	8 613	0	0
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	16 820	0	4 218	0	2 895
Saint-Joseph-de-Lepage	P	41 875	0	0	0	16 751
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	26 441	0	0	0	20 350

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

Nom de la municipalité	Dés.	Aide financière particulière					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	315	0		21 276
Saint-Jude	M	0	0	0	0		6 827
Saint-Jules	P	7 328	0	0	0		0
Saint-Julien	M	0	0	0	0		0
Saint-Just-de-Bretenières	M	72 371	0	62 312	0		7 593
Saint-Juste-du-Lac	M	61 218	0	31 375	0		10 074
Saint-Justin	P	0	0	0	0		6 463
Saint-Lambert	V	0	0	2 689	0		413 835
Saint-Lambert	P	50 484	0	8 563	0		0
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	0		24 859
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0		6 758
Saint-Lazare	V	0	0	0	0		141 033
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	0		7 870
Saint-Léandre	P	44 886	0	13 163	0		5 976
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	0		63 446
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	22 690	0	19 336	0		5 155
Saint-Léon-de-Standon	P	11 154	0	1 451	0		9 677
Saint-Léon-le-Grand	P	144 106	0	0	0		10 923
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	0		4 680
Saint-Liboire	M	0	0	0	0		11 483
Saint-Liguori	P	0	0	0	0		7 749
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	0		182 653
Saint-Louis	M	0	0	0	0		3 340
Saint-Louis-de-Blandford	P	12 435	0	534	0		0
Saint-Louis-de-Gonzague	M	30 247	0	334	0		0
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	0		7 864
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	135 894	0	14 439	0		18 582
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	26 070	0	38 547	0		0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	8 951	0	0	0		0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0		0
Saint-Ludger	M	29 347	0	2 953	0		4 584
Saint-Ludger-de-Milot	M	50 155	0	26 195	0		4 404
Saint-Magloire	M	17 647	0	39 248	0		11 639
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	0		10 049

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Malachie	P	0	0	0	0	6 914
Saint-Malo	M	0	0	0	0	3 934
Saint-Marc-de-Figuery	P	43 399	0	507	0	3 642
Saint-Marc-des-Carrières	V	97 901	0	0	0	123 498
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	54 963	0	15 031	0	4 331
Saint-Marcel	M	43 129	0	43 535	0	7 963
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	0	4 739
Saint-Marcellin	P	2 329	0	13 195	0	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	8 052
Saint-Martin	P	110 440	0	0	0	81 349
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	21 078
Saint-Mathieu	M	0	0	0	0	6 533
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	4 568	0	17 186	0	3 110
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 489	0	1 921
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 578	0	3 418
Saint-Maurice	P	60 730	0	0	0	14 980
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	242 552	0	22 763	0	41 450
Saint-Médard	M	59 624	0	16 964	0	2 486
Saint-Michel	P	0	0	0	0	7 414
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	27 921
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 567	0	25 031
Saint-Michel-du-Squatec	P	160 452	0	107 061	0	79 987
Saint-Modeste	P	0	0	11 599	0	7 175
Saint-Moïse	P	78 104	0	1 670	0	4 246
Saint-Narcisse	P	56 322	0	3 259	0	14 909
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	0	4 713
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	60 219	0	38 190	0	12 418
Saint-Nazaire	M	153 123	0	7 398	0	20 095
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	0	5 183
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	7 014	0	0	0	0
Saint-Nérée	P	4 363	0	0	0	12 387
Saint-Noël	VL	102 404	0	113	0	8 092
Saint-Norbert	P	0	0	0	0	2 991

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

--- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	0	0	0	0	0
Saint-Octave-de-Métis	P	45 924	0	0	0	4 053
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	0	0	117	0	9 975
Saint-Omer	M	11 644	0	18 874	0	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	P	52 834	0	8 930	0	2 579
Saint-Ours	V	0	0	0	0	10 181
Saint-Pacôme	M	122 150	0	0	0	23 430
Saint-Pamphile	V	178 620	0	49	0	85 338
Saint-Pascal	V	106 468	0	0	0	170 922
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	0	11 398
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	0	0	0	0	10 255
Saint-Paul	M	0	0	0	0	20 050
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	0	10 324
Saint-Paul-de-la-Croix	P	38 617	0	27	0	2 870
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	P	0	0	0	0	5 209
Saint-Paul-de-Montminy	M	9 340	0	8 058	0	41 287
Saint-Paulin	M	13 319	0	17 724	0	13 927
Saint-Philémon	P	10 198	0	40 001	0	6 533
Saint-Philibert	M	0	0	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	0	22 864
Saint-Philippe-de-Néri	P	66 328	0	0	0	5 091
Saint-Pie	V	0	0	0	0	55 979
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	0	3 934
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	0	6 757
Saint-Pierre-de-Lamy	M	6 603	0	28 293	0	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	10 816	0	10 343
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	16 352
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-les-Becquets	M	17 342	0	0	0	61 388
Saint-Placide	M	0	0	0	0	10 228
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	0	70 236
Saint-Prime	M	73 102	0	17 980	0	30 770

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Prosper	M	274 437	0	0	0	104 721
Saint-Prosper	P	0	0	0	0	0
Saint-Raphaël	M	0	0	0	0	26 556
Saint-Raymond	V	62 348	0	60 795	0	203 075
Saint-Rémi	V	0	0	0	0	70 272
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	0	0	0	0	0
Saint-René	P	23 517	0	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	125 657	0	62 407	0	17 337
Saint-Robert	P	0	0	0	0	5 294
Saint-Robert-Bellarmin	M	17 019	0	98 984	0	5 379
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	0	102 409
Saint-Roch-de-Mékinac	P	3 829	0	26 420	0	4 193
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	0	5 998
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	0	4 451
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 512	0	10 519
Saint-Rosaire	P	0	0	792	0	2 016
Saint-Samuel	P	38 613	0	0	0	1 844
Saints-Anges	P	0	0	0	0	5 787
Saint-Sauveur	V	0	0	0	0	23 771
Saint-Sébastien	M	0	0	0	0	6 901
Saint-Sébastien	P	0	0	0	0	2 778
Saint-Sévère	P	0	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	60 565	0	1 419	0	8 501
Saint-Siméon	P	133 286	0	134	0	8 764
Saint-Siméon	M	70 293	0	39 365	0	18 089
Saint-Simon	P	0	0	456	0	5 015
Saint-Simon	P	0	0	0	0	6 577
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	7 971	0	753	0	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 967	0	0
Saint-Stanislas	M	3 191	0	0	0	9 290
Saint-Stanislas	M	29 126	0	25 914	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	0	5 562
Saint-Sulpice	P	0	0	0	0	20 332
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	0	5 064
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	0	8 879
Saint-Télesphore	P	0	0	0	0	3 555
Saint-Tharcisius	P	85 156	0	1 423	0	5 788
Saint-Théodore-d'Acton	P	0	0	0	0	4 906
Saint-Théophile	M	22 674	0	68 764	0	3 309
Saint-Thomas	M	0	0	0	0	11 649
Saint-Thomas-Didyme	M	50 818	0	78 410	0	6 558
Saint-Thuribe	P	30 350	0	0	0	0
Saint-Tite	V	51 712	0	614	0	92 330
Saint-Tite-des-Caps	M	28 933	0	0	0	19 596
Saint-Ubalde	M	0	0	123 006	0	8 778
Saint-Ulric	M	117 604	0	0	0	11 521
Saint-Urbain	P	70 912	0	34	0	12 881
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	0	4 929
Saint-Valentin	M	0	0	0	0	0
Saint-Valère	M	0	0	674	0	5 204
Saint-Valérien	P	65 031	0	16 740	0	4 019
Saint-Valérien-de-Milton	CT	0	0	0	0	12 854
Saint-Vallier	M	0	0	0	0	7 237
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	84 174	0	24 864	0	4 794
Saint-Victor	M	10 780	0	0	0	20 978
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	0	8 038
Saint-Zacharie	M	129 009	0	19 290	0	11 278
Saint-Zénon	M	0	0	160 778	0	3 490
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	57 189	0	1 343	0	2 544
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	0	5 790
Saint-Zotique	VL	0	0	0	0	53 097
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	0	875 282
Sayabec	M	100 492	0	33 921	0	51 001
Schefferville	V	285 932	0	16 033	0	15 097

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Scotstown	V	87 683	0	0	0	4 510
Scott	M	0	0	0	0	12 244
Senneterre	V	308 338	0	349 526	0	124 197
Senneterre	P	90 813	0	33 493	0	0
Senneville	VL	0	0	0	0	35 168
Sept-Îles	V	57 081	0	173 277	0	600 706
Sept-Rivières	MRC	0	36 571	0	328 721	0
Sept-Rivières	TR	1 405	0	88 309	0	0
Shannon	M	0	0	454	0	33 890
Shawinigan	V	1 838 510	30 392	5 430	531 530	1 416 790
Shawville	M	0	0	0	0	114 785
Sheenboro	M	0	0	39 012	0	0
Shefford	CT	0	0	0	0	1 315
Sherbrooke	V	294 109	30 392	276	0	4 610 083
Shigawake	M	65 296	0	2 270	0	0
Sorel-Tracy	V	0	0	0	0	907 286
Stanbridge East	M	0	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0	0
Stanstead	V	82 081	0	0	0	142 172
Stanstead	CT	0	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0	0
Stoke	M	0	0	738	0	15 443
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 503	0	28 133
Stornoway	M	0	0	59 972	0	3 988
Stratford	CT	0	0	32 699	0	6 371
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	0	25 140
Tadoussac	VL	0	0	2 563	0	25 255
Taschereau	M	211 546	0	19 840	0	6 566
Témiscaming	V	0	0	48 950	0	73 940
Témiscamingue	MRC	0	36 571	0	170 462	0
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0	0
Témiscouata	MRC	0	37 377	0	81 661	0
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	0	8 679

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

--- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Terrebonne	V	306 839	0	0	0	2 045 205
Thérèse-De Blainville	MRC	0	17 911	0	0	0
Thetford Mines	V	1 134 438	0	1 386	0	910 571
Thorne	M	0	0	1 686	0	0
Thurso	V	0	0	356	0	31 497
Tingwick	M	2 159	0	0	0	5 588
Tourville	M	115 748	0	109 278	0	2 235
Trécesson	CT	0	0	9 381	0	3 681
Très-Saint-Rédempteur	P	0	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	56 441	0	0	0	7 904
Trois-Pistoles	V	311 954	0	0	0	275 533
Trois-Rives	M	0	0	86 331	0	0
Trois-Rivières	V	875 156	8 581	1 937	0	3 724 440
Ulverton	M	0	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	0	6 859
Val-Alain	M	38 774	0	17 394	0	5 154
Val-Brillant	M	71 074	0	0	0	10 620
Valcourt	V	0	0	0	0	75 614
Valcourt	CT	0	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	0	28 429
Val-des-Bois	M	0	0	38 215	0	2 302
Val-des-Lacs	M	0	0	43 228	0	0
Val-des-Monts	M	0	0	18 498	0	49 992
Val-d'Or	V	1 401 233	0	388 960	0	638 450
Val-Joli	M	0	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	46 612	0	20 360	0	0
Vallée-Jonction	M	0	0	0	0	9 515
Val-Morin	M	0	0	184	0	0
Val-Racine	P	0	0	35 964	0	0
Val-Saint-Gilles	M	35 191	0	9 568	0	0
Varenes	V	0	0	0	0	341 171
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	0	470 106
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	17 911	0	446	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	0	25 362
Victoriaville	V	0	0	0	0	873 394
Ville-Marie	V	65 369	0	0	0	55 575
Villeroy	M	5 030	0	28 213	0	2 104
Waltham	M	0	0	63 033	0	0
Warden	VL	15 359	0	0	0	0
Warwick	V	17 921	0	0	0	78 985
Waterloo	V	124 203	0	0	0	109 925
Waterville	V	0	0	0	0	61 685
Weedon	M	0	0	0	0	20 930
Wentworth	CT	0	0	6 426	0	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 091	0	0
Westbury	CT	0	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	0	364 616
Wickham	M	0	0	0	0	11 285
Windsor	V	0	0	0	0	190 220
Wotton	M	44 322	0	0	0	9 133
Yamachiche	M	0	0	0	0	15 055
Yamaska	M	13 277	0	0	0	11 711

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Abercorn	VL	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	244 241	0	0
Abitibi	TR	34 235	0	11 373	0
Abitibi-Ouest	TR	29 624	0	2 099	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	217 919	0	0
Acton	MRC	0	0	0	0
Acton Vale	V	0	0	0	136 710
Adstock	M	0	0	17 481	11 269
Aguanish	M	61 653	0	97 225	8 512
Albanel	M	196 995	0	19 649	24 728
Albertville	M	47 721	0	3 889	2 719
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	47 553	4
Alma	V	0	0	1 528	864 022
Amherst	CT	0	0	54 596	6 151
Amos	V	448 899	0	32 599	573 159
Amqui	V	320 937	0	11 265	282 294
Ange-Gardien	M	0	0	0	7 961
Angliers	VL	26 606	0	24 250	0
Antoine-Labelle	MRC	0	357 180	0	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	195 819	0
Appalaches	MRC	0	13 953	0	0
Argenteuil	MRC	0	100 636	0	0
Armagh	M	75 385	0	33 551	8 467
Arthabaska	MRC	0	17 229	0	0
Arundel	CT	0	0	4 713	6 097
Asbestos	V	363 049	0	0	209 758
Ascot Corner	M	0	0	0	15 331
Aston-Jonction	M	0	0	0	3 258
Auclair	M	49 395	0	15 038	6 300
Audet	M	4 727	0	68	4 499
Aumond	CT	0	0	26 985	0
Austin	M	0	0	1 542	4 125

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Authier	M	75 167	0	8 567	0
Authier-Nord	M	54 429	0	21 903	3 312
Avignon	TR	0	0	7 824	0
Avignon	MRC	0	137 808	0	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	34 277
Baie-Comeau	V	0	0	41 110	778 043
Baie-des-Sables	M	49 286	0	0	6 259
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	7 727
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	93 261
Baie-James	M	78 166	20 122	1 032 150	12 649
Baie-Johan-Beetz	M	17 214	0	24 078	4 071
Baie-Sainte-Catherine	M	7 653	0	9 045	5 191
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	253 478
Baie-Trinité	VL	93 471	0	70 980	37 268
Barknere	V	0	0	2 837	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0
Barraute	M	244 604	0	43 552	63 844
Batiscan	M	0	0	0	3 027
Beaconsfield	V	0	0	0	493 980
Béarn	M	88 145	0	48 747	6 115
Beauce-Sartigan	MRC	0	15 475	0	0
Beauceville	V	0	0	0	208 777
Beauharnois	V	6 382	0	0	231 675
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	6 626
Beaumont	M	0	0	0	13 301
Beaupré	V	0	0	0	140 255
Bécancour	MRC	0	8 085	0	0
Bécancour	V	0	0	1 008	114 713
Bedford	CT	0	0	0	0
Bedford	V	0	0	0	94 615
Bégin	M	94 640	0	42 746	11 755

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Belcourt	M	51 753	0	36 696	0
Bellechasse	MRC	0	9 108	0	0
Belleterre	V	67 473	0	60 248	3 657
Belœil	V	0	0	0	312 036
Berry	M	68 488	0	31 949	2 350
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	7 412
Berthierville	V	0	0	0	182 585
Béthanie	M	0	0	0	0
Biencourt	M	86 902	0	26 520	4 435
Blainville	V	0	0	0	536 145
Blanc-Sablon	M	74 490	13 483	37 222	125 071
Blue Sea	M	0	0	3 005	1 654
Boileau	M	0	0	13 704	0
Boisbriand	V	0	0	0	370 849
Boischatel	M	0	0	0	29 157
Bois-des-Filion	V	0	0	0	109 206
Bois-Franc	M	0	0	3 500	3 376
Bolton-Est	M	0	0	0	279
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0
Bonaventure	V	138 131	0	105	150 115
Bonaventure	MRC	0	188 365	0	0
Bonaventure	TR	0	0	13 566	0
Bonne-Espérance	M	142 762	8 798	93 944	61 027
Bonsecours	M	0	0	34	3 523
Boucherville	V	0	0	22 870	371 200
Bouchette	M	0	0	6 815	4 219
Bowman	M	0	0	12 631	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	2 663
Bristol	M	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Bromont	V	0	0	0	39 881
Brossard	V	0	0	1 217	655 564
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	24 173
Bryson	M	70 053	0	0	0
Bury	M	0	0	0	2 842
Cabano	V	90 213	0	33 301	153 817
Cacouna	M	0	0	580	21 382
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	70 247	0	0	49 773
Candiac	V	0	0	0	114 557
Caniapiscau	TR	0	0	199 181	0
Caniapiscau	MRC	0	27 815	0	0
Cantley	M	0	0	0	45 245
Cap-Chat	V	300 078	0	6 183	72 427
Caplan	M	155 793	0	62	12 969
Cap-Saint-Ignace	M	0	0	39 141	33 371
Cap-Santé	V	0	0	0	21 298
Carignan	V	0	0	0	25 517
Carleton-sur-Mer	V	140 668	0	15 310	162 360
Cascapédia--Saint-Jules	M	53 808	0	5 297	0
Causapscal	V	331 679	0	429	112 762
Cayamant	M	0	0	72 249	1 174
Chambly	V	0	0	0	271 199
Chambord	M	0	0	6 586	13 973
Champlain	M	0	0	0	3 177
Champneuf	M	28 441	0	20 012	0
Chandler	V	705 244	0	44 007	283 523
Chapais	V	364 960	18 291	23 127	105 637
Charette	M	46 890	0	0	10 750
Charlemagne	V	0	0	0	36 520
Charlevoix	MRC	0	126 531	0	0
Charlevoix	TR	30 308	0	30 189	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Charlevoix-Est	TR	10 083	0	11 773	0
Charlevoix-Est	MRC	0	78 423	0	0
Chartierville	M	0	0	6 459	0
Châteauguay	V	0	0	0	1 175 119
Château-Richer	V	0	0	0	35 788
Chazel	M	52 817	0	5 696	0
Chelsea	M	0	0	0	35 267
Chénéville	M	0	0	834	10 613
Chertsey	M	0	0	85 438	26 882
Chesterville	M	0	0	0	6 006
Chibougamau	V	381 128	79 671	132 294	388 663
Chichester	CT	0	0	37 792	0
Chute-aux-Outardes	VL	239 840	0	1 259	51 984
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 889	1 752
Clarendon	M	0	0	79	45
Clermont	CT	65 387	0	5 080	2 503
Clermont	V	5 321	0	5 276	39 019
Clerval	M	35 539	0	1 729	0
Cleveland	CT	0	0	0	17 973
Cloridorme	CT	146 800	0	17 476	12 227
Coaticook	MRC	0	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	235 805
Colombier	M	147 939	0	45 315	24 093
Compton	M	0	0	0	34 348
Contrecoeur	V	0	0	0	28 857
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	15 548	0	0	27 143
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	53 646
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	151 784	12 112	151 561	98 860
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	755 922
Courcelles	P	15 044	0	0	6 003
Cowansville	V	0	0	0	410 774

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Crabtree	M	0	0	0	18 544
Danville	V	163 772	0	0	20 649
D'Autray	MRC	0	9 204	0	0
Daveluyville	V	97 561	0	0	57 640
Dégelis	V	152 372	0	208 446	140 063
Déléage	M	141 705	0	31 885	2 486
Delson	V	0	0	0	91 355
Denholm	M	0	0	36 363	0
Desbiens	V	124 407	0	361	10 270
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	23 369	0	0	19 136
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	7 496
Deux-Montagnes	MRC	0	14 555	0	0
Deux-Montagnes	V	0	0	0	302 994
Disraeli	P	0	0	625	0
Disraeli	V	137 733	0	0	127 623
Dixville	M	0	0	0	9 149
Dolbeau-Mistassini	V	539 191	0	52 323	593 170
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	594 751
Donnacoona	V	0	0	0	296 534
Dorval	V	0	0	0	423 584
Dosquet	M	19 669	0	0	4 521
Drummond	MRC	0	71	0	0
Drummondville	V	0	0	67	922 000
Dudswell	M	0	0	0	3 757
Duhamel	M	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	12 607
Duparquet	V	46 867	0	16 461	8 026
Dupuy	M	128 482	0	800	5 206
Durham-Sud	M	19 047	0	0	2 433
East Angus	V	189 260	0	0	174 982

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
East Broughton	M	226 264	0	0	20 030
East Farnham	M	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	1 381
Eastman	M	0	0	621	7 242
Egan-Sud	M	9 092	0	50	0
Elgin	CT	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 402	2 377
Escuminac	M	72 790	0	3 744	5 292
Esprit-Saint	M	73 488	0	31 995	2 926
Estérel	V	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	158 104
Fassett	M	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	52 867	0	54 940	5 666
Ferme-Neuve	M	0	0	297 270	17 936
Fermont	V	166 172	0	54 671	138 290
Forestville	V	337 695	0	21 565	128 385
Fort-Coulonge	VL	223 971	0	0	41 729
Fortierville	M	51 296	0	0	6 110
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	5 653
Franklin	M	0	0	0	7 354
Franquelin	M	48 571	0	62 729	6 965
Frelighsburg	M	0	0	0	5 359
Frontenac	M	0	0	40 630	0
Fugèreville	M	32 849	0	5 865	3 652
Gallichan	M	52 645	0	29	195
Gaspé	V	231 163	0	60 990	587 401
Gatineau	V	0	0	1 624	5 940 163
Girardville	M	125 196	0	20 061	18 964
Godbout	VL	66 461	0	21 032	6 573
Godmanchester	CT	0	0	0	29
Gore	CT	0	0	133	933

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Gracefield	V	1 248	0	28 412	43 127
Granby	V	0	0	0	631 173
Grande-Rivière	V	390 107	0	0	144 730
Grandes-Piles	VL	0	0	26 245	0
Grande-Vallée	M	132 572	0	17 438	64 238
Grand-Métis	M	802	0	0	0
Grand-Remous	M	46 592	0	62 271	3 146
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Grenville	VL	22 129	0	0	33 561
Grenville-sur-la-Rouge	M	5 062	0	12 387	32 715
Gros-Mécatina	M	77 061	5 667	87 437	36 158
Grosse-Île	M	38 902	0	0	13 921
Grosses-Roches	M	67 048	0	3 773	8 156
Guérin	CT	28 847	0	9 757	2 626
Ham-Nord	CT	27 239	0	0	7 431
Hampden	CT	0	0	41 377	0
Hampstead	V	0	0	0	88 386
Harrington	CT	0	0	30 873	0
Hatley	M	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	225 022	145 889
Hébertville	M	96 155	0	42 798	60 000
Hébertville-Station	VL	154 625	0	2 093	12 660
Hemmingford	VL	0	0	0	15 644
Hemmingford	CT	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	5 957
Hérouxville	P	58 482	0	266	6 204
Hinchinbrooke	CT	0	0	0	941
Honfleur	M	0	0	0	5 903
Hope	CT	97 902	0	1 124	0
Hope Town	M	30 397	0	57	1 512

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Howick	VL	18 379	0	0	31 652
Huberdeau	M	0	0	0	15 159
Hudson	V	0	0	0	67 653
Huntingdon	V	96 577	0	0	121 630
Îles-de-la-Madeleine	AG	0	0	0	194 716
Inverness	M	0	0	0	7 383
Irlande	M	10 295	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	786 576
Kamouraska	M	0	0	0	3 353
Kamouraska	TR	3 273	0	11 791	0
Kamouraska	MRC	0	46 510	0	0
Kazabazua	M	0	0	9 993	3 417
Kiamika	M	0	0	96 607	2 256
Kingsbury	VL	2 047	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	19 187
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	2 687	0
Kirkland	V	0	0	0	173 323
La Bostonnais	M	59 280	0	19 708	2 494
La Conception	M	0	0	39 443	0
La Corne	M	61 080	0	18 365	3 104
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	3 165
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	185 455	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	185 245	0	0
La Doré	P	165 375	0	75 670	20 579
La Durantaye	P	0	0	0	8 754
La Guadeloupe	VL	118 869	0	0	25 250
La Haute-Côte-Nord	TR	255	0	35 545	0
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	127 435	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Haute-Gaspésie	TR	6 419	0	15 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	130 003	0	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	112 832	0	0
La Macaza	M	0	0	35 130	0
La Malbaie	V	0	0	62 025	332 200
La Martre	M	53 003	0	23 069	0
La Matapédia	MRC	0	126 517	0	0
La Matapédia	TR	1 895	0	42 373	994
La Minerve	M	0	0	83 925	4 211
La Mitis	MRC	0	38 297	0	0
La Mitis	TR	0	0	13 428	0
La Morandière	M	52 951	0	19 229	5 052
La Motte	M	32 729	0	5 486	2 382
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	1	0	0
La Patrie	M	0	0	74 547	16 109
La Pêche	M	0	0	34 973	70 529
La Pocatière	V	0	0	150	346 413
La Prairie	V	0	0	0	429 093
La Présentation	M	0	0	0	5 379
La Rédemption	P	90 622	0	14 356	5 900
La Reine	M	92 012	0	844	51
La Rivière-du-Nord	MRC	0	7 544	0	0
La Sarre	V	560 554	0	1 126	396 770
La Trinité-des-Monts	P	32 439	0	51 305	0
La Tuque	V	553 420	0	409 715	406 314
La Tuque	AG	0	131 793	243 663	0
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	189 736	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	2 203	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	427 307	0	0
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	446	0	0

Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0
Labelle	M	0	0	82 483	14 268
Labrecque	M	97 216	0	27 815	18 975
Lac-au-Saumon	M	154 468	0	0	39 443
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 697	10 631
Lac-Beauport	M	0	0	0	34 914
Lac-Bouchette	M	91 627	0	170 506	18 906
Lac-Brome	V	0	0	0	30 497
Lac-Delage	V	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	83 919	0	216	10 301
Lac-des-Écorces	M	90 825	0	23 333	8 124
Lac-des-Plages	M	0	0	30 516	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	6 031
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 527	0
Lac-Édouard	M	13 286	0	41 755	0
Lac-Etchemin	M	26 400	0	5 085	75 730
Lac-Frontière	M	13 362	0	7 995	0
Lachute	V	0	0	0	490 910
Lac-Mégantic	V	0	0	0	316 078
Lacolle	M	3 531	0	0	13 554
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 289	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 277	2 491
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	531 899	0	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 982	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 256	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 332	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 668	285

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	610	0
Laforce	M	87 937	0	21 787	3 520
Lajemmerais	MRC	0	5 350	0	0
Lamarche	M	78 151	0	24 458	9 036
Lambton	M	0	0	2 519	13 581
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	204 915
Landrienne	CT	95 351	0	22 424	8 977
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	17 727
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 420	2 364
Lanoraie	M	0	0	0	28 965
L'Anse-Saint-Jean	M	38 526	0	146 953	37 542
Lantier	M	0	0	894	0
Larouche	M	40 352	0	9 203	22 201
L'Ascension	M	0	0	127 581	5 306
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	102 078	0	22 450	14 647
L'Ascension-de-Patapédia	M	40 838	0	4 638	0
L'Assomption	MRC	0	0	0	0
L'Assomption	V	0	0	0	546 695
Latulipe-et-Gaboury	CU	43 546	0	20 870	11 281
Launay	CT	32 578	0	19 603	2 877
Laurier-Station	VL	0	0	0	35 875
Laurierville	M	11 157	0	0	8 255
Laval	V	0	0	0	5 338 121
Laval	MRC	0	0	0	0
Lavaltrie	V	24 826	0	0	177 292
L'Avenir	M	0	0	0	1 909
Laverlochère	M	55 349	0	1 921	4 281
Lawrenceville	VL	0	0	0	1 920
Le Bas-Richelieu	MRC	0	0	0	0
Le Bic	M	0	0	5 343	31 752
Le Domaine-du-Roy	TR	0	0	133 279	0
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	312 578	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Le Fjord-du-Saguenay	TR	4 555	0	300 601	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	202 493	0	0
Le Granit	MRC	0	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	1 783	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	0	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	7 039	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	194 687	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	346	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	158 233	32 143	4 255	114 448
Leclercville	M	0	0	45 835	1 562
Lefebvre	M	0	0	0	0
Lejeune	M	40 573	0	72 828	3 002
Lemieux	M	13 719	0	0	0
L'Épiphanie	P	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	59 082
L'Érable	MRC	0	37 683	0	0
Léry	V	0	0	0	600
Les Basques	MRC	0	10 855	0	0
Les Basques	TR	0	0	1 916	0
Les Bergeronnes	M	27 631	0	21 992	102 346
Les Cèdres	M	0	0	0	28 178
Les Chenaux	MRC	0	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	21 783
Les Éboulements	M	0	0	0	5 809
Les Escoumins	M	113 343	0	32 226	40 681
Les Etchemins	MRC	0	28 921	0	0
Les Hauteurs	M	102 843	0	3 995	4 757
Les Îles-de-la-Madeleine	M	536 300	0	0	210 633
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	417 998	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Les Maskoutains	MRC	0	0	0	0
Les Méchins	M	113 477	0	123 004	13 415
Les Moulins	MRC	0	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	1 761	0	0
Lévis	V	103 284	0	0	2 530 340
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	4 507	0	94 544	17 020
L'Île-d'Orléans	MRC	0	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	27 983	0	2 365	3 277
L'Île-Perrot	V	0	0	0	121 003
Lingwick	CT	0	0	10 562	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	1 642	15 854
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	17 707
L'Islet	M	59 372	0	0	57 962
L'Islet	MRC	0	68 804	0	0
L'Isle-Verte	M	39 439	0	0	21 669
Litchfield	M	0	0	1 690	0
Lochaber	CT	0	0	2 148	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	59 305	0	72 740	26 003
Longue-Rive	M	197 015	0	36 937	14 923
Longueuil	AG	0	0	0	0
Longueuil	V	9 311	0	4 388	4 305 495
Lorraine	V	0	0	0	100 449
Lorrainville	M	91 372	0	149	66 288
Lotbinière	M	0	0	0	2 348
Lotbinière	MRC	0	22 024	0	0
Louiseville	V	129 185	0	0	242 494
Low	CT	0	0	18 835	2 470
Lyster	M	0	0	0	7 347

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Macamic	V	306 128	0	1 987	91 344
Maddington	CT	44 719	0	0	0
Magog	V	0	0	1 768	281 356
Malartic	V	589 247	0	31 841	247 778
Mandeville	M	0	0	128 993	5 949
Manicouagan	TR	0	0	103 825	236
Manicouagan	MRC	0	316 445	0	0
Maniwaki	V	201 020	0	3 266	332 255
Manseau	M	92 337	0	1 308	8 105
Mansfield-et-Pontefract	M	0	0	89 808	41 625
Maria	M	63 314	0	1 869	114 733
Maria-Chapdelaine	TR	4 525	0	283 076	0
Maria-Chapdelaine	MRC	0	270 318	0	0
Maricourt	M	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	157 413
Marsoui	VL	76 816	0	40 906	20 171
Marston	CT	0	0	15 518	0
Martinville	M	9 227	0	0	3 150
Mascouche	V	0	0	0	516 463
Maskinongé	M	32 324	0	0	6 465
Maskinongé	MRC	0	364 157	0	0
Massueville	VL	20 835	0	0	12 220
Matagami	V	374 487	19 294	19 076	164 595
Matane	MRC	0	96 474	0	0
Matane	V	499 402	0	283	575 571
Matane	TR	1 328	0	25 949	0
Matapédia	P	58 699	0	49	84 863
Matawinie	MRC	0	365 094	0	0
Matawinie	TR	1 745	0	169 704	2 704
Mayo	M	0	0	1 818	0
McMasterville	M	0	0	0	133 511
Mékinac	MRC	0	131 803	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Mékinac	TR	1 279	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	63 158
Messines	M	0	0	6 599	2 312
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	122 902	0	24 933	151 290
Métis-sur-Mer	V	6 081	0	0	8 345
Milan	M	0	0	33 136	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	56 367	0	0
Minganie	TR	0	0	322 122	0
Mirabel	MRC	0	0	0	0
Mirabel	V	0	0	0	217 170
Moffet	M	29 363	0	20 699	2 980
Montcalm	MRC	0	150	0	0
Montcalm	M	0	0	23 223	0
Mont-Carmel	M	66 137	0	120 438	3 864
Montcerf-Lytton	M	17 037	0	53 810	3 577
Montebello	M	0	0	0	17 373
Mont-Joli	V	243 863	0	0	441 270
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0
Mont-Laurier	V	75 418	0	189 749	264 078
Montmagny	V	125 818	0	0	453 166
Montmagny	MRC	0	45 375	0	0
Montpellier	M	0	0	64 951	0
Montréal	AG	0	0	0	0
Montréal	V	32 028	0	0	45 811 698
Montréal-Est	V	0	0	0	23 787
Montréal-Ouest	V	0	0	0	150 876
Mont-Royal	V	0	0	0	398 262
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	8 132
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	221 337

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 179	2 431
Mont-Saint-Pierre	VL	39 790	0	8 529	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 787	46 309
Mont-Tremblant	V	0	0	18 758	68 032
Morin-Heights	M	0	0	2 201	9 709
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 909	0
Murdochville	V	248 332	0	35 352	16 695
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	31 134
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0
Namur	M	11 061	0	2 385	6 149
Nantes	M	48 619	0	0	5 021
Napierville	VL	0	0	0	54 182
Natashquan	CT	56 570	0	34 218	33 387
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	6 540
Nédélec	CT	47 901	0	21 261	5 181
Neuville	V	0	0	0	29 824
New Carlisle	M	70 071	0	233	43 592
New Richmond	V	122 293	0	4 090	71 882
Newport	M	0	0	0	0
Nicolet	V	0	0	0	383 998
Nicolet-Yamaska	MRC	0	3 519	0	0
Nomingue	M	0	0	68 775	3 775
Norbertville	VL	17 256	0	0	8 063
Normandin	V	162 871	0	29 514	143 731
Normétal	M	217 148	0	8 199	20 862
North Hatley	VL	0	0	0	6 659
Notre-Dame-de-Ham	M	30 456	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 144	1 102
Notre-Dame-de-la-Paix	M	13 972	0	0	4 121
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 536	11 689
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	30 909
Notre-Dame-de-Lorette	M	32 060	0	64 004	14

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	11 224
Notre-Dame-de-Lourdes	P	9 836	0	2 187	3 330
Notre-Dame-de-Montauban	M	24 495	0	23 684	11 351
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 603	2 101
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	58 376	3 816
Notre-Dame-des-Monts	M	80 358	0	389	8 094
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	5 990
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	26 305
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	103
Notre-Dame-de-Stanbridge	P	0	0	0	3 696
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	41 526	0	0	10 397
Notre-Dame-du-Lac	V	97 898	0	178	70 806
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 355	3 521
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	15 207
Notre-Dame-du-Nord	M	89 786	0	425	54 962
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	9 401
Notre-Dame-du-Rosaire	M	0	0	60 769	0
Nouvelle	M	185 364	0	11 751	13 910
Noyan	M	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 329	59 982
Orford	CT	0	0	62 743	0
Ormstown	M	0	0	0	104 829
Otter Lake	M	0	0	57 345	3 717
Otterburn Park	V	0	0	0	50 484
Packington	P	41 442	0	14 104	9 200
Padoue	M	42 250	0	0	6 355
Palmarolle	M	130 769	0	0	15 583
Papineau	MRC	0	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	136 853

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Parisville	P	13 229	0	0	2 659
Paspébiac	V	235 456	0	3 031	121 824
Percé	V	330 157	0	25 761	50 218
Péribonka	M	10 066	0	8 918	4 596
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 031	7 226
Petite-Vallée	M	28 593	0	4 210	0
Petit-Saguenay	M	116 414	0	73 163	16 350
Piedmont	M	0	0	0	8 564
Pierreville	M	36 928	0	1 580	22 046
Pincourt	V	0	0	0	209 051
Piopolis	M	0	0	10 197	0
Plaisance	M	0	0	6 711	6 325
Plessisville	V	353 010	0	0	260 833
Plessisville	P	0	0	5 645	6 819
Pohénégamook	V	132 767	0	78 542	135 350
Pointe-à-la-Croix	M	164 086	0	39 157	22 635
Pointe-aux-Outardes	VL	34 842	0	6 252	18 618
Pointe-Calumet	M	0	0	488	57 224
Pointe-Claire	V	0	0	0	821 375
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	148 516	0	8 417	25 417
Pontiac	TR	0	0	127 806	0
Pontiac	MRC	0	152 110	0	0
Pontiac	M	0	0	534	19 234
Pont-Rouge	V	0	0	0	82 961
Portage-du-Fort	VL	17 580	0	0	2 041
Port-Cartier	V	178 086	0	144 814	293 429
Port-Daniel--Gascons	M	382 168	0	18 206	32 626
Portneuf	TR	0	0	15 769	0
Portneuf	MRC	0	115 618	0	0
Portneuf	V	143 400	0	0	20 849

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Portneuf-sur-Mer	M	123 414	0	32 661	20 381
Potton	CT	0	0	0	7 015
Pouliaries	M	110 452	0	5 790	6 001
Preissac	M	0	0	23 518	2 254
Prévost	V	0	0	0	68 275
Price	VL	264 401	0	0	21 765
Princeville	V	198 063	0	0	58 828
Québec	V	157 117	0	0	17 410 486
Québec	AG	0	0	0	0
Racine	M	0	0	0	2 670
Ragueneau	P	176 487	0	28 457	44 845
Rapide-Danseur	M	20 669	0	9 009	4 230
Rapides-des-Joachims	M	595	0	64 004	0
Rawdon	M	0	0	12 425	160 662
Rémigny	M	46 070	0	76 834	0
Repentigny	V	0	0	0	1 412 972
Richelieu	V	0	0	0	23 686
Richmond	V	159 713	0	0	112 372
Rigaud	M	0	0	24	168 175
Rimouski	V	115 555	0	14 833	1 356 790
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0
Rimouski-Neigette	MRC	0	64 956	0	0
Ripon	M	0	0	8 172	6 903
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	18 341	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	33 787	0	16 678	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 703	9 652
Rivière-au-Tonnerre	M	63 194	0	42 104	21 991
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	1 628
Rivière-Bleue	M	175 998	0	32 438	35 145
Rivière-du-Loup	MRC	0	8 665	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	682 789
Rivière-Éternité	M	71 505	0	136 298	11 663

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Rivière-Héva	M	98 509	0	11 394	2 745
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	21 182
Rivière-Rouge	V	0	0	102 784	139 616
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0
Rivière-Saint-Jean	M	58 791	0	72 174	10 305
Robert-Cliche	MRC	0	16	0	0
Roberval	V	415 255	0	23 288	521 497
Rochebaucourt	M	46 691	0	15 172	0
Roquemaure	M	70 893	0	2 850	3 261
Rosemère	V	0	0	0	289 827
Rougemont	M	0	0	0	11 084
Roussillon	MRC	0	0	0	0
Rouville	MRC	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	1 383 462	402 448	479 602	1 226 864
Roxton	CT	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	58 214	0	0	16 274
Roxton Pond	M	0	0	7 431	17 203
Sacré-Coeur	M	161 243	0	29 527	14 677
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0
Saguenay	V	242 963	0	80 373	4 056 092
Saint-Adalbert	M	61 007	0	32 230	6 006
Saint-Adelme	P	57 108	0	1 005	6 881
Saint-Adelphe	P	36 698	0	0	10 576
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 761	516
Saint-Adrien	M	7 677	0	0	3 888
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	12
Saint-Agapit	M	0	0	0	104 095
Saint-Aimé	P	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	70 920	5 696
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 210	1 550
Saint-Alban	M	0	0	14 028	4 049
Saint-Albert	M	0	0	0	4 293

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volêt réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Alexandre	M	0	0	0	12 869
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	48 669	0	390	18 227
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	45 892	0	13 907	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	7 709
Saint-Alexis	P	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	96 320	0	161	6 470
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 634	17 839
Saint-Alfred	M	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	77 705	0	2 216	8 152
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	15 270
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 653	10 173
Saint-Amable	M	0	0	0	116 084
Saint-Ambroise	M	189 633	0	3 923	39 260
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	13 100
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	20 793
Saint-André	M	0	0	4 433	6 699
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	55 404
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	10 283
Saint-André-de-Restigouche	M	35 974	0	8 322	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	67 532	0	24 855	17 427
Saint-Anicet	P	0	0	0	6 585
Saint-Anselme	M	0	0	0	106 340
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	171
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	5 954
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	11 959
Saint-Antonin	P	0	0	30 387	30 337
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	28 883
Saint-Armand	M	0	0	0	4 813
Saint-Arsène	P	0	0	0	16 028
Saint-Athanase	M	38 681	0	73 442	2 466
Saint-Aubert	M	0	0	0	3 733
Saint-Augustin	P	39 725	0	14 160	12 801

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Augustin	M	119 001	8 808	119 137	36 389
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	319 699
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	130 601	6 933
Saint-Barnabé	P	4 122	0	163	2 136
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	2 784
Saint-Barthélemy	P	0	0	0	10 037
Saint-Basile	V	93 133	0	0	11 214
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	92 057
Saint-Benjamin	M	29 537	0	43	4 015
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	8 012
Saint-Bernard	M	0	0	0	10 981
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	4 127
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	1 883
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	10 671
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	2 703
Saint-Boniface	M	0	0	0	20 697
Saint-Bruno	M	79 158	0	0	28 332
Saint-Bruno-de-Guigues	M	26 112	0	263	7 145
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	29 674	0	66	1 457
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 964	501 180
Saint-Calixte	M	0	0	1 545	53 359
Saint-Camille	CT	0	0	0	2 432
Saint-Camille-de-Lellis	P	95 082	0	107 234	13 530
Saint-Casimir	M	158 110	0	0	40 641
Saint-Célestin	M	0	0	0	0
Saint-Célestin	VL	40 964	0	0	18 379
Saint-Césaire	V	0	0	0	101 286
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	256 916
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	54 633
Saint-Charles-de-Bourget	M	34 319	0	984	10 960
Saint-Charles-Garnier	P	64 064	0	5 191	4 288
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	4 979

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	21 996
Saint-Claude	M	0	0	0	4 732
Saint-Clément	P	58 664	0	0	4 460
Saint-Cléophas	P	68 879	0	8 156	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	10 353	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0
Saint-Colomban	P	0	0	0	99 636
Saint-Côme	P	0	0	44 270	4 225
Saint-Côme--Linière	M	146 602	0	9 454	20 392
Saint-Constant	V	0	0	0	240 428
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	6 942
Saint-Cyprien	M	91 520	0	22 038	14 149
Saint-Cyprien	P	56 871	0	0	3 790
Saint-Cyprien-de-Napierville	P	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	45 546	0	64 226	4 945
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	14 140
Saint-Damase	P	40 988	0	5 705	2 937
Saint-Damase	M	0	0	0	15 820
Saint-Damase-de-L'Islet	M	32 351	0	70 071	0
Saint-Damien	P	0	0	67 517	6 451
Saint-Damien-de-Buckland	P	14 285	0	0	130 786
Saint-David	P	0	0	0	5 623
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 520	6 437
Saint-Denis	P	0	0	0	3 602
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	778	12 797
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	10 022
Saint-Didace	P	0	0	0	2 731
Saint-Dominique	M	0	0	0	7 434
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	51 887	0	34 068	3 135
Saint-Donat	M	0	0	146 592	23 534
Saint-Donat	P	43 039	0	419	10 031

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Adèle	V	0	0	7 563	133 736
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	5 758
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	282 607
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	114 346
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	126 995	0	0	7 951
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	6 808
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	49 338	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	23 829	0	0	16 561
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	456 028
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	8 292	0	256	12 677
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	3 379
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	12 882
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	631 536	0	20 979	310 766
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	16 550
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	195 656
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 248	4 585
Sainte-Anne-du-Sault	M	72 609	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	3 958	0	44 270	6 288
Sainte-Aurélien	M	42 888	0	40	3 414
Sainte-Barbe	P	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	6 370
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	11 991
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	31 259
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	2 985
Sainte-Catherine	V	0	0	0	244 661
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	4 677
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	18 029	0	0	5 624
Sainte-Cécile-de-Milton	CT	0	0	0	11 272
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	4 490
Sainte-Christine	P	0	0	0	3 322

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	599	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	31 176
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	5 827
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	P	0	0	0	8 184
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	36 803	0	0	6 053
Sainte-Croix	M	0	0	0	89 068
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	59 215	0	14 586	4 925
Saint-Édouard	P	0	0	0	2 987
Saint-Édouard-de-Fabre	P	37 514	0	8 896	5 185
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 300	4 754
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	56 773	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	3 820
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	17 181
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 646	4 922
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	5 843
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	33 894	0	28 280	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	50 890	0	2 432	3 551
Sainte-Félicité	M	161 721	0	1 300	14 182
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	77 621	0	10 377	1 855
Sainte-Françoise	P	58 385	0	3 023	4 878
Sainte-Françoise	M	7 075	0	4 071	4 006
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	52 884
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	0	0	0	9 804
Sainte-Germaine-Boulé	M	122 693	0	1 697	7 457
Sainte-Gertrude-Manneville	M	89 285	0	9 488	3 926
Sainte-Hedwidge	M	80 596	0	121 051	3 635
Sainte-Hélène	M	66 151	0	0	7 073
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	5 048

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un pare immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	39 182	0	0	3 587
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	9 048
Sainte-Irène	P	18 560	0	11 566	1 982
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	75 642	0	26 246	7 581
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	34 352	0	54	6 364
Sainte-Julie	V	0	0	317	402 113
Sainte-Julienne	M	0	0	2 360	174 233
Sainte-Justine	M	100 220	0	3 054	44 658
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	3 927
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	4 510
Saint-Éloi	P	31 542	0	0	5 567
Sainte-Louise	P	40 864	0	0	5 342
Saint-Elphège	P	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	15 185	0	970	23 251
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	40 568	0	26 699	6 035
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 241	0
Saint-Elzéar	M	0	0	0	8 677
Saint-Elzéar	M	55 988	0	15 565	5 846
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	34 852	0	20 717	1 794
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	23 417
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	63 756	0	28 959	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	3 894
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	7 632
Sainte-Marguerite	M	37 157	0	17 516	0
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 699	20 199
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	288 390
Sainte-Marie-de-Blandford	M	22 242	0	0	2 554
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	4 400
Sainte-Marthe	M	0	0	0	4 187

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	154 204
Sainte-Martine	M	0	0	0	16 507
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	10 422
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 207	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	7 090
Sainte-Monique	M	7 794	0	32 705	10 842
Sainte-Paule	M	5 533	0	24 941	5 088
Sainte-Perpétue	M	179 368	0	111 057	11 595
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	3 543
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	248
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	50 645	0	0	15 703
Saint-Éphane	M	79 668	0	57	6 937
Sainte-Praxède	P	0	0	21 659	0
Sainte-Rita	M	37 096	0	7 726	9 056
Sainte-Rose-de-Watford	M	43 181	0	13 298	4 814
Sainte-Rose-du-Nord	P	9 464	0	14 238	6 773
Sainte-Sabine	P	34 982	0	763	0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	0	0	0	49 578
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	29 223	0	0	7 598
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	4 494
Saint-Esprit	M	0	0	0	13 860
Sainte-Thècle	M	41 304	0	37 110	21 719
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	681 958
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	157 402	0	0	13 824
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 194	2 473
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	3 794
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	21 176
Saint-Eugène	M	0	0	0	2 197
Saint-Eugène-d'Argenteau	M	74 689	0	57	6 781

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Eugène-de-Guigues	M	24 476	0	3 209	4 826
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	27 887	0	51 503	2 105
Sainte-Ursule	P	35 682	0	0	8 339
Saint-Eusèbe	P	43 070	0	1 553	3 959
Saint-Eustache	V	0	0	0	447 890
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	354	0	0	4 026
Sainte-Victoire-de-Sorel	P	0	0	0	4 027
Saint-Fabien	P	112 667	0	6 122	12 409
Saint-Fabien-de-Panet	P	93 918	0	44 092	17 450
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 388	1 360
Saint-Félicien	V	144 653	0	28 071	353 734
Saint-Félix-de-Dalquier	M	105 630	0	3 295	5 828
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	4 405
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	125 608
Saint-Félix-d'Otis	M	2 258	0	46 648	9 653
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	30 457
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	12 538
Saint-Flavien	M	0	0	0	7 737
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	122 870	0	10 177	8 652
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 696	16 184
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	96 134	0	43 198	20 156
Saint-François-du-Lac	M	22 445	0	973	14 078
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	6 405
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	40 625	0	18 065	2 960
Saint-Frédéric	P	35 119	0	0	4 959
Saint-Fulgence	M	112 733	0	68 318	14 002
Saint-Gabriel	V	190 291	0	0	42 647
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	24 572
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	97 150	0	5 152	10 021
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 915	20 525

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Gabriel-Lalemant	M	97 731	0	2 472	5 176
Saint-Gédéon	M	0	0	32	11 969
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	159 946	0	0	12 193
Saint-Georges	V	16 995	0	0	816 359
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	6 036
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	5 864
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0
Saint-Germain	P	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	17 238
Saint-Gervais	M	0	0	0	29 222
Saint-Gilbert	P	19 191	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	14 888
Saint-Godefroi	CT	44 176	0	1 949	763
Saint-Guillaume	M	0	0	0	5 275
Saint-Guy	M	16 307	0	27 125	10
Saint-Henri	M	0	0	0	38 915
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	995	6 668
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	3 647	0	0	0
Saint-Hilarion	P	27 749	0	83	6 454
Saint-Hippolyte	P	0	0	5 163	23 435
Saint-Honoré	M	292 864	0	7 626	64 021
Saint-Honoré-de-Shenley	M	45 669	0	0	8 282
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	109 850	0	42 352	10 039
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	16 096	0	19 386	16 547
Saint-Hugues	M	0	0	0	5 803
Saint-Hyacinthe	V	8 862	0	0	1 729 883
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	3 520
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	4 572
Saint-Isidore	M	0	0	0	13 337
Saint-Isidore	P	0	0	0	11 162

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	7 622
Saint-Jacques	M	0	0	0	96 131
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	333	0
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	3 740
Saint-Jacques-le-Mineur	P	0	0	0	5 806
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 101	4 893
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	18 982
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	36 630	0	29 999	2 831
Saint-Jean-de-Dieu	M	246 381	0	1 976	21 229
Saint-Jean-de-la-Lande	M	13 258	0	4 755	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	704
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	36 802
Saint-Jean-Port-Joli	M	1 849	0	0	32 482
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	121	1 452 830
Saint-Jérôme	V	0	0	0	1 754 193
Saint-Joachim	P	0	0	0	7 442
Saint-Joachim-de-Shefford	P	0	0	5 843	4 023
Saint-Joseph-de-Beauce	V	20 041	0	0	117 456
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	29 406	7 831
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	0	0	8 613	0
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	16 162	0	4 218	2 896
Saint-Joseph-de-Lepage	P	28 410	0	0	16 757
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	42 214	0	0	20 357
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	315	21 283
Saint-Jude	M	0	0	0	6 829
Saint-Jules	P	0	0	0	0
Saint-Julien	M	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	48 136	0	62 312	7 596
Saint-Juste-du-Lac	M	51 743	0	31 375	10 077
Saint-Justin	P	0	0	0	6 465

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Lambert	P	49 082	0	8 563	0
Saint-Lambert	V	0	0	2 689	413 976
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	24 867
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	6 760
Saint-Lazare	V	0	0	0	141 081
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	7 873
Saint-Léandre	P	30 914	0	13 163	5 978
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	63 468
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	57 543	0	19 336	5 157
Saint-Léon-de-Standon	P	31 599	0	1 451	9 680
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	4 682
Saint-Léon-le-Grand	P	136 224	0	0	11 840
Saint-Liboire	M	0	0	0	11 487
Saint-Liguori	P	0	0	0	7 752
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	182 715
Saint-Louis	M	0	0	0	3 341
Saint-Louis-de-Blandford	P	32 001	0	534	0
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	7 867
Saint-Louis-de-Gonzague	M	17 588	0	334	0
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	122 304	0	14 439	18 588
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	7 675	0	38 547	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	11 702	0	0	0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	38 365	0	2 953	4 586
Saint-Ludger-de-Milot	M	41 851	0	26 195	4 406
Saint-Magloire	M	42 138	0	39 248	11 643
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	10 052
Saint-Malachie	P	2 490	0	0	6 916
Saint-Malo	M	0	0	0	3 935
Saint-Marc-de-Figuery	P	49 833	0	507	3 643
Saint-Marc-des-Carrières	V	112 294	0	0	123 540
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	61 682	0	15 031	4 332

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Marcel	M	46 916	0	43 535	7 966
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	4 741
Saint-Marcellin	P	5 397	0	13 195	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	8 055
Saint-Martin	P	102 717	0	0	81 377
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	21 085
Saint-Mathieu	M	0	0	0	6 535
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	17 186	3 111
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 489	1 922
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 578	3 419
Saint-Maurice	P	0	0	0	14 985
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	206 104	0	22 763	41 464
Saint-Médard	M	51 441	0	16 964	2 487
Saint-Michel	P	0	0	0	7 417
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	27 931
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 567	25 040
Saint-Michel-du-Squatec	P	121 705	0	107 061	80 014
Saint-Modeste	P	19 566	0	11 599	7 177
Saint-Moïse	P	77 896	0	1 670	4 247
Saint-Narcisse	P	48 345	0	3 259	14 914
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	4 715
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	76 739	0	38 190	12 422
Saint-Nazaire	M	147 626	0	7 398	20 102
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	5 185
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	7 144	0	0	0
Saint-Nérée	P	7 929	0	0	12 391
Saint-Noël	VL	97 404	0	113	8 095
Saint-Norbert	P	0	0	0	2 992
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	0	0	0	0
Saint-Octave-de-Métis	P	41 382	0	0	4 054
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	5 013	0	117	9 978

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Omer	M	19 543	0	18 874	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	P	47 389	0	8 930	2 580
Saint-Ours	V	0	0	0	10 184
Saint-Pacôme	M	106 133	0	0	23 438
Saint-Pamphile	V	192 357	0	49	85 367
Saint-Pascal	V	127 729	0	0	170 980
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	11 402
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	0	0	0	10 258
Saint-Paul	M	0	0	0	20 057
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	10 328
Saint-Paul-de-la-Croix	P	45 060	0	27	3 358
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	P	0	0	0	5 211
Saint-Paul-de-Montminy	M	0	0	8 058	41 301
Saint-Paulin	M	48 671	0	17 724	13 932
Saint-Philémon	P	3 175	0	40 001	6 535
Saint-Philibert	M	0	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	22 872
Saint-Philippe-de-Néri	P	60 033	0	0	5 093
Saint-Pie	V	0	0	0	41 559
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	151	0	10 816	10 347
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	3 935
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	6 759
Saint-Pierre-de-Lamy	M	6 906	0	28 293	0
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	16 358
Saint-Pierre-les-Becquets	M	30 554	0	0	61 409
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0
Saint-Placide	M	0	0	0	10 231
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	70 260
Saint-Prime	M	77 284	0	17 980	30 780
Saint-Prosper	P	4 649	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Prosper	M	274 455	0	0	104 757
Saint-Raphaël	M	0	0	0	26 565
Saint-Raymond	V	0	0	60 795	203 144
Saint-Rémi	V	0	0	0	70 296
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	0	0	0	0
Saint-René	P	25 667	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	116 192	0	62 407	17 343
Saint-Robert	P	0	0	0	6 322
Saint-Robert-Bellarmin	M	19 435	0	98 984	5 381
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	102 444
Saint-Roch-de-Mékinac	P	5 281	0	26 420	4 194
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	6 000
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	4 453
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 512	10 523
Saint-Rosaire	P	0	0	792	2 017
Saint-Samuel	P	17 044	0	0	2 165
Saints-Anges	P	0	0	0	5 789
Saint-Sauveur	V	0	0	0	23 661
Saint-Sébastien	P	0	0	0	2 779
Saint-Sébastien	M	0	0	0	6 903
Saint-Sévère	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	51 943	0	1 419	8 504
Saint-Siméon	M	48 870	0	39 365	17 983
Saint-Siméon	P	126 887	0	134	8 767
Saint-Simon	P	0	0	0	5 442
Saint-Simon	P	0	0	456	5 017
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	9 174	0	753	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 967	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	9 293

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un pare immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Stanislas	M	29 982	0	25 914	0
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	5 564
Saint-Sulpice	P	0	0	0	20 339
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	5 066
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	8 882
Saint-Télesphore	P	0	0	0	3 556
Saint-Tharcisius	P	89 889	0	1 423	5 790
Saint-Théodore-d'Acton	P	0	0	0	4 255
Saint-Théophile	M	29 693	0	68 764	3 310
Saint-Thomas	M	0	0	0	11 653
Saint-Thomas-Didyme	M	59 522	0	78 410	6 560
Saint-Thuribe	P	29 919	0	0	0
Saint-Tite	V	85 454	0	614	92 361
Saint-Tite-des-Caps	M	397	0	0	19 603
Saint-Ubalde	M	0	0	123 006	8 781
Saint-Ulric	M	122 955	0	0	11 525
Saint-Urbain	P	73 833	0	34	12 885
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	4 931
Saint-Valentin	M	0	0	0	0
Saint-Valère	M	0	0	674	5 206
Saint-Valérien	P	56 250	0	16 740	4 020
Saint-Valérien-de-Milton	CT	0	0	0	8 641
Saint-Vallier	M	0	0	0	7 239
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	79 439	0	24 864	4 796
Saint-Victor	M	0	0	0	20 985
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	8 041
Saint-Zacharie	M	133 304	0	19 290	11 282
Saint-Zénon	M	0	0	160 778	3 491
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	61 732	0	1 343	2 545
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	5 792
Saint-Zotique	VL	0	0	0	53 115

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	861 406
Sayabec	M	118 903	0	33 921	51 018
Schefferville	V	285 932	0	16 033	9 173
Scotstown	V	77 037	0	0	4 512
Scott	M	0	0	0	12 248
Senneterre	P	91 563	0	33 493	0
Senneterre	V	351 209	0	349 526	124 239
Senneville	VL	0	0	0	96 853
Sept-Îles	V	38 054	0	173 277	666 943
Sept-Rivières	TR	1 756	0	88 309	0
Sept-Rivières	MRC	0	328 721	0	0
Shannon	M	0	0	454	33 902
Shawinigan	V	2 227 784	531 530	5 430	1 411 397
Shawville	M	0	0	0	114 824
Sheenboro	M	0	0	39 012	0
Shefford	CT	0	0	0	1 315
Sherbrooke	V	147 054	0	276	4 596 239
Shigawake	M	62 043	0	2 270	0
Sorel-Tracy	V	0	0	0	907 595
Stanbridge East	M	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0
Stanstead	V	111 839	0	0	132 812
Stanstead	CT	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 997	142 523
Stoke	M	0	0	738	15 448
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 503	28 143
Stornoway	M	0	0	59 972	3 989
Stratford	CT	0	0	32 699	6 373
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	24 021
Tadoussac	VL	0	0	2 563	25 264

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Taschereau	M	198 177	0	19 840	6 568
Témiscaming	V	0	0	48 950	73 965
Témiscamingue	MRC	0	170 462	0	0
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0
Témiscouata	MRC	0	81 661	0	0
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	8 682
Terrebonne	V	153 419	0	0	2 045 902
Thérèse-De Blainville	MRC	0	0	0	0
Thetford Mines	V	1 003 296	0	1 386	907 524
Thorne	M	0	0	1 686	0
Thurso	V	0	0	356	31 508
Tingwick	M	0	0	0	5 590
Tourville	M	114 425	0	109 278	2 236
Trécesson	CT	84 162	0	9 381	3 682
Très-Saint-Rédempteur	P	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	69 399	0	0	7 907
Trois-Pistoles	V	292 791	0	0	275 627
Trois-Rives	M	0	0	86 331	0
Trois-Rivières	V	2 134 500	0	1 937	3 717 235
Ulverton	M	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	6 861
Val-Alain	M	47 635	0	17 394	5 156
Val-Brillant	M	48 824	0	0	10 624
Valcourt	V	0	0	0	75 640
Valcourt	CT	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	28 439
Val-des-Bois	M	0	0	38 215	2 303
Val-des-Lacs	M	0	0	43 228	0
Val-des-Monts	M	0	0	18 498	50 009
Val-d'Or	V	1 188 363	0	388 960	636 082
Val-Joli	M	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2009-2010 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Vallée-de-l'Or	TR	61 634	0	20 360	223
Vallée-Jonction	M	0	0	0	10 565
Val-Morin	M	0	0	184	0
Val-Racine	P	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	36 631	0	9 568	0
Varennes	V	0	0	0	341 287
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	441 722
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	25 371
Victoriaville	V	164 136	0	0	873 692
Ville-Marie	V	111 784	0	0	55 594
Villeroy	M	0	0	28 213	2 105
Waltham	M	0	0	63 033	0
Warden	VL	0	0	0	0
Warwick	V	0	0	0	79 012
Waterloo	V	151 702	0	0	109 962
Waterville	V	0	0	0	61 706
Weedon	M	0	0	0	20 937
Wentworth	CT	0	0	6 426	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 091	0
Westbury	CT	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	1 092 047
Wickham	M	0	0	0	11 289
Windsor	V	0	0	0	190 285
Wotton	M	0	0	0	9 136
Yamachiche	M	0	0	0	15 060
Yamaska	M	6 638	0	0	9 663

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 9

Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2008-2009 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.

Bien que la Politique de regroupement date de mars 1997, les cas indiqués ici sont tous des demandes en mode « volontaire ».

<u>Municipalités</u>	<u>Date de l'étude</u>	<u>Auteur</u>	<u>Coûts¹</u>	<u>Conclusions</u>
Saint-Norbert-d'Arthabaska (Municipalité) et Norbertville (Village)	Novembre 2008	Direction régionale du Centre-du-Québec	Aucun	Étude favorable et publication de la demande commune en janvier 2009
Saint-Célestin (Village) et Saint-Célestin (Municipalité)	Janvier 2009	Direction régionale du Centre-du-Québec	Aucun	Étude favorable sous réserve de la décision des conseils
Cabano (Ville) et Notre-Dame-du-Lac (Ville)	Mars 2009	Direction générale de la coordination des interventions régionales	Aucun	Étude favorable sous réserve de la décision des conseils
Rimouski (Ville) et Le Bic ² (Municipalité)		La Direction générale de la coordination des interventions régionales collabore à la rédaction du protocole	Aucun	Étude favorable sous réserve de la décision des conseils

¹ Ces études sont réalisées par le personnel du Ministère, sauf pour la Ville de Rimouski où la Direction des finances de la ville a pris en charge l'étude.

² La Ville de Rimouski réalise l'étude et ce regroupement se fait par la procédure d'annexion totale avec un protocole négocié entre les deux municipalités.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 10

Liste des études de regroupement produites en 2008-2009 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Il n'y a eu aucune étude confiée à une firme privée en 2008-2009. Voir la réponse à la question # 9 pour les études de regroupement réalisées par le Ministère.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 11

Listes des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Municipalité de Papineauville

La Municipalité de Papineauville conteste l'annexion de deux parties de son territoire par la Municipalité de Plaisance et, par le fait même, la décision du ministre des Affaires municipales et de la Métropole de l'époque (monsieur André Boisclair) d'approuver les deux règlements d'annexion du ministre. La municipalité prétend que le ministre a exercé sa discrétion pour des motifs impropres, contraires à la loi et à l'encontre de l'intérêt public en approuvant les règlements et en décrétant le partage de l'actif et du passif relatif aux annexions. Le ministre Boisclair a rencontré les élus de Papineauville en juin 2002 dans le but d'examiner la possibilité d'un règlement alternatif du conflit. La municipalité a choisi de continuer son recours même si celui-ci a été très coûteux en frais pour les contribuables qui ont même dû payer une taxe spéciale pour pouvoir acquitter les dépenses résultant du litige. La requête en injonction interlocutoire de Papineauville a été rejetée par la Cour supérieure et cette décision a été confirmée par la Cour d'appel. À ce jour, l'audition relative à la requête principale n'a pas encore eu lieu devant la Cour supérieure.

Ville de Longueuil

La Ville de Longueuil conteste la légalité de trois dispositions prévues dans le décret concernant l'agglomération de Longueuil adopté par le gouvernement le 7 décembre 2005. Ces dispositions du décret portent sur les sujets suivants : la règle de la prise de décision du conseil d'agglomération à la double majorité (majorité des voix exprimées par la municipalité centrale et celles des municipalités reconstituées), la règle sur le double quorum des séances du conseil d'agglomération (trois représentants de la municipalité centrale et deux pour les municipalités reconstituées) et le financement des coûts relatifs à cette procédure par des revenus provenant exclusivement du territoire de la Ville de Longueuil. Les motifs invoqués à l'appui de cette contestation sont essentiellement à l'effet que la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, en vertu de laquelle le décret a été adopté, n'habilite pas le gouvernement à prévoir ces mesures. Elles seraient également, selon les prétentions de la ville, contraires aux dispositions de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités*. Étant donné que cette contestation soulève des questions d'interprétation et d'habilitation législative, aucune entente ne peut être négociée avec les demandeurs.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 11

Listes des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Ville de Saguenay

La Ville de Saguenay conteste la légalité de certaines dispositions du décret 841-2001 concernant le regroupement des villes de Chicoutimi, de Jonquière, de La Baie, de Laterrière et des municipalités de Lac-Kénogami et de Shipshaw. La Ville prétend que la *Loi sur l'organisation territoriale municipale* ne permettait pas au gouvernement de prévoir, dans ce décret, l'obligation imposée au Comité de transition de nommer le directeur général de la ville. De plus, la ville conteste la légalité de la composition de ce comité, plus particulièrement le fait que les membres n'ont pas été désignés dans le décret de regroupement, mais plutôt par la ministre des Affaires municipales et de la Métropole. Cette contestation constitue la défense de la ville dans la poursuite intentée par son ancien directeur général, Monsieur Bertrand Girard. Monsieur Girard, engagé par le Comité de transition en vertu du décret de regroupement, conteste son congédiement par la ville. Étant donné que cette contestation soulève des questions d'interprétation et d'habilitation législative et que le Procureur général du Québec n'agit dans ce dossier qu'à titre d'intervenant, aucune entente ne peut être négociée. La cause a été entendue par la Cour supérieure au début du mois de décembre 2008. De plus, Monsieur Girard poursuivait parallèlement le Gouvernement afin que ce dernier soit tenu de lui rembourser les honoraires de son avocat. Il a été débouté de cette demande parallèle par la Cour supérieure.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 12

Subventions versées aux différentes associations municipales en 2008-2009.

Nom du bénéficiaire	Montant
Association des aménagistes régionaux du Québec	5 000,00 \$
Association des directeurs généraux des MRC du Québec	5 000,00 \$
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	5 000,00 \$
Association des directeurs municipaux du Québec	82 000,00 \$
Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ)	5 000,00 \$
Association des urbanistes et des aménagistes municipaux du Québec (AUAMQ)	5 000,00 \$
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)	10 000,00 \$
Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec inc	5 000,00 \$
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	140 000,00 \$
Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)	10 000,00 \$
Union des municipalités du Québec (UMQ)	167 000,00 \$
TOTAL	439 000,00 \$

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 13

État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2008-2009 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard.

En date du 25 février 2009, la situation est la suivante (voir le tableau détaillé fourni en annexe) :

- 54 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur;
- 10 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement (SADR) mais celui-ci n'est pas en vigueur¹;
- 31 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 3 MRC ont adopté le document sur les objets de la révision (DOR) sans avoir franchi d'autres étapes
- 2 autres MRC, soit la MRC de la Côte-de-Beaupré et la Ville de Montréal n'ont pas entrepris la révision. La MRC de la Côte-de-Beaupré entend le faire prochainement. Il s'agit d'une situation particulière puisque le schéma d'aménagement et de développement de cette MRC fut le dernier à être entré en vigueur, le 30 septembre 2002, à la suite du règlement d'un litige qui a porté sur la délimitation de la ligne des hautes eaux naturelles et qui a requis l'adoption d'une législation spéciale. La Communauté urbaine de Montréal n'avait pas entrepris la révision de son schéma d'aménagement et de développement au moment de son abolition. La Ville de Montréal, qui lui succède, n'a pas entrepris la révision du schéma de 1^{re} génération, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire; ce dernier a été adopté le 23 novembre 2004.

Par ailleurs, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) ont entrepris l'une et l'autre l'élaboration du schéma métropolitain d'aménagement et de développement de leur territoire. La Communauté métropolitaine de Montréal a adopté son projet de schéma métropolitain le 17 février 2005. L'avis gouvernemental portant sur ce document a été transmis à la CMM le 21 juin 2005.

La révision des schémas d'aménagement et de développement a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption du Document sur les objets de la révision (DOR), dans un délai de 6 mois de la date du début de la révision, suivie par l'adoption du Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 1^{er} projet), dans un délai de 2 ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du Second projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 2^e projet), la période des assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR). Notons cependant que, dans le cadre de la Loi 134 (Loi créant la Communauté métropolitaine de Montréal) et de la Loi 170 (Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais), le législateur a fixé des dates butoirs aux MRC pour compléter le processus de révision qu'elles aient entrepris et pour procéder à l'adoption d'un schéma d'aménagement et de développement révisé. Les dates varient selon les territoires en cause.

¹ Soit en raison des objections et des demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'ils sont en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION
DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT
Au 3 mars 2009**

Note : La trame grisée indique qu'il s'agit d'un territoire compris en totalité ou en partie dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal ou de Québec selon le cas.

- 54 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur.

MRC ou ville-MRC	SADR en vigueur
Mirabel (Ville) ¹	1996-04-30
Les Collines-de-l'Outaouais	1998-02-04
Papineau	1998-02-26
Le Haut-Saint-François	1998-06-16
Memphrémagog	1998-12-22
Longueuil	1999-02-25
Antoine-Labelle	1999-03-24
Les Sources	1999-04-14
Shawinigan	1999-07-30
Gatineau	1999-12-22
La Tuque	2000-03-24
Coaticook	2000-06-22
Beauharnois-Salaberry	2000-06-28
Les Laurentides	2000-06-29
Bellechasse	2000-08-08
Le Haut-Saint-Laurent	2000-11-01
Acton	2000-12-15
Pontiac	2001-02-23
L'Assomption	2001-05-02
La Matapédia	2001-05-09
Lac-Saint-Jean-Est	2001-06-27
Matane	2001-07-13
L'Île-d'Orléans	2001-08-22
Le Val-Saint-François	2002-08-09
Appalaches (anciennement L'Amiante)	2002-10-10
Les Moulins	2002-12-18
Maskinongé	2002-12-20
Le Granit	2003-04-25
Les Maskoutains	2003-09-18
La Côte-de-Gaspé	2004-03-31
Le Haut-Richelieu	2004-06-23
La Jacques-Cartier	2004-07-15
Vaudreuil-Soulanges	2004-10-22
Rouville	2005-02-04
Thérèse-de-Blainville	2005-03-10
Beauce-Sartigan	2005-04-01
Vallée-de-l'Or	2005-05-20
La Nouvelle-Beauce	2005-05-20
Lotbinière	2005-06-22
Les Pays-d'en-Haut	2005-10-27
Lajemmerais	2006-02-14
Les Etchemins	2006-03-22
Roussillon	2006-03-22
Arthabaska	2006-04-04
La Vallée-du-Richelieu	2007-02-02
Les Chenaux	2007-06-21
Maria-Chapdelaine	2007-06-27

¹ La Ville de Mirabel a entrepris l'élaboration de son schéma d'aménagement révisé de 3^e génération et a adopté son projet de schéma révisé le 6 décembre 2004.

MRC ou ville-MRC	SADR en vigueur
La Mitis	2007-07-05
Bécancour	2007-12-18
Mékinac	2008-02-27
La Rivière-du-Nord	2008-03-18
Lévis (Ville)	2008-09-16
Brome-Missisquoi	2008-09-23
Bonaventure	2008-10-10

- 10 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR), mais celui-ci n'est pas en vigueur soit en raison des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'ils sont en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

MRC	Date d'adoption du dernier SADR de remplacement
La Haute-Yamaska	2004-02-12
Les Jardins-de-Napierville	2006-10-11
Portneuf	2008-11-26
Argenteuil	2008-12-17
Le Rocher-Percé	2008-09-10
Montcalm	2009-01-21
	Date d'adoption du SADR
Deux-Montagnes	2006-03-22
Rimouski-Neigette	2006-06-14
Avignon	2007-11-28
Joliette	2008-09-09

- 31 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSAR).

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du PSADR
Abitibi	1996-06-12
Sherbrooke (Ville)	1996-08-13
La Vallée-de-la-Gatineau	1996-10-29
Matawinie	1997-03-12
D'Au-tray	1997-06-11
Charlevoix	1997-08-13
L'Érable	1997-11-26
Drummond	1997-11-26
Le Fjord-du-Saguenay	1998-01-13
Saguenay (Ville)	1998-01-13
Charlevoix-Est	1998-08-25
Nicolet-Yamaska	1999-09-16
Kamouraska	2000-04-12
Pierre-De Saurel (anciennement Le Bas-Richelieu)	2000-08-09
Rouyn-Noranda	2001-01-17
Québec (Ville)	2001-02-27
Témiscouata	2001-06-11
Abitibi-Ouest	2001-06-13
Caniapiscau	2001-06-13
Les Basques	2001-10-18
Sept-Rivières	2002-02-19
L'Islet	2002-03-11
Laval (Ville)	2002-06-19
Montmagny	2002-07-09
La Haute-Gaspésie	2004-04-13
Rivière-du-Loup	2004-05-20

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du PSADR
Îles-de-la-Madeleine	2007-06-12
Le-Domaine-du-Roy	2007-11-13
Manicouagan	2007-12-12
Robert-Cliche	2008-06-11
Témiscamingue	2008-08-25

- 3 MRC ont adopté leur document sur les objets de la révision (DOR), mais n'ont pas franchi d'autres étapes.

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du DOR
Trois-Rivières (Ville)	1995-10-18
Minganie	1997-04-11
La Haute-Côte-Nord	1996-10-22

- 2 MRC n'ont pas entrepris la révision de leur SAD

MRC ou ville-MRC	Date d'entrée en vigueur du SAD de première génération
La Côte-de-Beaupré	2002-09-30
Montréal (Ville) (anciennement la CUM)	1987-12-31

▪ Cas spéciaux :

- La Ville de Montréal n'a pas entrepris la révision de son schéma de 1re génération. Quant à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), elle a adopté son PSADR le 17 février 2005. L'avis gouvernemental portant sur ce document a été transmis à la CMM le 21 juin 2005. La CMM s'est vu accorder un délai jusqu'au 31 décembre 2008 pour l'adoption de son schéma.
- La Ville de Québec n'a pas terminé la révision du schéma de 1re génération. Quant à la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ), celle-ci n'a pas respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un projet de schéma métropolitain d'aménagement et de développement. La CMQ a demandé et obtenu une nouvelle prolongation jusqu'au 30 septembre 2009 afin de permettre aux élus de définir des orientations et faire consensus sur les orientations à introduire dans son projet.
- La Ville de Lévis n'a pas respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme pour son territoire. Toutefois, elle a terminé le processus d'intégration des deux schémas d'aménagement actuellement en vigueur par l'adoption d'un schéma d'aménagement et de développement révisé, applicable à l'ensemble du territoire. Ce schéma révisé est en vigueur depuis le 16 septembre 2008.

**Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers**

Demande # 14

Liste complète des programmes fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités tels : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc., pour 2008-2009.

**PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DÉDIÉS AUX MUNICIPALITÉS
(PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL)**

Programmes	Aide financière fédérale 2008-2009
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000	43 725 646 \$
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	32 164 278 \$
Transfert aux municipalités du Québec d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	295 738 054 \$
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	11 376 768 \$

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 15

Pour le programme Renouveau urbain et villageois, liste des demandes reçues pour 2008-2009, pour chaque demande, la décision du ministère, le montant accordé ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir un bilan du programme.

Aucune demande reçue pour l'année 2008-2009. La date limite pour le dépôt d'une demande au PRUEV était le 30 juin 2002. Les travaux devaient être complétés au plus tard le 31 décembre 2005. Toutefois, les règles et normes du programme ont été modifiées afin de permettre le report de travaux au-delà de cette date.

Bilan du programme :

VOLET	Enveloppe d'aide	Projets promis		
		Nombre	Coût admissible	Aide financière
Renouveau urbain	75 000 000 \$	181	146 299 662 \$	73 149 823 \$
Renouveau villageois	15 000 000 \$	262	25 859 249 \$	13 004 622 \$

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 16

États de situation, études ou analyses effectuées par le MAMROT en 2008-2009 sur la décentralisation vers les municipalités et état d'avancement du plan d'action promis en 2003 par le gouvernement.

Concernant la première partie de cette demande, aucune étude ou analyse sur la décentralisation n'a été effectuée en 2008-2009.

Le plan d'action proposé en 2003 par le gouvernement (évoqué dans la deuxième partie de cette demande) est basé sur quatre axes principaux :

- 1) la décentralisation;
- 2) une législation plus souple avec une plus grande liberté d'action pour les municipalités;
- 3) une diversification des sources de revenus;
- 4) le renouvellement des infrastructures.

Pour chacun des quatre axes d'intervention, les actions suivantes ont été entreprises.

1) La décentralisation

La décentralisation est un des quatre volets du Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale. Ce projet s'inscrit dans la volonté du gouvernement de revoir ses relations avec les régions et les municipalités et de renforcer les communautés locales qui représentent le palier de décision le plus rapproché des citoyennes et des citoyens.

Rappelons que ce projet a donné lieu, dans une première phase, à un changement de gouvernance régionale par la création en décembre 2003 des conférences régionales des élus (CRÉ) et par le transfert de la responsabilité des centres locaux de développement (CLD) aux municipalités régionales de comté (MRC).

Dans le cadre du Forum des générations en octobre 2004, le premier ministre a rendu publique la deuxième phase du projet qui comprend quatre volets, soit la décentralisation vers les municipalités, la régionalisation des services gouvernementaux, l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales et, enfin, la réalisation d'initiatives de partenariat. Les mandats relatifs aux quatre volets ont alors été attribués. Les travaux relatifs à la décentralisation sont menés de concert avec la Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la Ville de Montréal au sein de la Table Québec-Municipalités (TQM). Ceux portant sur les trois autres volets sont confiés à la Table Québec-régions (TQR). Pour concrétiser ses engagements, le gouvernement a signé deux protocoles d'entente, l'un avec la FQM et l'UMQ, l'autre avec les présidents des CRÉ.

La troisième phase a été amorcée, au cours de l'année 2006-2007, par notamment la signature de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour les années 2007-2013, l'annonce de la nouvelle *Politique nationale de la ruralité* 2007-2014 et la signature des pactes ruraux en découlant et, plus récemment, l'annonce dans le cadre du Discours sur le budget 2007-2008 de la *Stratégie pour le développement de toutes les régions, Des moyens accrus, une autonomie renforcée*.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 16

États de situation, études ou analyses effectuées par le MAMROT en 2008-2009 sur la décentralisation vers les municipalités et état d'avancement du plan d'action promis en 2003 par le gouvernement.

Mise en œuvre du protocole d'entente conclu avec les associations municipales en faveur de la décentralisation

- Lancement, le 9 décembre 2004, des travaux sur la décentralisation en même temps que ceux sur le pacte fiscal.
- Conclusion, en avril 2006, de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour les années 2007-2013.
- Tenue le 20 octobre 2006 d'une réunion de la TQM : entente de principe sur la mise en œuvre de bancs d'essai en matière de décentralisation vers les municipalités locales et les MRC et invitation aux partenaires à soumettre des propositions.
- En janvier 2007, à l'issue d'une consultation auprès de ses membres, dépôt par la FQM d'un rapport comprenant une cinquantaine de propositions de décentralisation en provenance de 23 MRC portant sur 14 thèmes ou compétences. Parmi ces propositions, 11 concernent la gestion des droits fonciers ou la gestion des sables et graviers sur les terres du domaine public.
- En décembre 2007, mandat confié, par le Conseil des ministres, à la ministre des Affaires municipales et des Régions et au ministre des Ressources naturelles et de la Faune pour enclencher les discussions avec les MRC concernées dans les domaines d'activités suivants : la délégation de la gestion des droits fonciers sur les terres du domaine public (baux de villégiature, d'abris sommaires et d'occupations temporaires); la gestion des sables et graviers du domaine public; la poursuite de la délégation de la gestion foncière et forestière sur les terres publiques intramunicipales.
- Pour concrétiser ce mandat, mise en place à l'hiver 2008 d'un groupe de négociation, sous la coordination du MAMR, qui comprend :
 - pour la partie gouvernementale, en plus du Ministère et du ministre des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du trésor;
 - pour la partie municipale, des représentants des deux associations municipales, soit la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ).
- Rencontres tenues avec la FQM et l'UMQ entre mai et septembre 2008.
- Signature le 24 septembre 2008 d'une entente de principe sur la décentralisation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier entre la ministre des Affaires municipales et des Régions, la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, le président de la Fédération québécoise des municipalités et le président de l'Union des municipalités du Québec.
- Mise en œuvre de l'entente de principe en cours et début prévisible du transfert des activités à compter de l'été 2009.

Mise en œuvre du protocole d'entente conclu avec les présidents de CRÉ (régionalisation, adaptation des normes et initiatives de partenariat)

- Le 12 novembre 2004, lancement à la TQR du mandat découlant du protocole d'entente entre le gouvernement et les CRÉ et invitation aux CRÉ à soumettre des propositions.
- Réception de 898 propositions en provenance de 18 CRÉ, dont 624 portent sur l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux (volet 3).
- Dans un premier temps, priorité accordée au traitement des propositions de volet 3 :
 - 1) présentation par 13 ministres concernés de leur stratégie de réponse dans le cadre de quatre réunions de la TQR;
 - 2) discussion en région sur les réponses détaillées entre les CRÉ et les ministères;
 - 3) mise en place de la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT), réunissant les sous-ministres adjoints responsables des affaires régionales ou territoriales.
- Près de 70% des propositions de volet 3 sont considérées comme réglées, soit par une mesure d'adaptation, soit après discussion entre le ministère et la CRÉ concernés.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 16

États de situation, études ou analyses effectuées par le MAMROT en 2008-2009 sur la décentralisation vers les municipalités et état d'avancement du plan d'action promis en 2003 par le gouvernement.

- Conformément à l'article 16 du protocole d'entente, rédaction par le MAMR, en collaboration avec les ministères concernés ainsi que les CRÉ, d'un rapport de la TQR sur la mise en œuvre du protocole d'entente conclu avec les CRÉ.
- Le 1^{er} juin 2007, dépôt du rapport final à la TQR.
- En juin 2007, présentation du rapport au Conseil des ministres et publication de celui-ci (document accessible sur le site Web du MAMR).
- Poursuite du projet dans le cadre de la mise en œuvre de la *Stratégie pour le développement de toutes les régions – Des moyens accrus, une autonomie renforcée*, annoncée dans le Discours sur le budget 2007-2008.

2) Une législation plus souple avec une plus grande liberté d'action pour les municipalités

La Loi sur les compétences municipales a été adoptée le 5 mai 2005 et elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Cette loi est un exemple de la démarche entreprise pour simplifier et rendre plus habilitantes les lois municipales. Les pouvoirs y sont décrits en des termes généraux et globalisants, tandis que le choix des moyens pour exercer les pouvoirs est laissé aux décideurs municipaux. Il en résulte une loi plus moderne qui a conduit à l'abrogation de centaines d'articles dans le Code municipal et la Loi sur les cités et villes. Afin de faciliter la mise en œuvre de la loi, le Ministère a produit des documents d'information destinés aux élus et aux administrateurs municipaux. Il a aussi collaboré aux sessions de formation sur la nouvelle loi, organisées notamment par l'Union des municipalités du Québec.

3) Une diversification des sources de revenus

Une première suite donnée à cet élément a consisté en la signature, en avril 2006, de l'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités. Les sommes prévues par l'Entente représentent 3,8 milliards \$ pour la période 2007-2013 et elles passeront progressivement de 389 M\$ en 2006 (dernière année du pacte fiscal précédent) à 747 M\$ en 2013. Ces sommes permettront d'assurer le maintien de certaines mesures du pacte fiscal précédent, d'en bonifier certaines autres, comme la péréquation, et de mettre en place une nouvelle mesure de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) payée par les municipalités, qui prévoit l'atteinte d'un taux de remboursement de 100 % en 2013. En plus de ces transferts financiers du gouvernement, l'Entente comprend diverses mesures ayant une incidence sur les revenus autonomes et les charges financières des municipalités.

Parmi les suites apportées à l'Entente 2007-2013, soulignons l'entrée en vigueur, à compter de 2008, d'une formule révisée de péréquation et l'introduction, à compter de 2009, du pouvoir des municipalités et des MRC de percevoir des droits auprès des exploitants de carrières et de sablières. De plus, les travaux se poursuivent en vue d'assurer la mise en œuvre d'une taxe municipale pour le financement du service 9-1-1.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 16

États de situation, études ou analyses effectuées par le MAMROT en 2008-2009 sur la décentralisation vers les municipalités et état d'avancement du plan d'action promis en 2003 par le gouvernement.

D'autres événements ont également une incidence en matière de diversification des revenus municipaux. Ainsi, le projet de loi 22, adopté en juin 2008, a prévu des dispositions ayant pour effet d'accroître la latitude de la Ville de Montréal en matière fiscale, mais la ville ne s'en est pas encore prévalu en 2009. Par ailleurs, à la rencontre de la TQM du 7 décembre 2007, l'UMQ, la FQM et la Ville de Montréal ont déposé une résolution sollicitant la participation gouvernementale à un comité municipal devant se pencher sur la question de la diversification des revenus municipaux. Le MAMROT et le MFQ ont accepté d'y participer à titre d'observateurs, mais sont encore en attente d'une première convocation.

4) Le renouvellement des infrastructures

Les principales actions réalisées sont les suivantes :

- Poursuite par le Ministère de la gestion des programmes dont il a la responsabilité notamment le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale et le Transfert de la taxe sur l'essence et contribution du Québec.
- Dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS), des négociations ont eu cours avec le gouvernement fédéral pour le projet de mise aux normes des usines de traitement de l'eau potable de la Ville de Montréal. L'entente a été signée par le Québec le 19 décembre 2007 et par le fédéral le 6 août 2008. Un protocole d'entente entre la Ville et le MAMR a été signé le 9 octobre 2008. Pour le projet de contrôle des débordements d'eaux usées et de renaturalisation des berges de la rivière Saint-Charles à Québec, l'entente entre la Ville de Québec et le Ministère a été signée le 22 janvier 2008.
- Signature de l'entente Canada-Québec sur l'infrastructure le 3 septembre 2008. Cette entente prévoit des fonds fédéraux pour la taxe sur l'essence, pour la mise en œuvre du Fonds Chantiers Canada et pour le Financement de base. Des discussions sont en cours entre les gouvernements pour la conclusion d'une entente relativement à la mise en œuvre du Fonds Chantiers Canada.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 17

Liste des responsabilités ayant été identifiées par les ministères comme pouvant être décentralisées vers les régions.

La décentralisation est l'un des quatre volets du Projet gouvernemental de renforcement de l'autonomie régionale et municipale. Ce projet découle de la volonté du gouvernement de revoir ses relations avec les municipalités et les régions et de renforcer les communautés locales qui représentent le palier de décision le plus rapproché des citoyens. Il a fait l'objet d'un protocole d'entente entre le gouvernement et les deux associations municipales dans le cadre du Forum des générations d'octobre 2004. Le protocole retient au nombre des principes devant guider la démarche de décentralisation le transfert des « responsabilités vers les municipalités avec les ressources appropriées et requises pour les assumer dans le temps ».

Le protocole prévoit que les travaux se réalisent conjointement par le gouvernement et les associations municipales sous l'égide de la Table Québec-municipalités (TQM) qui regroupe aussi des représentants de la Ville de Montréal. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) est responsable des discussions sur la décentralisation, en collaboration avec les ministères sectoriels concernés.

Principales actions menées à ce jour

- Lancement, lors de la TQM du 9 décembre 2004, des travaux sur la décentralisation en même temps que ceux sur le pacte fiscal.
- Conclusion, en avril 2006, de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour les années 2007-2013.
- À la TQM du 20 octobre 2006, entente de principe sur la mise en œuvre de bancs d'essai en matière de décentralisation vers les municipalités locales et les MRC.
- À l'issue d'une consultation menée par la Fédération québécoise des municipalités (FQM) auprès de ses membres, il y a eu dépôt à la ministre des Affaires municipales et des Régions en janvier 2007 d'un rapport sur les bancs d'essai pour la décentralisation, comprenant une cinquantaine de propositions en provenance de 23 municipalités régionales de comté (MRC) portant sur 14 thèmes ou compétences.
- En décembre 2007, mandat confié, par le Conseil des ministres, à la ministre des Affaires municipales et des Régions et au ministre des Ressources naturelles et de la Faune pour enclencher les discussions avec les MRC concernées dans les domaines d'activités suivants : la délégation de la gestion des droits fonciers sur les terres du domaine public (baux de villégiature, d'abris sommaires et d'occupations temporaires); la gestion des sables et graviers du domaine public; la poursuite de la délégation de la gestion foncière et forestière sur les terres publiques intramunicipales.
- Pour concrétiser ce mandat, mise en place à l'hiver 2008 d'un groupe de négociation, sous la coordination du MAMR, qui comprend :
 - pour la partie gouvernementale, en plus du Ministère et du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du trésor;
 - pour la partie municipale, des représentants des deux associations municipales, soit la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ).

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 17

Liste des responsabilités ayant été identifiées par les ministères comme pouvant être décentralisées vers les régions.

Signature d'une entente de décentralisation

Le 25 septembre 2008, Mme Nathalie Normandeau et Mme Julie Boulet, alors ministre des Transports et ministre des Ressources naturelles et de la Faune, annonçaient, en compagnie de M. Robert Coulombe, président de l'UMQ et de M. Bernard Généreux, président de la FQM, la signature d'une entente de décentralisation visant à confier aux MRC de nouvelles responsabilités. Les activités décentralisées généreront des revenus bruts estimés à près de 56 millions de dollars sur 5 ans, partagés entre le gouvernement du Québec et les MRC.

Le gouvernement procédera à la décentralisation de la gestion de certains droits fonciers (baux de villégiature, d'abri sommaire et d'occupation temporaire) de même qu'à celle de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres de l'État au profit des MRC et des municipalités hors MRC, selon les paramètres établis dans l'entente. Le gouvernement poursuivra également la délégation de la gestion foncière et forestière sur les terres publiques intramunicipales.

D'une période de cinq ans, cette entente de décentralisation consacre, sur le plan financier, le principe d'un partenariat entre le gouvernement et le milieu municipal fondé sur un partage moitié-moitié des revenus et des dépenses associés aux activités déléguées.

La mise en œuvre de l'entente de principe est en cours et le début prévisible du transfert des activités est prévu à compter de l'été 2009.

Rencontre Table Québec-municipalités (TQM)

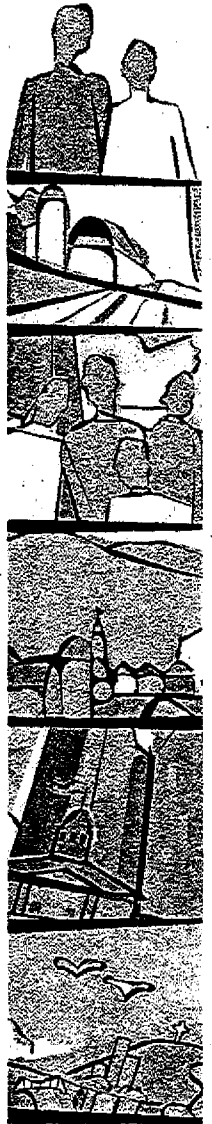
Le 9 mai 2008

Hôtel Palace Royal, Salle Amboise/Valençay, Québec

9 h 30 à 15 h

Projet d'ordre du jour (version du 1^{er} mai 2008)

1. Ouverture de la rencontre et adoption de l'ordre du jour
2. Suivi du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (M. Laurent Lessard)
3. Consultation publique pour la révision de la Loi sur les biens culturels (Mme Christine St-Pierre)
4. Décentralisation (Mme Nathalie Normandeau)
5. Sujets abordés par les partenaires municipaux
 - ✓ Occupation dynamique du territoire
 - ✓ Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées
 - ✓ Mise en œuvre de l'Entente de partenariat fiscal et financier (droits sur les carrières et sablières; tarification 9-1-1)
 - ✓ Fonds Chantier Canada : état des discussions avec le gouvernement du Canada
 - ✓ Révision de la carte électorale québécoise
6. Divers suivis et dépôt de documents
 - ✓ Adoption du compte rendu de la réunion de la TQM du 7 décembre 2007 et suivi
 - ✓ Suivi des travaux des comités de travail sectoriels :
 1. Comité permanent de liaison Environnement-Municipalités
 2. Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal
 3. Comité de liaison Agriculture-Municipalités
 - ✓ Dépôt d'une nouvelle version des modalités de fonctionnement de la TQM
7. Points d'information sur d'autres dossiers
 - ✓ Problématique de la hausse des valeurs foncières dans certains secteurs
 - ✓ Omnibus du printemps 2008
 - ✓ Date des élections municipales
 - ✓ TQR : dépôt de documents (ordre du jour et compte rendu)



Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #18

Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalité en 2008-2009. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2009-2010.

Au cours de l'année 2008-2009, la Table Québec-Municipalités (TQM) s'est réuni à deux reprises :

- ♦ le 9 mai 2008, à l'Hôtel Palace Royal, à Québec;
- ♦ le 31 octobre 2008, à l'Hôtel Intercontinental, à Montréal.

L'ordre du jour de la rencontre du 9 mai 2008 et le compte rendu (qui comprend la liste des personnes présentes) sont joints en annexes.

L'ordre du jour de la rencontre du 31 octobre 2008 ainsi que la liste des personnes présentes sont joints en annexe. Le compte rendu de cette réunion sera déposé à la prochaine réunion de la TQM pour adoption.

Au cours de l'année 2009-2010, la TQM devrait se réunir à deux reprises, soit le 1^{er} mai 2009 à Québec et à l'automne (date à déterminer).

PROJET DE COMPTE RENDU
DE LA RÉUNION DE LA TABLE QUÉBEC-MUNICIPALITÉS DU 9 MAI 2008
TENUE À L'HÔTEL PALACE ROYAL, À QUÉBEC

Membres présents :

Mme Nathalie Normandeau,
ministre des Affaires municipales et des Régions

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

M. Bernard Généreux, président
M. Serge Fortin, 1er vice-président, préfet élu MRC
Témiscouata
M. Pierre Gaudet, 2e vice-président, maire d'Aston-Jonction
Mme Réjane T. Salvail, mairesse de Sainte-Anne-de-Sorel
M. Gilles Plante, maire de McMasterville
M. Paul Sarrazin, maire de Sainte-Cécile-de-Milton
M. Michel Giroux, maire de Lac-Beauport, préfet MRC La
Jacques Cartier

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

M. Robert Coulombe, président et maire de Maniwaki
M. François Picard, vice-président du comité exécutif de
Québec en remplacement de M. Régis Labeaume, maire
M. Gilles Vaillancourt, maire de Laval, président du caucus
des municipalités de la Métropole
M. Marc Bureau, maire de Gatineau, président du caucus des
grandes villes
M. Éric Forest, maire de Rimouski, président du caucus des
villes d'agglomération
M. Jean-Guy Desrosiers, maire de Montmagny, pour le
caucus des municipalités de centralité
M. Jean Perras, maire de Chelsea, président du caucus des
municipalités locales

VILLE DE MONTRÉAL

M. Claude Dauphin, vice-président du comité exécutif et
responsable des relations gouvernementales

Personnes accompagnant les délégations :

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

M. Jean-Paul Beaulieu, sous-ministre
M. Marc Croteau, sous-ministre adjoint aux politiques
M. Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires
régionales et municipales
M. Jean Séguin, sous-ministre adjoint à la métropole
M. Bruno Lortie, directeur de cabinet
Mme Guylaine Marcoux, cabinet de la ministre
M. Yves Bernier, cabinet de la ministre
M. Claude Duplain, cabinet de la ministre
M. Michel Binette, cabinet de la ministre
M. Vincent Lehouillier, cabinet du Premier ministre
Mme Monique Desrochers, secrétariat de la TQM

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

Mme Ann Bourget, directrice générale
M. Nicolas Fleury, conseiller recherche et politiques
M. Denis Bergeron, conseiller, recherche et politiques
M. Dany Rousseau, directeur des communications

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Mme Peggy Bachman, directrice générale
M. François Sormany, directeur des communications et du
marketing
Mme Josée-Maryse Sauvageau, conseillère aux
communications
M. Jasmin Savard, conseiller aux politiques, responsable des
dossiers de fiscalité et finances municipales

VILLE DE MONTRÉAL

M. Claude Léger, directeur général
M. Stéphane Forget, directeur de cabinet
M. Robert Cassius de Linval, directeur principal des affaires
corporatives

Personnes invitées :

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

M. Laurent Lessard, ministre
Mme Manon Lecours, cabinet du ministre
M. Jocelyn Cantin, sous-ministre adjoint de la Direction générale du développement régional et
du développement durable
M. Marc-André Bertrand, professionnel

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Mme Christine St-Pierre, ministre
Mme Marie-Lise Tremblay, cabinet de la ministre
M. Gérald Grandmont, chargé de mission, Livre vert Patrimoine
M. Louis Vallée, sous-ministre adjoint aux Politiques, au Patrimoine, à la Muséologie et aux
Communications

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

M. Denys Jean, sous-ministre
M. Alain Labonté, chef du service de la qualité et des normes

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS

M. Louis Germain, directeur des politiques en milieu terrestre

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

Mme Sylvie Desaulniers, directrice de la coordination des interventions régionales
M. Jacques Desmarais, bureau du sous-ministre
M. Mario Gagné, directeur des politiques municipales et de la recherche
M. Bernard Guay, directeur des politiques fiscales et économiques
M. Jean Guay, directeur des communications
M. Jean Nadeau, direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme
M. Jacques A. Tremblay, directeur des infrastructures
Mme Lucie Poulin, secrétariat de la TQM
Mme Aline Bolduc, secrétariat de la TQM

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Mme Suzanne Giguère, secrétaire adjointe
Jean-Claude Cloutier, analyste

MINISTÈRE DES FINANCES

M. Marc Grandisson, directeur général des politiques locales et autochtones et de l'optimisation
des revenus

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ouverture de la rencontre et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> ❖ La ministre, Mme Nathalie Normandeau, souhaite la bienvenue à tous les élus municipaux et les personnes les accompagnant. Elle invite les personnes l'accompagnant à se présenter. ❖ La ministre propose d'ajouter au point 7 de l'ordre du jour (<i>Points d'information sur d'autres dossiers</i>), le Plan stratégique du ministère des Affaires municipales et des Régions ❖ Les partenaires municipaux proposent d'ajouter au point 5 (<i>Sujets abordés par les partenaires municipaux</i>) les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ La reprise des ponts municipaux; ➤ Le plan de gestion des matières résiduelles; ➤ Le Comité tripartite sur la diversification des sources de revenus des municipalités. ❖ Pour les deux premiers sujets proposés par les partenaires municipaux, la ministre indique qu'on va contacter les ministères concernés, soit le ministère des Transports (MTQ) et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), afin de les inviter à mandater un de leur représentant à la présente rencontre. ❖ L'ordre du jour de la réunion est adopté avec les ajouts proposés. 	
2. Suivi du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Laurent Lessard, invite les partenaires municipaux à prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (rapport Pronovost), qui contient 49 recommandations. À la lumière de ce rapport, le gouvernement propose une vision d'avenir du secteur agricole et agroalimentaire qui a pour mission première de nourrir la population du Québec. Cette vision se veut mobilisatrice. Les premières priorités de travail (2008-2009) du MAPAQ s'inscrivant dans cette vision s'articulent autour de trois grands enjeux. Sont énoncés ces trois enjeux avec quelques exemples de priorités de travail. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapprocher le secteur des citoyens-consommateurs : mise en valeur des aliments du Québec (stratégie « Québec dans votre assiette! », développement des circuits courts de commercialisation, des secteurs en émergence, etc.), offre d'aliments sains, respect de l'environnement. ➤ Renforcer la capacité concurrentielle des entreprises : positionnement du Québec sur la scène internationale, plan d'action pour la recherche et l'innovation, plan d'action en faveur de la relève. ➤ Moderniser les grands piliers de l'agriculture : chantier de travail sur la sécurité du revenu agricole, mise en valeur de la mise en marché collective, chantier de travail sur 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>l'occupation dynamique du territoire et les usages complémentaires, soutien dans l'élaboration de plans de développement de la zone agricole (projets pilote), élaboration d'un projet de politique agricole et agroalimentaire.</p> <p>M. Lessard mentionne que des MRC seront invitées à élaborer des plans de développement de leur zone agricole. Il y aura des appels de propositions pour les soutenir dans l'élaboration des plans de développement de la zone agricole.</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les commentaires des partenaires municipaux. <ul style="list-style-type: none"> ➤ La Fédération québécoise des municipalités (FQM) reçoit avec grand intérêt la proposition de travailler à l'élaboration des plans de développement de la zone agricole. La notion d'occupation du territoire agricole s'inscrit dans la demande de la FQM à l'effet que le Québec se dote d'une politique d'occupation du territoire qui englobe les différentes stratégies territoriales sectorielles. L'agriculture de proximité participe à l'objectif de favoriser l'économie locale. ➤ Il faudra être vigilant et éviter de se retrouver avec un nouveau niveau de planification. On doit avoir le souci de la cohérence et de l'intégration des différentes planifications territoriales. L'aménagement du territoire demeure une responsabilité municipale. On questionne le fait que le plan de développement de la zone agricole devra être soumis à la Commission de protection du territoire agricole. ➤ L'Union des municipalités du Québec (UMQ) est également d'accord avec l'objectif de miser sur une agriculture de proximité qui participe au développement des communautés. Le milieu municipal souhaite être impliqué dans les différents chantiers de travail et non pas seulement associé. ❖ M. Lessard mentionne que la compétition n'est pas au Québec. Il faut mettre en valeur ensemble le plein potentiel agroalimentaire du Québec. Il faut accentuer le partenariat et la cohérence entre le milieu agricole et le milieu municipal. M. Lessard conclut en invitant les représentants municipaux à être des leaders dans leur partenariat. 	
<p>3. Consultation publique pour la révision de la Loi sur les biens culturels</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❖ La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Mme Christine St-Pierre présente les grandes lignes du Livre vert sur la révision de la Loi sur les biens culturels qui fait actuellement l'objet d'une consultation publique qui se terminera en juin prochain. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le projet du Livre vert propose une approche préventive plutôt qu'une approche réactive en matière de protection du patrimoine. 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le champ d'application serait élargi pour inclure, en plus du patrimoine culturel (immeubles, bien meubles et territoires), le patrimoine immatériel et les paysages patrimoniaux. Concernant les paysages patrimoniaux, il se dégage de la consultation en cours qu'il faudra procéder avec prudence et privilégier une approche de reconnaissance issue d'une concertation locale et régionale. ➤ Les statuts de protection seraient simplifiés pour ne comprendre que le classement gouvernemental ou ministériel et la citation municipale. ➤ La Commission des biens culturels serait remplacée par le Conseil du patrimoine, dont la fonction serait axée sur un rôle conseil à la ministre. À Montréal, on propose une approche de concertation entre le futur Conseil du patrimoine (du Québec) et le Conseil du patrimoine de Montréal. ➤ Au plan financier, le Livre vert propose la pérennisation du Fonds du patrimoine, lequel couvre déjà les biens cités de même que les biens patrimoniaux inscrits dans un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) (d'une municipalité). Il est même possible d'en décentraliser la gestion par entente avec les municipalités. ➤ Lors de la consultation, les représentants des milieux patrimonial et culturel ont exprimé des inquiétudes relativement au fait que les municipalités subissent des pressions des promoteurs. ➤ Les municipalités sont des partenaires incontournables du MCCCCF. Le Ministère a signé pour 97 M\$ d'ententes avec les municipalités en trois ans. Il y a 109 politiques culturelles municipales en vigueur qui couvrent 72 % de la population du Québec. ➤ Mme St-Pierre conclut en mentionnant que ce projet de loi est important. Si tout va bien, une Commission parlementaire se tiendra à l'automne prochain. ❖ Les commentaires des partenaires municipaux. <ul style="list-style-type: none"> ➤ La question des paysages est importante. La FQM souligne le besoin d'arrimage entre les différentes orientations des ministères touchant les paysages, soit les dispositions prévues dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme qui relève du MAMR, le concept de paysage humanisé dans la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, qui relève du MDDEP, et la future Loi sur le patrimoine culturel qui relèvera du MCCCCF. ➤ L'UMQ souligne que la culture est un des éléments fondamentaux qui caractérisent les différentes communautés. Les paysages, le patrimoine généalogique sont des enjeux importants pour les milieux. On doit miser sur un partenariat volontaire des municipalités 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>et offrir des mesures incitatives.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La Ville de Montréal reçoit très favorablement le projet de loi et de façon plus particulière les recommandations visant à accroître l'autonomie des municipalités. ➤ L'UMQ propose la mise en place d'un groupe de travail avec les représentants municipaux afin de moderniser les ententes avec le MCCC. ➤ Concernant les ententes de partenariat conclues dans le cadre du programme Villes et Villages d'art et de patrimoine (VVAP), la FQM propose de développer des outils afin de doter les régions d'une meilleure expertise. 	
4. Décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> ❖ La ministre mentionne que les discussions sur la décentralisation sont en cours. Conformément au mandat de négociation accordé par le Conseil des ministres, des rencontres ont été tenues entre les représentants des ministères concernés, soit le ministère des Affaires municipales et des Régions, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du trésor afin de déterminer un cadre de négociation. Une première rencontre avec les représentants municipaux, FQM et UMQ, a eu lieu le 5 mai dernier. L'objectif visé est de convenir d'une entente globale avec les associations municipales d'ici le Congrès annuel de la FQM de l'automne prochain. Par après, on poursuivra les discussions pour convenir d'ententes de gestion avec les MRC. On va inviter l'ensemble des MRC d'une région sur les objets de décentralisation en discussion. ❖ M. Robert Sauvé précise que, dans un premier temps (période de 3 à 5 ans), on serait en mode « banc d'essai » : la compensation versée serait établie sur la base des coûts de gestion, avec un montant incitatif à négocier; les coûts de transition seraient pris en charge par le gouvernement. Dans un deuxième temps, on pourrait envisager une approche de décentralisation plus effective, basée sur les revenus. ❖ Les commentaires des partenaires municipaux. <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'approche préconisée pour les trois objets discutés (terres publiques intramunicipales, gestion des sables et graviers, gestion des droits fonciers) est plutôt de l'ordre d'une délégation de gestion que d'une réelle décentralisation. ➤ On demande une vraie décentralisation : gestion des activités, revenus, entente sur la mise en valeur du territoire. ➤ Le milieu municipal a démontré sa capacité de gestion, notamment dans le cas des terres publiques intramunicipales. Nous sommes prêts pour une réelle décentralisation. 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ On mentionne qu'il y a une confusion totale au niveau local à l'égard des différentes approches menées par le gouvernement en matière de décentralisation, de régionalisation. ❖ À la suite des échanges intervenus avec les partenaires municipaux au sujet des trois objets de décentralisation en discussion, Mme Normandeau demande à l'équipe de négociation de revoir la stratégie selon une approche basée sur les revenus plutôt que sur les coûts de gestion. ❖ La ministre conclut en suggérant qu'il y aurait lieu de s'entendre sur un plan de communication. Pour faciliter la compréhension des démarches, on pourrait même dresser un lexique. C'est un défi d'adopter des politiques de décentralisation. On doit faire en sorte que le débat sorte du gouvernement et s'exprime par la réalisation de projets concrets de décentralisation. On doit convenir d'une entente de décentralisation avant le Congrès de la FQM de l'automne prochain. ❖ La prochaine rencontre de négociation de niveau technique avec les représentants municipaux est prévue le 2 juin 2008. 	
5. Sujets abordés par les partenaires municipaux	<p><i>Occupation dynamique du territoire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les deux associations municipales sont fortement intéressées par la question de l'occupation dynamique du territoire québécois. L'UMQ a publié en mai 2007 « Le plan d'action pour l'occupation de tout le territoire québécois pour un avenir viable de l'ensemble du territoire ». La FQM a publié en février 2008 le document pour une « Politique d'occupation dynamique du territoire ». ❖ Devant cet intérêt, il a été convenu, lors de la réunion du Comité technique de la TQM du 17 avril 2008, de mener des travaux conjoints sur ce sujet, FQM, UMQ et Ville de Montréal, coordonnés par M. Robert Sauvé. ❖ Les commentaires des partenaires municipaux. <ul style="list-style-type: none"> ➤ La FQM indique qu'il y aurait lieu de définir une politique d'occupation du territoire du Québec, une démarche coordonnée impliquant l'ensemble des ministères et des régions. Il faudrait en faire un débat public. ➤ LUMQ mentionne qu'on devrait réunir tous les ministères agissant sur l'occupation du territoire, ce qui permettrait de développer une vision stratégique d'ensemble des interventions gouvernementales territoriales. ❖ La ministre précise que le gouvernement n'a pas attendu d'avoir une politique d'ensemble pour agir sur l'occupation du territoire. Les actions en cours, comme la Politique nationale de la 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>ruralité, le Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées, le prouvent. D'accord pour la mise en place d'une table de réflexion sur l'occupation du territoire avec les associations municipales, mais il ne faut oublier qu'il y a plusieurs autres priorités en cours.</p> <p><i>Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ La ministre mentionne que le Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées devrait être rendu public en juin 2008. Une deuxième rencontre d'échanges entre les membres du Comité interministériel et les représentants municipaux devrait avoir lieu d'ici la fin mai pour présenter les grandes lignes du plan d'action. On attend des données du recensement de 2006 pour compléter certains travaux. Des engagements précis ont déjà été annoncés dans le cadre du Discours du budget du printemps 2008 : un montant de 50 M\$ pour les territoires en difficulté, se détaillant en une majoration de 38 M\$ du Fonds de soutien aux territoires en difficulté destinés aux municipalités dévitalisées et 12 M\$ destinés spécifiquement à la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Enfin, un montant de 20 M\$ a été alloué pour l'accès à Internet haute vitesse. ❖ Les commentaires des partenaires municipaux. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Il y a beaucoup d'attentes dans le milieu à l'égard de ce plan d'action. Il va falloir gérer ensemble les attentes et prévoir une stratégie de communication. ➤ Deux éléments doivent notamment être pris en considération dans le plan d'action: la bonification des mesures d'accompagnement à l'intention des municipalités dévitalisées et le développement économique. ❖ La ministre précise qu'il s'agit du début d'une démarche. Ce qui est extrêmement important c'est que le dossier des municipalités dévitalisées est devenue une priorité gouvernementale. <p><i>Mise en œuvre de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier (droits sur les carrières et sablières; tarification 9-1-1)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les dispositions législatives visant à mettre en œuvre l'engagement relatif à l'imposition de droits municipaux aux exploitants de carrières et des sablières devraient être incluses à l'intérieur du projet Omnibus de ce printemps, pour mise en vigueur en janvier 2009. La redevance de 0,50\$/tonne métrique serait applicable à toutes les carrières et sablières, sur terres privées et publiques. Seraient cependant exclues les matières servant à alimenter des usines, comme les cimenteries, sans être transportées par les voies municipales, mais le béton préparé et l'asphalte seraient inclus. ❖ Les dispositions législatives concernant le financement des centres d'appel du 9-1-1 devraient 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>aussi être incluses à l'intérieur du projet Omnibus de ce printemps, pour application au début de 2009. Le véhicule retenu est une taxe municipale spécifique applicable à l'ensemble des abonnés et perçue de façon obligatoire par les fournisseurs de téléphonie. Ceux-ci remettront les sommes perçues au ministère du Revenu qui, à son tour, transférera les sommes à un organisme désigné sous responsabilité municipale, dont les modalités de gestion restent à être définies avec les partenaires municipaux.</p> <p>Fonds Chantier Canada : état des discussions avec le gouvernement du Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ La ministre informe que les discussions avec le gouvernement du Canada, sous la responsabilité du ministère des Finances, sont avancées. On souhaite conclure le tout avant l'été. ❖ Les partenaires municipaux souhaitent être informés des modalités d'attribution des fonds. <p>Révision de la carte électorale québécoise</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les partenaires municipaux sont très préoccupés par les propositions de révision de la carte électorale qui viendraient réduire le nombre de comtés en région. On demande de surseoir aux consultations en cours menées par le Directeur général des élections du Québec. ❖ La ministre mentionne que, pour cela, il fallait apporter un amendement à la loi, ce que le gouvernement souhaitait faire le temps d'examiner les autres solutions possibles. Le gouvernement n'a pu obtenir l'accord de l'opposition pour présenter cet amendement. ❖ L'augmentation du nombre de comtés est discutée comme solution pouvant préserver le poids politique des régions tout en corrigeant les écarts de représentativité entre les comtés urbains et les comtés des régions périphériques. La FQM considère que cette solution doit être examinée dans le cadre d'une réforme des institutions visant à concilier les notions de représentativité démocratique et territoriale. Pour sa part, l'UMQ indique que cette question sera soumise à la prochaine réunion de son conseil d'administration en vue d'une prise de position par résolution. <p>Reprise des ponts municipaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ M. Denys Jean, sous-ministre aux Transports, accompagné de M. Alain Labonté, se joint à la réunion afin d'échanger sur le sujet de la reprise par le gouvernement des ponts municipaux, nouveau sujet proposé par les partenaires municipaux. ❖ Le décret de janvier 2008 fait en sorte que le ministère des Transports (MTQ) prend en charge les ponts sur le réseau municipal pour les municipalités qui comptaient moins de 100 000 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>habitants au 31 janvier 2001. Le maire de la Ville de Laval, M. Vaillancourt, indique qu'il est inéquitable que les grandes villes, dont Laval et Montréal, soient exclues pour une question de date. Pour sa part, M. Dauphin, de la Ville de Montréal, souligne que les travaux sur les ponts du MTQ induisent des coûts à la ville, alors qu'ils ne sont pas programmés par elle. En effet, la ville est responsable de la surface de roulement, de l'éclairage, des trottoirs et des dispositifs de retenue, tous des équipements qui sont souvent touchés par des travaux de réfection de la structure.</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ M. Jean rappelle, qu'en plus de la reprise des 4 481 ponts municipaux, le ministère a repris près d'une vingtaine de ponts dits stratégiques situés les grandes villes, des ponts importants et coûteux. Le MTQ travaille donc sur la base de ces deux filières mais est ouvert à examiner la situation des grandes villes. Il propose donc une rencontre avec les grandes villes concernées, soit Montréal, Laval, Longueuil, Québec et Gatineau, pour discuter de cette problématique et examiner les avenues de solution. ❖ Par ailleurs, M. Généreux rapporte qu'il s'attendait à une reprise complète, structures et chaussées, des ponts par le MTQ, suite au décret de janvier 2008. Cependant, le protocole d'entente proposé aux municipalités pour signature comporte des dispositions de partage de responsabilités entre les municipalités et le MTQ. Certaines municipalités ont reçu un avis juridique recommandant de ne pas signer ce protocole. ❖ M. Jean précise que le MTQ applique la recommandation du rapport de la Commission Johnson qui prévoit un partage des responsabilités, le protocole doit donc comprendre des dispositions à cet égard. Le MTQ va examiner le projet d'entente et apporter, s'il a un problème d'ordre juridique, les corrections appropriées. Il est important qu'il n'y ait pas de malentendu sur les responsabilités de chacun. ❖ Parmi les autres sujets abordés, il est fait mention du Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal, prévu au point 6 de l'ordre du jour, <i>Suivi des travaux des comité de travail sectoriel</i>. M. Jean mentionne qu'au cours de la dernière année les travaux du comité n'ont pas progressé au rythme souhaité compte tenu de tous les autres dossiers menés, dont la Commission Jonhson. Une rencontre du comité est prévue en juin prochain. ❖ En suite du Colloque sur le transport collectif en milieu rural qu'elle a tenu au début du mois de mai, la FQM fait part de sa préoccupation que le transport collectif en milieu rural soit abordé en dehors des enjeux de transport en commun dans les grandes villes. M. Jean invite la FQM à discuter de ce sujet lors de la prochaine réunion du Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal, prévu en juin prochain. 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Enfin, M. Dauphin de la Ville de Montréal mentionne que la récupération des amendes au Code de la sécurité routière préoccupe beaucoup la ville. M. Jean précise qu'un mandat a été donné à la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) à ce sujet. ❖ Les membres de la TQM remercient M. Denys Jean de s'être déplacé aussi rapidement. <p>Gestion des matières résiduelles</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ M. Louis Germain, directeur des politiques en milieu terrestre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des parcs (MDDEP), se joint à la réunion afin d'échanger sur le sujet de la gestion des matières résiduelles, nouveau sujet proposé par les partenaires municipaux. ❖ Deux aspects préoccupent fortement le milieu municipal : la mise en œuvre des plans de gestion des matières résiduelles (PGMR) et les compensations financières. ❖ Le MDDEP est conscient des préoccupations des municipalités. Pour soutenir la mise en œuvre des PGMR, deux outils financiers sont à leur disposition : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles dont 85 % des revenus perçus sont retournés aux municipalités (soit environ 55 M\$ annuellement). Au cours des travaux de la Commission sur les transports et l'environnement sur la gestion des matières résiduelles, plusieurs intervenants ont fait ressortir la nécessité de majorer la redevance actuellement établie à 10 \$/tonne métrique. Cette option sera examinée par le MDDEP dans le cadre de la réflexion en cours sur une nouvelle politique de gestion des matières résiduelles. ➤ Le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles. Tel que prévu dans l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier 2007-2013, le régime de compensation devrait tendre vers une compensation de 100% des coûts nets de la collecte sélective d'ici 2010. La compensation versée actuellement aux municipalités s'élève à près de 55 M\$ annuellement. ❖ La mise en œuvre des PGMR est très préoccupante pour le milieu municipal. L'atteinte des objectifs sera difficile. Il faudrait revoir les échéances. Les inquiétudes soulevées portent sur le cumul des exigences, les inconnus entourant la nouvelle politique de gestion des matières résiduelles, la nécessité pour les municipalités de faire des choix engageant dans le contexte où la technologie se développe très rapidement. Le milieu municipal est inconfortable, certaines municipalités sont prêtes d'autres pas. L'atteinte des objectifs requièrent des investissements 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>importants pour les municipalités ce qui génèrent une forte pression sur le cadre financier, donc sur l'impôt foncier. Les municipalités ont besoin d'une aide financière spécifique. Pour les municipalités, l'enjeu financier est comparable à celui de l'assainissement des eaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les municipalités ont besoin d'aide (soutien technique) pour faire les choix technologiques appropriés. Il est mentionné que des municipalités paient pour des études similaires, déjà réalisées par d'autres municipalités, ou encore que des déplacements à l'étranger ont lieu alors que l'information existe déjà dans une autre région, tout près. ❖ Le MDDEP, à l'instar des municipalités, constate que les nouvelles technologies de traitement des matières résiduelles se développent rapidement et qu'il est effectivement complexe d'identifier celles qui sont les plus performantes sur les plans technique, économique et environnemental. Certaines de ces technologies, notamment les traitements thermiques de plus en plus en vogue, bien que prometteuses, n'ont pas nécessairement faites leurs preuves. Il n'est pas clair n'ont plus que les technologies dites de valorisation en sont vraiment. Dans certains cas, il peut s'agir d'élimination par destruction thermique. Afin de voir plus clair dans tout cela, Réseau Environnement, conjointement avec le MDDEP, le MDEIE et Recyc-Québec, tiendra le 27 mai prochain à Saint-Hyacinthe une journée d'information et d'échanges sur la valorisation des matières résiduelles à laquelle le monde municipal est convié; ❖ Plusieurs avenues sont évoquées pour répondre à cette préoccupation : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Publication d'un Muni-Express sur les choix technologiques; ➤ Réalisation d'études en commun; ➤ Partage des études réalisées (exemple, la Ville de Montréal est disposée à partager les études qu'elle réalise en matière d'équipements performants en vue de réduire les gaz à effet de serre); ➤ Assistance possible du MDDEP (des réflexions sont menées avec des experts pour déterminer les orientations et les technologies les plus performantes). ➤ Mise en place d'un lien sur le site Web du MDDEP vers les sites des municipalités afin de faciliter les échanges et fournir des outils d'information. ➤ Rencontre du MDDEP avec les représentants municipaux pour trouver des solutions. ❖ En bref, les municipalités ont besoin de soutien technique pour faire des choix technologiques éclairés et une aide financière à l'investissement pour atteindre les objectifs des PGMR. La ministre, Mme Nathalie Normandeau, informera sa collègue Mme Line Beauchamp, ministre 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, des préoccupations formulées par les municipalités en regard des PGMR.</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les membres de la TQM remercient M. Louis Germain de s'être déplacé aussi rapidement. Celui-ci mentionne qu'il fera rapport à la ministre, Mme Line Beauchamp. <p><i>Comité tripartite sur la diversification des sources de revenus des municipalités</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les représentants municipaux informent que le Comité tripartite sur la diversification des revenus, composé de représentants de la FQM, de l'UMQ et de la Ville de Montréal, et sur lequel le MAMR et le ministère des Finances ont accepté de siéger comme observateurs, devrait être convoqué dans un avenir prochain. 	
<p>6. Divers suivis et dépôt de documents</p>	<p><i>Adoption du compte rendu de la réunion de la TQM du 7 décembre 2007 et suivi</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Le compte rendu de la TQM du 7 décembre 2007 est adopté tel que déposé. <p><i>Suivi des travaux des comités de travail sectoriels</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Deux fiches d'information sont déposées sur l'état des travaux des deux comités sectoriels suivants : le Comité permanent de liaison Environnement-Municipalités (COPLM) et le Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal (CPTMM). Ces fiches ont respectivement été préparées par le MDDEP, président du COPLM, et le MTQ président du CPTMM. ❖ Quant au Comité de liaison Agriculture-Municipalités, il sera convoqué prochainement. On attendait la publication du Rapport sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. <p><i>Dépôt d'une nouvelle version des modalités de fonctionnement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Une nouvelle version du document intitulé <i>Modalités de fonctionnement de la TQM</i> est déposée. Deux modifications ont été apportées : 1) ne pas produire de Bulletin TQM tel que décidé lors de la TQM du 7 décembre 2007; 2) confier le Secrétariat de la TQM au sous-ministre adjoint aux politiques du MAMR. 	<p><i>Suivi. Les travaux du Comité de liaison Agriculture-Municipalités sont suspendus car la plupart des membres ont changé.</i></p>
<p>7. Points d'information sur d'autres dossiers</p>	<p><i>Problématique de la hausse des valeurs foncières dans certains secteurs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Concernant la problématique de la hausse élevée des valeurs foncières dans certains secteurs (exemple, résidences situées à proximité des lacs et des cours d'eau), quatre options sont 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>envisageables pour atténuer ou neutraliser les hausses de taxes qui en résultent. Le report du paiement des hausses de taxes au moment de la vente de l'immeuble est une des options. Le MAMR entend poursuivre les travaux, en collaboration avec les partenaires municipaux et d'autres groupes intéressés, en vue de proposer pour l'automne prochain une solution pertinente et équitable. À cet égard, un groupe de travail sera mis sur pied prochainement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les partenaires municipaux sont contre le plafonnement généralisé de la hausse des valeurs foncières. L'option qui apparaît actuellement la plus intéressante est l'établissement d'un programme permettant de reporter le paiement des hausses de taxes au moment de la vente de l'immeuble. <p><i>Omnibus du printemps 2008</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ La ministre mentionne qu'il est envisagé d'inclure dans le projet Omnibus du printemps des dispositions portant sur les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Octroi aux municipalités du pouvoir de déterminer les modalités de paiement des comptes de taxes (étalement sur 12 mois); ➤ Négociation de contrats de gré à gré dans le transport en commun et le transport des personnes handicapées; ➤ Nombre de conseillers et nombre d'arrondissements à la Ville de Québec; ➤ Rendre permanent les pouvoirs des municipalités en matière de crédits de taxes à l'investissement et de mesures d'aide limitée. ❖ Les partenaires municipaux suggèrent fortement à la ministre de ne pas inclure de dispositions législatives permettant l'étalement du paiement des comptes des taxes. On anticipe de fortes pressions sur les municipalités et des augmentations de coûts. <p><i>Date des élections municipales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ La ministre mentionne qu'elle a reçu plusieurs demandes de reporter la date des élections municipales de novembre 2009 au printemps ou à l'automne 2010 en raison notamment de la tenue prévue des élections fédérales à deux semaines d'intervalle des prochaines élections municipales. Elle indique qu'aucune décision n'est encore prise mais qu'elle envisage la possibilité de ne pas modifier la durée du mandat actuel pour plutôt prévoir une durée différente du prochain mandat afin d'éviter dans le futur le synchronisme appréhendé. Elle précise qu'elle a reçu des commentaires de citoyens qui ne veulent pas de report des élections municipales de novembre 2009. Il est mentionné que, depuis 20 ans, plusieurs élections 	

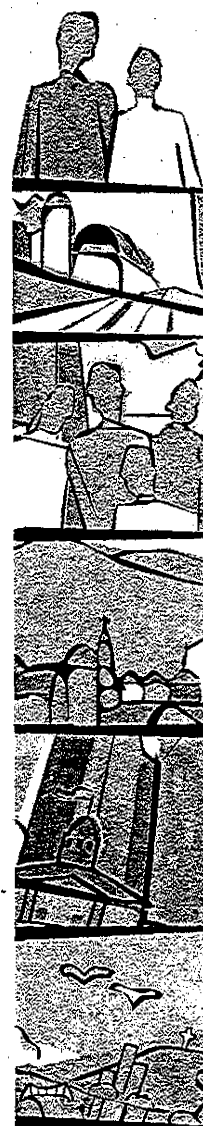
ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>fédérales, provinciales ou référendums ont eu lieu à des dates rapprochées de celles des élections municipales sans que cela ne cause de problèmes importants. Il est également mentionné qu'il n'y a pas de garantie qu'un report des élections municipales de 2009 désynchronise de façon définitive les élections fédérales et municipales. Pour l'instant, la ministre souhaite entendre le point de vue des élus municipaux.</p> <p>❖ Les commentaires des partenaires municipaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'automne ressort clairement comme le moment de l'année le plus propice pour la tenue des élections municipales. Sur le plan local, la campagne électorale est en général longue et commence souvent à l'été. Le contact direct avec le citoyen est important. La tenue d'élections au printemps impliquerait que la campagne électorale ait lieu à la fin de l'hiver ce qui n'est pas optimal, principalement en raison de la température. ➤ Par rapport à la question du budget, il est mentionné que la tenue des élections au printemps obligerait le nouveau conseil à travailler trop longtemps dans le contexte du budget adopté par le conseil précédent. Par ailleurs, il y a d'autres solutions pour régler le problème souvent évoqué du court délai dont dispose le nouveau conseil pour adopter le budget à la suite de son élection à l'automne (possibilité d'adopter le budget en janvier). ➤ Pour les représentants de la Ville de Montréal, le premier choix est la tenue d'élections à l'automne. <p><i>TQR : dépôt de documents</i></p> <p>Conformément à la décision prise que la TQM et la TQR soient mutuellement informées de leurs travaux, il y a dépôt des documents suivants : ordre du jour et compte rendu de la TQR du 3 novembre 2006 et ordre du jour de la TQR du 13 septembre 2007.</p> <p><i>La planification stratégique du MAMR</i></p> <p>Dans le cadre de l'élaboration de son prochain plan stratégique, le MAMR mènera, au cours des prochaines semaines, un sondage par questionnaire auprès de ses clientèles (municipalités, MRC, communautés métropolitaines, conférences régionales des élus, etc.). Une consultation des partenaires, sous forme de rencontres d'échanges, aura lieu à l'automne.</p> <p><i>Prochaine réunion de la Table Québec-municipalités</i></p> <p>Tel que déjà prévu, la prochaine TQM se tiendra le vendredi 3 octobre 2008.</p>	

Rencontre Table Québec-municipalités (TQM)
Le 31 octobre 2008
Hôtel InterContinental, Salon Sarah Bernhardt, Montréal
9h 30 à 15h 00

Proposition d'ordre du jour

9h 30 : Accueil

1. Ouverture de la rencontre et adoption de l'ordre du jour (10h 00)
2. Sujets relevant du ministère des Transports
 - ✓ Programmes d'aide à la voirie locale
 - ✓ Frais de la SAAQ (monsieur John Harbour)
3. Sujet relevant du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (monsieur Pierre Grenier)
 - ✓ État de situation de la consultation sur le dossier forêts
4. Sujets relevant du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (monsieur Bob van Oyen)
 - ✓ Politique de gestion des matières résiduelles
 - ✓ Tarification des actes administratifs du MDDEP
 - ✓ Production porcine
5. Sujets relevant du ministère des Affaires municipales et des Régions (madame Nathalie Normandeau)
 - ✓ Infrastructures (état de situation des programmes et assouplissement du programme TECQ (taxe sur l'essence et contribution du Québec)
 - ✓ Programme de report de l'impôt foncier (PRIF)
 - ✓ Fonds municipal vert
6. Sujets apportés par les partenaires municipaux
 - ✓ Élections scolaires et municipales
 - ✓ Sécurité nautique
 - ✓ Soutien aux quartiers défavorisés
 - ✓ Diversification des sources de revenus
 - ✓ Évaluation industrielle (contestations)
 - ✓ Crise financière - régimes de retraite
 - ✓ Suivi de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois : intentions du MAMR
 - ✓ État du Projet de loi 48 (détachement de la Cour du Québec du juge en chef adjoint responsable des cours municipales)
 - ✓ Décentralisation
 - ✓ Élaboration d'une politique d'occupation dynamique du territoire
 - ✓ États financiers des municipalités (simplification)
7. Divers suivis et dépôt de documents
 - ✓ Adoption du compte rendu de la réunion de la TQM du 9 mai 2008
 - ✓ Suivi des travaux des comités de travail sectoriels :
 1. Comité permanent de liaison Environnement-Municipalités
 2. Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal
 - ✓ TQR : dépôt de documents (ordre du jour et compte rendu des réunions tenues)
 - ✓ Prochaine réunion



Membres présents :	Personnes accompagnant les délégations :	Personnes invitées :
<p>Mme Nathalie Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions</p> <p>FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM) M. Bernard Généreux, président, maire de Saint-Prime, préfet de la MRC Le Domaine-du-Roy M. Serge Fortin, 1^{er} vice-président, préfet élu MRC Témiscouata M. Pierre Gaudet, 2^e vice-président, maire d'Aston-Jonction Mme Réjane T. Salvail, mairesse de Sainte-Anne-de-Sorel M. Lionel Frenette, maire de Sainte-Hélène-de-Chester, préfet de la MRC d'Arthabaska M. Richard Lehoux, maire de Saint-Elzéar M. Normand Bolduc, maire de Neuville</p> <p>UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ) M. Robert Coulombe, président et maire de Maniwaki M. François Picard, vice-président du comité exécutif de Québec en remplacement de M. Régis Labeaume, maire M. Gilles Vaillancourt, maire de Laval, président du caucus des municipalités de la Métropole M. Marc Bureau, maire de Gatineau, président du caucus des grandes villes M. Éric Forest, maire de Rimouski, président du caucus des villes d'agglomération M. Jean-Guy Desrosiers, maire de Montmagny, pour le caucus des municipalités de centralité M. Jean Perras, maire de Chelsea, président du caucus des municipalités locales</p> <p>VILLE DE MONTRÉAL M. Gérald Tremblay, maire M. Claude Dauphin, président du comité exécutif</p>	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS M. Jean-Paul Beaulieu, sous-ministre M. Marc Croteau, sous-ministre adjoint aux politiques régionales et municipales M. Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales M. Jean Séguin, sous-ministre adjoint à la métropole M. Bruno Lortie, directeur de cabinet Mme Louise Quintin, attachée de presse Mme Alexandra Rodrigue, cabinet de la ministre M. Yves Bernier, cabinet de la ministre M. Claude Duplain, cabinet de la ministre Mme Monique Desrochers, secrétariat de la TQM</p> <p>FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS Mme Ann Bourget, directrice générale M. Nicolas Fleury, coordonnateur, secteur recherche et politiques M. Guy Charland, coordonnateur, secteur service aux membres</p> <p>UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC Mme Peggy Bachman, directrice générale M. François Sormany, directeur des communications et du marketing Mme Josée-Maryse Sauvageau, conseillère aux communications M. Jasmin Savard, conseiller aux politiques, fiscalité et finances municipales</p> <p>VILLE DE MONTRÉAL M. Claude Léger, directeur général M. Robert Cassius de Linval, directeur principal des affaires corporatives M. Normand Lapointe, directeur de projets, Service des affaires corporatives M. Alain Dubuc, directeur associé, Service des affaires corporatives</p>	<p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION (MAPAQ) M. Jocelyn Cantin, sous-ministre adjoint de la Direction générale du développement régional et du développement durable</p> <p>MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS (MDDEP) M. Bob van Oyen, sous-ministre adjoint aux politiques</p> <p>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (MELS) M. Alain Veilleux, sous-ministre adjoint, Éducation, Enseignement primaire et secondaire et responsable des régions M. Normand Gagné, Bureau du sous-ministre</p> <p>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE M. Pierre Grenier, sous-ministre associé aux Opérations régionales</p> <p>MINISTÈRE DES TRANSPORTS (MTQ) M. Bertrand Fournier, directeur des affaires corporatives M. André Gingras M. Richard Charpentier</p> <p>MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF (MCE) M. Jean-Claude Cloutier, analyste</p> <p>SOCIÉTÉ D'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC (SAAQ) M. John Harbour, président-directeur général</p> <p>RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC (RRQ) M. André Trudeau, président-directeur général</p> <p>MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS (MAMR) Mme Lynda Drolet, Bureau du sous-ministre Mme Monique Gougeon, sous-ministériat à la métropole Mme Danielle Jetté, sous-ministériat à la métropole M. Jean Monfet, directeur général des finances municipales</p>

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 19

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios et/ou analyses produits en 2008-2009 par le MAMROT à ce sujet. Actions à venir pour 2009-2010.

Les revenus des municipalités locales comprennent les taxes imposées sur la valeur foncière ou locative, les tarifications fiscales (taxes imposées au propriétaire ou à l'occupant d'un immeuble sur une base autre que la valeur foncière), les paiements tenant lieu de taxes versés par les gouvernements, divers autres revenus de source locale (tarification aux usagers, amendes et pénalités, droits de mutation immobilière) et les transferts gouvernementaux.

Divers intervenants du secteur municipal ont fait valoir que les municipalités québécoises sont trop dépendantes de l'impôt foncier pour leur financement, de sorte que le gouvernement du Québec s'est donné comme objectif de permettre aux municipalités de diversifier leurs sources de revenus. Or, les principales mesures prévues par l'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités, signée en avril 2006, consistent en une augmentation des transferts gouvernementaux (en particulier le remboursement de la TVQ payée), tandis que les mesures de cette entente prévoyant un élargissement des revenus autonomes des municipalités ont une importance beaucoup plus modeste. De plus, parmi ces mesures à caractère fiscal, certaines visent à consolider l'assiette foncière (taxation des immeubles des sociétés d'État et des centrales thermiques), et quelques-unes seulement se traduiront par un accès élargi à des sources de revenus autres que l'impôt foncier, comme le pouvoir d'imposer, à compter de 2009, des droits aux exploitants de carrières et sablières et l'élargissement de la base de financement des centres d'appel 9-1-1 par la mise à contribution des abonnés de la téléphonie cellulaire.

D'autres événements ont également une incidence en matière de diversification des revenus municipaux. Ainsi, le projet de loi 22, adopté en juin 2008, a prévu des dispositions ayant pour effet d'accroître la latitude de la Ville de Montréal en matière fiscale, mais la Ville ne s'en est pas encore prévalu en 2009. Par ailleurs, à la rencontre de la TQM du 7 décembre 2007, l'UMQ, la FQM et la Ville de Montréal ont déposé une résolution sollicitant la participation gouvernementale à un comité municipal devant se pencher sur la question de la diversification des revenus municipaux. Le MAMROT et le MFQ ont accepté d'y participer à titre d'observateurs, mais sont encore en attente d'une première convocation.

Il est à noter que l'objectif de diversification des sources de revenus suppose qu'on élargisse les options à la disposition des municipalités, et non qu'on les oblige à réduire leur recours à l'impôt foncier. Il faut aussi rappeler que les municipalités locales disposent d'une très large autonomie dans l'utilisation des sources locales de revenus auxquelles la Loi leur donne accès (par exemple, la décision de recourir davantage à la tarification), de sorte que le poids relatif des taxes foncières parmi les revenus des municipalités est le résultat d'une multitude de décisions locales.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Agrile du frêne	3	Conseils, approbation, élaboration du plan de communication.	MAMROT, MRNF, MAPAQ, ACIA, Ville de Carignan	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un plan de communication a été élaboré.
Comité d'expertise sur les glissements de terrain	2	Mise en œuvre d'un cadre de prévention sur les risques naturels. Assurer la cohérence des actions des ministères et organismes en matière de prévention, établir des priorités d'intervention, préciser les orientations et les attentes gouvernementales en matière de sécurité publique dans les zones exposées à certains risques naturels, élaborer les outils nécessaires aux MRC et aux municipalités locales pour assumer leurs responsabilités en cette matière, etc.	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MSP et MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration du Cadre financier et organisationnel d'analyse, de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels adoptés par le gouvernement en novembre 2006.
Comité d'expertise sur l'érosion des berges (Incluant submersion)	2	Mise en œuvre d'un cadre de prévention sur les risques naturels. Assurer la cohérence des actions des ministères et organismes en matière de prévention, établir des priorités d'intervention, préciser les orientations et les attentes gouvernementales en matière de sécurité publique dans les zones exposées à certains risques naturels, élaborer les outils nécessaires aux MRC et aux municipalités locales pour assumer leurs responsabilités en cette matière, etc.	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MSP et MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration du Cadre financier et organisationnel d'analyse, de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels adoptés par le gouvernement en novembre 2006.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Caucus des Hauts fonctionnaires (C-SPO)	3	Le Caucus des Hauts fonctionnaires (C-SPO) a été lancé à la Réunion des ministres responsables des Affaires municipales de 2007, tenue à Yellowknife, TNO. Les trois fonctions principales du Caucus sont : explorer, analyser et développer des positions communes sur les priorités et les enjeux courants; constituer la colonne vertébrale du Réseau de consultation intergouvernemental des provinces et territoires dont le rôle est de faire la promotion des exercices de consultation en cours du gouvernement fédéral réalisés auprès des provinces et territoires (notamment sur les initiatives de financement des infrastructures municipales et locales) et guider le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour les ministres des provinces et territoires.	Caucus formé des représentants des 10 provinces et des 3 territoires	37 715 \$	Le Caucus compte cinq groupes de travail sur les sujets suivants : dialogue avec des municipalités; la ruralité; infrastructures municipales; les changements climatiques; les enjeux autochtones. Les réunions ont eu lieu le 11 juin 2008, le 29 octobre 2008, le 26 novembre 2008 et le 29 janvier 2009. Un symposium sur le « Renforcement du milieu municipal rural » a réuni des représentants des provinces et des territoires du 27 au 29 octobre 2008 à Québec; la Politique nationale de la ruralité a fait l'objet d'échanges entre les participants.
Comité analystes eau potable MDDEP	2	Préparer les orientations de révision au Règlement sur la qualité de l'eau potable, s'entendre sur les modifications à apporter au Guide de conception des installations de production d'eau potable et sur le contenu du Guide pour les installations de petits débits.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des modifications ont été apportées au Guide des installations de production d'eau potable (G-1) sur le site web du MDDEP. Le Guide des petites installations (G-2) est en voie d'être complété. Des commentaires ont été émis sur le projet de modification du RQEP en voie d'élaboration.
Comité aviseur des Villages-Relais	3	Suivre la mise en œuvre de la mesure notamment en examinant les dossiers de candidature des municipalités et en étudiant les demandes de reconduction de l'appellation.	MTQ, MAMROT (DDRR), MTO, FQM, UMQ, SRQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La mesure des Villages-Relais est en place depuis fin 2006. Pour l'année 2008, le MTQ a reconnu environ 15 Villages-Relais et 24 autres seraient à prévoir pour 2009-2010.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité conjoint et groupe de travail pour l'implantation de la norme unique en construction, efficacité énergétique et sécurité dans les bâtiments.	2	Élaborer une solution concernant l'application et la surveillance du respect des normes du chapitre "Bâtiment" du Code de construction et du chapitre "Bâtiment" du Code de sécurité.	RBQ, MSP, MRNF, CSST, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité conjoint a tenu une réunion et le Groupe de travail s'est réuni à environ dix occasions. Une proposition a été élaborée puis présentée aux intervenants concernés lors de rencontres tenues en mai 2008.
Comité conjoint MAMROT-MDDEP pour les projets de mise aux normes	2	Faire le suivi des projets de mise aux normes des installations de production d'eau potable ciblées par le MDDEP.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le suivi des différents dossiers a été assuré par le comité. En décembre 2008, 141 des 290 projets identifiés étaient complétés, une aide financière a été provisionnée par le MAMROT pour pratiquement tous les projets ciblés par le MDDEP alors que seulement 53 projets n'avaient pas reçus de promesse d'aide financière. Les projets, selon l'article 53 du RQEP, doivent être autorisés par le MDDEP au 28 juin 2010.
Comité consultatif du secteur public pour le développement de la Porte continentale et du corridor de commerce Québec-Ontario	3	Participer à l'élaboration de la stratégie de développement de la Porte continentale et du corridor de commerce Québec-Ontario.	MTQ, MAMROT, MDDEP, MDEIE, SAIC, MRI, MESS, autres ministères fédéraux et ontariens	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité consultatif s'est réuni à une occasion tandis que les groupes et sous-groupes de travail se sont réunis à une quinzaine de reprises. Ceux-ci doivent faire leurs recommandations au printemps 2009.
Comité consultatif sur la sécurité incendie	3	Le comité consultatif en sécurité incendie donne avis au ministère de la Sécurité publique sur toute question relative à la sécurité incendie. Il donne également avis sur toute question que le ministre lui soumet.	MSP, MAMROT, FQM, UMQ, ADGMRCQ, ADGMQ et associations représentatives des intervenants en sécurité incendie	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a tenu deux réunions.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité consultatif sur les finances municipales (CCFM)	3	Comité permanent où sont abordées diverses questions et problématiques relatives à la présentation de l'information financière municipale et à différents aspects des finances municipales.	Ordre des comptables agréés (OCAQ), Ordre des comptables généraux licenciés (CGA Québec), Corporation des officiers municipaux agréés (COMAQ), Association des directeurs municipaux (ADMQ), Association des gestionnaires financiers municipaux (AGFMQ), Union des municipalités (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Association des directeurs généraux des MRC (ADGMRCQ), Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Évolution en matière de présentation de l'information financière municipale et des finances municipales en accord avec le milieu.
Comité d'élaboration du classeur de gestion intégrée des infrastructures	3	Élaboration de fiches descriptives du classeur de gestion intégré des infrastructures urbaines.	CERIU, MAMROT, Consultants spécialités, Universitaires	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration d'un classeur de gestion des infrastructures comprenant les 5 grandes sections suivantes : inventaire et caractérisation des réseaux, bilan de l'état et diagnostics des réseaux, plan d'intervention, plan d'investissement, programme de financement.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de conservation et d'utilisation efficace de l'eau des Grands lacs	2	Formuler des objectifs de conservation et d'utilisation efficace de l'eau qui guideront par la suite l'élaboration des objectifs et programmes de conservation de l'eau de chaque gouvernement.	MAMROT, MDDEP, MCE, MRNF, MAPAQ, MDEIE, MRI, MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Commentaires transmis et acceptation des objectifs généraux. Modalités de mise en œuvre en voie d'élaboration par le MDDEP.
Comité de coordination de l'Université rurale du Québec	3	Faire le choix des lieux et des thématiques de l'Université rurale québécoise qui se tient à tous les 2 ans et assurer le suivi général de la tenue et de l'évaluation de l'évènement.	Représentants des différentes constituantes de l'Université du Québec, CLD, SADC, MAMROT (DDRR)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La prochaine Université rurale québécoise se tiendra du 14 au 18 septembre 2009.
Comité de coordination et de suivi du projet sur l'utilisation des TI et d'Internet en appui au développement rural	3	Suivre la mise en œuvre du projet en assurant un rôle aviseur dans l'orientation générale du projet et la mise en place des sous projets, dans le transfert de connaissance et l'évaluation.	CEFRIQ, MRC concernées (Avignon- Bonaventure) agent de développement rural, MAMROT (DDRR), SADC - Bale des Chaleurs	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Ce comité s'est réuni 4 fois en 2008. 3 sous-projets ont démarré en 2007 : Web municipal des Hauts-Plateaux, Communauté de pratiques des agents de développement, CHETICOIS-TV-Vision jeunesse. L'année 2008 a servi au suivi de ces projets.
Comité de gestion de l'aide financière Économie sociale (Recyc-Québec)	3	Gestion du programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale.	MAMROT (DCIR), MDEIE, Recyc-Québec, MDDEP, Le Chantier de l'économie sociale, ACLDQ, Association des organismes municipaux gestionnaires de matières résiduelles	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Gestion du programme d'aide financière.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Montréal – Eau potable)	3	Assurer la gestion de l'entente Canada-Québec.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructures Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion s'est réuni le 13 novembre 2008.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Ville de Québec – rivière Saint-Charles	3	Assurer la gestion de l'entente Canada-Québec.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructures Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion s'est réuni le 23 mai 2008 et le 24 février 2009 à Québec.
Comité de gestion du Programme de redistribution aux municipalités des redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles	3	Veiller à la mise en œuvre du programme de redistribution aux municipalités de 85 % des redevances à l'élimination perçues en application du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles.	MDDEP, Recyc-Québec, FQM, UMQ, CMM, Ville de Montréal, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Pour que les sommes redistribuées soient, comme prévu, fonction de la performance des municipalités, une nouvelle formule de calcul du montant versé à chacune des municipalités a été élaborée. Plus de 50 M\$ ont été redistribués aux municipalités.
Comité de normalisation BNQ* 1809-300 Bureau de normalisation du Québec	3	Assurer la mise à jour du devis intitulé «Travaux de construction – Clauses techniques générales – Conduites d'eau potable et d'eaux usées ».	ACRGTO, AICQ, AIMQ, BNQ, MAMROT, MDDEP, MTQ, OIQ, RÉSEAU, environnement, Ville de Québec, Ville de Montréal, Représentants des différents fabricants	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Aucune activité en 2008-2009. Le comité demeure et une révision pourrait être amorcée en 2009-2010.
Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal	3	Partager l'information sur les grandes orientations en matière de transport et identifier les besoins d'intervention et les modes de collaboration. Trois comités techniques dépendent de ce comité : le Comité technique sur les structures municipales, le Comité technique sur le transport adapté des personnes et le Groupe de travail sur la sécurité routière en milieu municipal.	MTQ, MAMROT, UMQ, FQM, Ville de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité s'est réuni à deux reprises.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
--------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de planification gouvernementale en cas de pandémie d'influenza de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	2	Représenter le Ministère à titre de porteur de la mission « Soutien technique aux municipalités » au sein du Comité dont le mandat est d'établir les assises qui guideront l'OSCQ dans la gestion des conséquences relatives à une pandémie d'influenza.	Ministères et organismes gouvernementaux CSST, CNT, HQ, MAMROT, MAPAQ, MCC, MCE, MDEIE, MDDEP, MELS, MESS, MFA, MFQ, MJQ, MRI, MRNF, MSP, MSSS, MTQ, MSG, SCT, Services Québec, SHQ, SQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Réalisation du Plan gouvernemental en cas de pandémie d'influenza.
Comité de sélection du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée	3	Sélection des projets déposés et suivi, en partenariat avec le MRI, du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée.	MRI, MAMROT, Délégation générale du Québec à Paris, Consulat général de France à Québec, Ministère des Affaires étrangères et européennes (France), Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Locales (France), Association des Régions de France	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Lors de l'appel de projets 2008, 13 projets ont été déposés et 7 projets ont été acceptés. Un nouvel appel de projets a été lancé le 27 janvier 2009 pour l'année 2009-2010.
Comité de sélection du prix sécurité routière	3	Analyser les propositions soumises pour recevoir le prix.	AQTR, MAMROT, MTQ, SAAQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Aucune participation du MAMROT en 2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de sélection du Programme multipartenaires d'enfouissement des réseaux câblés sur des sites d'intérêt patrimonial et culturel	3	Évaluer les demandes de subvention dans le cadre du programme.	Hydro-Québec, MAMROT, MTQ, MCC, Bell Canada, Télus, Vidéotron, Télébec, COGECO, l'Association des compagnies de téléphone du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Deux rencontres annuelles de sélection ont été tenues en 2008-2009.
Comité de suivi de l'application du taux de taxes distincts aux immeubles agricoles	3	Assurer le suivi de l'application par les municipalité de taux de taxes distincts aux exploitations agricoles afin d'atténuer les déplacements fiscaux affectant ces dernières.	MAMROT, MAPAQ, UPA, UMQ, FQM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les deux réunions du comité (2008-07-02 et 2008-11-11) ont permis de convenir du rapport portant sur l'application en 2008 du taux agricole distinct par les municipalités. Ce rapport a été transmis au cabinet de la ministre le 13 février 2009 et est en attente d'approbation en vue d'une présentation au Conseil des ministres.
Comité de suivi en matière de médiation contractuelle dans le secteur municipal	3	Promouvoir l'inclusion d'une clause de médiation dans les contrats municipaux.	MAMROT, UMQ, FQM, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AIMQ, COMAQ, IMAQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration d'un système de médiation facultatif adapté pour le secteur municipal au Québec.
Comité de travail sur la diversification et les circuits courts de commercialisation en agro-alimentaire	2	Élaborer des stratégies et un programme visant à développer des circuits courts pour la mise en marché des produits agricoles et appuyer la diversification des entreprises de transformation et distribution alimentaires.	MAPAQ, MSSS, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Ce comité a eu 4 rencontres en 2008. Une dernière rencontre afin de conclure les travaux devrait avoir lieu en avril-mai 2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
--------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de travail sur la gouvernance et le financement du transport collectif métropolitain	3	Instaurer un mode de financement métropolitain du transport collectif, dans une perspective de simplification, de manière à le rendre plus transparent et équitable. Apporter des modifications à la gouvernance du transport collectif métropolitain dans une perspective de renforcement de l'imputabilité des élus municipaux.	Monsieur Réal Mireault, AMT, MTQ, MAMROT, Montréal, Laval, Longueuil, Table des préfets et des élus de la couronne Nord, MRC L'Assomption, MRC Les Moulins et MRC Roussillon, STM, STLt RTL, ACIT, CIT Vallée-du-Richelieu, CIT Laurentides, CMM, RCGT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	5 Rencontres du comité technique en 2008-2009 : 26 mai 2008, 2 juin 2008, 11 décembre 2008, 18 décembre 2008 et 19 Janvier 2009. Une rencontre avec les élus municipaux le 9 octobre 2008.
Comité de travail sur le projet de règlement d'application de l'article 32 de la LQE	2	Élaboration d'un projet de règlement d'application de l'article 32 visant à soustraire à l'autorisation certains projets d'aqueduc et d'égouts et à regrouper certaines demandes d'autorisation dans un plan directeur sur 5 ans et élaboration d'un guide de mise en œuvre de ce projet de règlement.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Projet de Règlement et Guide d'application élaborés en fonction des orientations du comité directeur ci-dessus. Règlement prépublié pour consultation publique. À pris fin avec la publication du Règlement à l'été 2008.
Comité des partenaires de la ruralité	3	Conseiller la ministre dans la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et assurer une synergie dans les actions menées par les différents partenaires ainsi que faciliter la diffusion de l'information et la promotion de la ruralité.	Solidarité rurale du Québec, FQM, Association des CLD et du premier vice-président de l'Union des municipalités du Québec	520,00 \$	Pour la mise en œuvre de la PNR2, le comité a tenu cinq rencontres. Il y a eu aussi trois rencontres du comité technique.
Comité des répondants de l'article 54 de la Loi sur la Santé publique	2	Voir à ce que les impacts éventuels sur la santé publique soient analysés lors de l'élaboration des mesures prévues par des lois ou des règlements.	MSSS, MAMROT, SCT, MDDEP, MAPAQ, MCE, MCCCCF, MELS, MESS, MFQ, MDEIE, MRI, MTRAV, MJQ, MSP, MICC, MTQ, MRNF, MESS, MFA, MTO, MRQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Deux réunions ont eu lieu au cours de l'année 2008-2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel des répondants du Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie	2.	Assurer la mise en œuvre des actions du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012.	MSSS, MESS, MAPAQ, INSPQ, MFA, SAJ, OPC, MAMROT, MTQ, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Suivi des orientations du ministère dans le cadre du plan d'action gouvernemental. Participation à la rédaction du plan de communication du plan d'action gouvernemental.
Comité directeur – Plan d'intervention pour la forêt	2	Coordonner les différentes opérations liées à la mise en œuvre des mesures découlant de ce plan d'intervention et informer les ministres concernés de l'état d'avancement des travaux.	MDEIE, MRNF, MESS, MAMROT, SGF, Investissement Québec.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Dans le cas du MAMROT, mise en œuvre du Fonds de soutien aux territoires en difficulté dans les MRC touchées par la crise forestière.
Comité directeur de la gestion des adresses municipales (GAM)	3	Sous la gouverne du MSG, développer un registre d'adresses commun pour les opérations des différents ministères.	DGE, MRNF, MAMROT, MTQ, MSG, MSP, SQ, MESS, CSPQ, Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration d'un plan d'affaires pour la gestion des adresses municipales.
Comité directeur du projet l'École éloignée en réseau	3	Structurer, soutenir et financer le fonctionnement d'une centaine d'écoles éloignées en réseau dans plus de 20 commissions scolaires. Le projet sert à accompagner techniquement et professionnellement les expériences en favorisant le transfert d'expertise et en réalisant une évaluation.	MELS, Confédération des syndicats du Québec, Cefrio, MAMROT (DDRR), Fédération des commissions scolaires du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	En cours.
Comité directeur pour l'implantation de la gestion intégrée du fleuve Saint-Laurent	3	Élaborer une stratégie pour l'implantation de la gestion intégrée du fleuve Saint-Laurent, conformément à l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2005-2010.	MDDEP, MRNF, MAMROT, Pêches et Océans Canada, Environnement Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité s'est réuni à deux reprises.
Comité directeur québécois sur la gestion environnementale des sels de voirie	3	Élaborer la Stratégie québécoise pour une gestion environnementale des sels de voirie.	MTQ, MAMROT, MDDEP, UMQ, FQM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un projet de stratégie a été élaboré. Des discussions sont en cours quant aux préparatifs nécessaires à la mise en œuvre de celle-ci.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité directeur sur le projet de règlement d'application de l'article 32 de la LQE	2	Orienter l'élaboration et valider le projet de règlement d'application de l'article 32 visant à soustraire à l'autorisation certains projets d'aqueduc et d'égouts et à regrouper certaines demandes d'autorisation dans un plan directeur sur 5 ans, ainsi que le guide de mise en œuvre.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les orientations ont été définies, transmises au comité de travail et les documents produits par le comité de travail ont été validés. À pris fin avec la publication du Règlement à l'été 2008.
Comité d'orientation sur le barème de taux du Volume 4 du Manuel d'évaluation foncière du Québec (MEFQ)	3	Le principal objectif du comité est d'orienter les travaux sur les développements futurs et les améliorations potentielles à apporter au barème de taux unitaires du Volume 4 du MEFQ. Les membres du comité ont le mandat d'identifier les taux unitaires à ajouter, à améliorer ou même à retirer du barème de taux si nécessaire. Les guides de calcul feront aussi l'objet du même examen.	MAMROT, MRC Portneuf, Ville de Trois-Rivières, Ville de Québec, Ville de Montréal Est, Professionnels, MAMROT, Ville de Laval, Servitech Inc.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Aucune rencontre et aucun résultat en 2007-2008 et en 2008-2009. Suite au projet de modernisation, les travaux du comité ont été suspendus jusqu'en 2009. Il est prévu que ce comité reprenne ses travaux à l'automne 2009.
Comité du Guide pour l'élaboration du Plan particulier d'intervention en cas de pandémie d'influenza à l'intention des municipalités	3	Assurer le suivi et la mise à jour du guide pour aider les municipalités à se préparer à faire face à une pandémie d'influenza.	MAMROT, MSP, Services Québec, FQM, UMQ, Ville de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le guide a été publié en mai 2007. Il a fait l'objet d'une tournée d'information auprès des municipalités et des MRC dans toutes les régions du Québec.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité exécutif et conseil d'administration de Solidarité rurale du Québec	3	Promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés, de manière à renverser le mouvement de déclin et de déstructuration des campagnes québécoises.	FQM, Association des régions du Québec, Association des CLD du Québec, RQVVS, Coopérative fédérée de Québec, OAQ, FCSQ, Fédération des cégeps, Assemblée des évêques du Québec, Association des CLSC et des CHSLD du Québec, Fédération des Caisses Desjardins du Québec, UPA, FADOC, Cercles de fermières du Québec, Réseau des SADC du gouvernement du Canada, CSQ, FTQ, CSN, Alliance des pêcheurs professionnels du Québec, Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent, Association des régions du Québec, Fédération des Caisses Desjardins, UPA, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Veiller à la bonne gestion de l'organisme. En 2008, le Comité exécutif s'est réuni 2 fois et le Conseil d'administration 3 fois. Il y a eu une assemblée générale.
Comité Forêts	2	Planification et mise en œuvre d'une stratégie de communication en lien avec les mesures d'aide à l'industrie forestière.	MAMROT, MDEIE, MRNF, MESS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Projet mis en suspens.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
--------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales CIRUR	3	Le CIRUR a été créé lors d'une rencontre des Premiers ministres en 1967 dans le but de faciliter l'échange et le partage d'information sur les questions urbaines et régionales. Le CIRUR est financé par les 10 provinces et les 3 territoires ainsi que par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).	Conseil d'administration formé des représentants des 10 provinces, des 3 territoires et de la SCHL.	41 972 \$	Au cours de la dernière année, quatre études comparatives des pratiques en vigueur dans les autres provinces et territoires ont été réalisées. Elles ont porté sur les conseils municipaux, la taxation, les quartiers vivants et les politiques publiques favorisant la collaboration urbain – rural. Au cours de la dernière année, le conseil d'administration a tenu deux réunions. (20 octobre 2008 et 30 janvier 2009).
Comité interministériel (de nature technique), institué à l'initiative du MAPAQ, pour la mise en œuvre du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois	2	Proposer des pistes de solution dans l'esprit des recommandations 42, 43 et 44 (protection du territoire agricole et développement régional) du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois et du rapport à venir (échéance le 31 mars 2009) du mandataire (M. Bernard Ouimet) désigné par le ministre du MAPAQ.	MAPAQ, MAMROT, CPTAQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	À venir. Les résultats pourront prendre plusieurs formes dont la modification de lois, d'orientations gouvernementales en aménagement, de programmes, etc.
Comité interministériel ACCORD	3	Analyse des stratégies et des plans d'action de chacun des créneaux d'excellence dans le cadre du projet ACCORD. Identifier et préciser, au besoin, les contributions possibles du ministère et les projets ou actions les plus déterminantes pour la mise en œuvre des plans d'action.	MAMROT (DGCIR), MDEIE, ministères sectoriels concernés, comités régionaux ACCORD	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Analyse de la stratégie et du plan d'action de 34 créneaux d'excellence.
Comité interministériel Baie Missisquoi	2	Faire le suivi des actions requises pour améliorer la qualité des eaux du bassin versant de la Baie Missisquoi.	MAMROT, MDDEP, MAPAQ, MSSS, FAPAQ, MTQ, CBVBM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Rapport annuel préparé par le MDDEP. Le MAMROT est en support au MDDEP.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel concernant la gestion des niveaux et des débits des eaux du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent	2	Suivre les travaux de révision par la Commission mixte internationale Canada-Etats-Unis de l'ordonnance relative à la régularisation des niveaux et des débits d'eau entre le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent, jusqu'à la prise de décision des gouvernements canadien et américain. Conseiller le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs sur les positions à prendre.	MDDEP, MTQ, MAMROT, MRNF, MSP, MRI, MDEIE, MCE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a collaboré à l'élaboration de la position du Gouvernement du Québec concernant les « Options en matière de gestion des niveaux et débits du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent » proposée par la Commission mixte internationale (CMI) sur la gestion des débits et niveaux des eaux du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent, telle qu'exprimée au gouvernement fédéral en juin 2008. Il a également été rencontré par les représentants canadiens du CMI pour discuter de la position du gouvernement du Québec.
Comité interministériel d'Adresses Québec	3	Maintenir à jour une géobase d'adresses civiques pour tout le territoire municipalisé; une entente de production a été signée à l'automne 2004 en se basant notamment sur les rôles de l'évaluation foncière des municipalités du Québec.	MTQ, DGE, MSG, MRNF, MAMROT, Villes de Laval, Longueuil et Montréal	100 000 \$	Mise à jour annuelle de la géobase d'adresses civiques pour les opérations des différents ministères et organismes.
Comité interministériel de coordination en matière de lutte à la violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Faire le suivi du plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la violence conjugale, familiale et sexuelle.	MSSS, MESS, MELS, MJQ, MSP, MAMROT, MICC, MFA, SCF, SAA, BAVAC	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Trois rencontres tenues. Appropriation du plan d'action.
Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	2	Suivi de l'évolution des travaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Coordonner les contributions des différents ministères. Validation des orientations, politiques ou mesures développées.	MESS, MELS, MICC, MFA, MESS, MAMROT (DCIR), Travail, OPHQ, Finances, SHQ, MDEIE, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat aux aînés	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Six réunions tenues en 2008-2009. Priorisation des mesures à mettre sur pied, validation du cadre de référence du prochain plan de lutte à la pauvreté.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel de mise en oeuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands-Lacs et du fleuve Saint-Laurent.	2	Élaborer un plan d'action contribuant à la mise en oeuvre du cadre de gestion des prélèvements d'eau comprenant notamment l'interdiction des dérivations d'eau hors bassin, l'élaboration de politiques et programmes de conservation et d'utilisation efficace de l'eau et l'évaluation des impacts cumulatifs des prélèvements d'eau.	MDDEP, MAMROT, MDEIE, MRNF, SAIC	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a tenu sa première réunion en novembre 2008. Une proposition de mesures pour la mise en oeuvre de l'Entente a été soumise pour examen des partenaires.
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	2	Comité interministériel d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Son rôle est d'accompagner le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en oeuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 et favorise la coordination et l'harmonisation des interventions des différentes organisations composant l'administration publique.	MDDEP, ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Adoption de divers mécanismes et outils de mise en oeuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 : mécanismes de suivi et de rapports de la Stratégie et d'un système d'indicateurs de développement durable; Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation à la démarche de développement durable; Guide pour la prise en compte des principes de développement durable.
Comité interministériel Politique de lutte contre le racisme et la discrimination	2	Préparer la politique et le plan d'action du gouvernement du Québec pour lutter contre le racisme et la discrimination.	MICC, SCT, MSSS, MFA, MELS, MAMROT, MJQ, Secrétariat à la condition féminine, SAA, MCCCCF, MAPAQ, MTQ, OPHQ, MSP, CDPDJ, MSP, MSG, ministère du Tourisme, SHQ, MDEIE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Trois rencontres tenues. Élaboration d'un plan d'action gouvernemental.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel pour la réalisation d'une étude socio-acoustique sur les véhicules hors route (VHR)	2	Superviser la réalisation d'une étude socio-acoustique afin de déterminer les niveaux sonores acceptables pour la population riveraine des sentiers de motoneige et les mesures de mitigation appropriées. Comité créé en réponse aux recommandations du Conseil des ministres à la suite de la commission parlementaire sur les véhicules hors route.	MDDEP, MSSS, MTQ, Tourisme Québec, INSPQ, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les contrats ont été octroyés par l'Institut de santé publique du Québec pour la réalisation de l'étude. Des chercheurs de l'Université de Montréal réaliseront la partie visant la caractérisation de la source sonore des motoneiges ainsi que la perception de ce bruit auprès des populations riveraines des sentiers, tandis que l'entreprise SoftDB inc. testera des moyens d'atténuation du bruit à proximité de certains sentiers de motoneige. L'étude a commencé à l'automne 2008 et le rapport final est prévu pour juin 2009.
Comité interministériel rivière Yamaska	3	Faire le suivi des actions requises pour améliorer la qualité des eaux du bassin versant de la rivière Yamaska.	MAMROT, MDDEP, MFF, MSP, RRSSS, MAPAQ, MSSS, MDEIE, MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	2 rencontres/année. La DGI est en support à la direction régionale du MAMROT. Mandat axé principalement sur l'identification des risques de pénurie d'eau potable occasionnée par le faible débit d'étiage de la rivière.
Comité interministériel sur l'accord de la qualité de l'Eau des Grands Lacs	2	Suivre les travaux de la Commission mixte internationale sur la révision de l'accord sur la qualité de l'eau des Grands Lacs et conseiller le MDDEP sur les positions à adopter par le Québec sur les 11 sous-comités chargés de réviser l'accord.	MAMROT, MDDEP, MTQ, MRNF, MCE, MAPAQ, MRI	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Commentaires transmis sur la position du Québec en vue d'une révision. Suivi à effectuer lorsqu'un projet d'entente révisé sera soumis par la CMI.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
---------------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur l'action communautaire	2	Assurer la transparence et l'harmonisation des pratiques administratives gouvernementales en ce qui concerne les organismes communautaires. Répondre à des mandats particuliers, notamment collaborer à la détermination d'orientations gouvernementales en matière d'action communautaire.	MESS, MELS, SHQ, MDDEP, MCCCCF, MSSS, MICC, MCE, Finances, Justice, MSG, MDEIE, OPHQ, MFA, SAAQ, MRI, MSP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Participation à trois rencontres en 2008-2009.
Comité interministériel sur l'itinérance	2	Élaborer un plan d'action interministériel en matière de lutte à l'itinérance.	MSSS, MESS, MELS, MJQ, MSP, MAMROT, SHQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Quatre rencontres tenues. Une ébauche de plan d'action interministériel réalisée.
Comité interministériel sur la diversité biologique	2	Consultation interministérielle sur le projet de Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2009-2014 et le Plan d'action 2009-2014. Validation des documents qui seront transmis de sous-ministre à sous-ministre.	MTQ, MDDEP, MRNF, MAPAQ, MELS, MDERR, Tourisme Québec, MAMROT, MSSS, MCE, MSP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration de la version préliminaire de la Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2009-2014 et le Plan d'action 2009-2014. Ce document est en attente d'approbation MDDEP avant le démarrage de la consultation interministérielle. Environ 8 rencontres se sont tenues au cours de l'année 2008-2009.
Comité interministériel sur le suivi du plan d'action en économie sociale (PAÉS)	1	Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action en économie sociale pour être en mesure d'en évaluer l'impact.	MESS, MCCCCF, MICC, MSSS, SAJ, SAA, MDEIE, MFA	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Plan d'action publié le 2 novembre 2008.
Comité interministériel sur les changements climatiques au Nunavik, et particulièrement à Salluit	1	Procéder au suivi des interventions du MAMROT (porteur du dossier) relatives à l'analyse de l'impact de la fonte du pergélisol au Village nordique de Salluit, de même que pour les autres villages, et produire un guide sur les bonnes pratiques de construction en milieu nordique.	MDDEP, MRNF, MTQ, MSP, MELS, SHQ, Hydro-Québec, MAMROT (DGCIR) et l'Administration régionale Kativik	50 000 \$	Les rapports portent sur l'analyse du site actuellement occupé et les lots/espaces réutilisables en 2008. L'identification (cartographie) des zones potentielles pour une expansion résidentielle au sud du territoire actuellement occupé par le Village.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur les espèces exotiques envahissantes	2	Favoriser le maillage et la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement du Québec dans les domaines de la prévention, de la détection, du contrôle et de l'éradication des espèces exotiques envahissantes.	MDDEP, MTQ, MRNF, MTO, MSP, MAPAQ, MDEIE, SEPAQ, MRI, MAMROT.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité se réunit de trois à quatre fois l'an.
Comité interministériel sur les rapports d'événement en cas de pandémie d'influenza	2	Déterminer le type d'information à transmettre aux autorités administratives et politiques, aux médias et à la population dans une situation de pandémie d'influenza.	MAMROT, MAPAQ, MDEIE, MELS, MESS, MFA, MSP, MSSS, SCT, Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un projet de mécanisme a été présenté aux membres de l'Organisation de la sécurité civile du Québec.
Comité interministériel sur les risques technologiques	2	Étudier la question de la contribution de l'aménagement du territoire à la gestion des risques technologiques et mettre en place des outils pour assurer une plus grande prise en compte de ces risques dans les documents de planification territoriale.	MDDEP, MSSS, MSP MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Équivalent à 12 jours de réunion. Livrable : Guide des bonnes pratiques en matière d'aménagement du territoire et de gestion du risque technologique à l'intention du milieu municipal (prévu pour printemps 2009). Inventaire des sites et des lieux comportant des risques technologiques.
Comité interministériel sur les véhicules hors route	2	Faire le suivi des mesures adoptées par le Conseil des ministres à la suite de la commission parlementaire sur les VHR et de l'application de la Loi sur les véhicules hors route.	MTQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MSSS, MDEIE, MELS, MSP, MRNF, Tourisme Québec.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La Loi sur les véhicules hors route a été adoptée en juin 2006. Les mesures ont commencé à être mises en place à l'été 2006. Tous les CRÉ concernés ont mis en place une table de concertation régionale afin d'obtenir des consensus sur le tracé définitif du sentier Interrégional. Une étude socio-acoustique visant notamment à fournir des outils aux municipalités pour un meilleur aménagement des sentiers de VHR est financée conjointement par le MAMROT, le MTQ, le MSSS, le MDDEP et Tourisme Québec. La contribution du MAMROT s'élève à 25 000 \$.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur Route verte	2	Programme d'aide au développement de la Route verte avec Vélo Québec (Orientation et gestion).	MTQ, MAMROT (DGCIR), MRNF, MESS, MDEIE, MELS, Ministère du Tourisme, MAPAQ, Secrétariat à la jeunesse, Vélo Québec, Association	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le programme a permis la mise en place d'un réseau de 4 000 km de voies cyclables (92 % du réseau complété).
Comité interministériel sur une proposition de mécanisme pour recourir aux ressources scolaires et aux étudiants en cas de pandémie d'Influenza	2	Établir le mécanisme de recours aux services des ressources scolaires et des étudiants en cas de pandémie d'Influenza.	CAI, ENPQ, MAMROT, MELS, MFA, MSP, MSS, SQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Une première proposition de mécanisme a été présentée aux membres de l'Organisation de la sécurité civile du Québec.
Comité interministériel technique sur la ruralité	1	Faciliter la mise en œuvre des 54 engagements ministériels inscrits à la politique nationale de la ruralité 2007-2014, participer à la mise à jour régulière du Coffret rural et au suivi des engagements, participer, selon le cas, aux groupes de travail et laboratoires ruraux, participer à la démarche visant à identifier les problématiques et pistes de modulation de l'action gouvernementale pour tenir compte des spécificités des milieux ruraux.	MAMROT, MTQ, MESS, MRF, MELS, MICC, SHQ, MSSS, MAPAQ, MCCF, FP, Ministère du Tourisme, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat du Comité ministériel et de la prospérité économique et du développement durable, MDDEP, MDEIE, MF, FA, MSG	58,00 \$	Le comité interministériel de la ruralité est en place depuis l'élaboration de la première politique. Son mandat est de nature continue. Pour la politique nationale de la ruralité 2007-2014, outre avoir participé à préparer le tableau de suivi des 54 mesures inscrites à la politique et suivre la mise en œuvre de celles-ci au sein de chaque ministère ou organisme, le comité s'est réuni une fois en mai 2008.
Comité interministériel visant l'arrimage des différents outils de planification existants et le PRDIRT	2	Vise principalement à déterminer les moyens pour favoriser l'arrimage des plans régionaux de développement intégrés des ressources et du territoire (PRDIRT) avec les autres outils de planification territoriale, tels que le schéma d'aménagement et de développement et le plan directeur de l'eau.	MRNF, MDDEP, MAMROT, MAPAQ.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Au 20 mars, le comité a tenu 7 rencontres. Un document préliminaire est en préparation et sera présenté à quelques commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire d'ici la fin du mois de mars 2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité ministériel sur les saines habitudes de vie	2	Effectuer le suivi des orientations du plan d'action gouvernemental et du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie : Québec en forme – C.A, Comité autochtone, Société de gestion, Comités régionaux, Comité des communications, Comité des SMA, Comité d'évaluation, Fonds pour la promotion des SHV, Fonds Québec-enfant.	DSP, MELS, MAPAQ, INSPQ, MAMROT, MTQ, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Adoption d'un cadre normatif et des orientations dans le cadre du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie. Mise en œuvre du plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie.
Comité national de coordination de l'Engagement-Jeunesse	2	Faire l'inventaire des mécanismes de concertation dans les régions et proposer au comité interministériel des recommandations quant aux mécanismes de concertation à privilégier.	MAMROT, MELS, MESS, MSSS, MICC, Secrétariat à la jeunesse	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Lancement des opérations de mise en œuvre de l'Engagement-Jeunesse.
Comité organisateur INFRA 2008 (CERIU)	3	Organisation du congrès annuel.	Ville de Québec, ETS, INRS, CIMA+, Roche, Dessau, BPR, Tubécon, Université Laval, MAMROT.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le congrès du CERIU se tient annuellement en novembre. Cette année, il a eu lieu à Québec du 17 au 19 novembre 2008.
Comité Pandémie	3	Planification, élaboration et mise en œuvre de la stratégie de communication en lien avec le Guide aux municipalités en cas de pandémie.	MAMROT, MSP, Services Québec, UMQ, FQM, Ville de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Meilleure coordination du message à transmettre aux municipalités en vue d'une préparation à une pandémie, préparation d'un kit « 72 heures » pour les municipalités en cas de pandémie, production d'un Guide à l'intention des municipalités.
Comité permanent de liaison environnement – municipalité (COPEM - technique)	3	Participer à l'élaboration de la stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipaux mise de l'avant par le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME).	MAMROT, MDDEP, FQM, UMQ, Montréal, Laval, Longueuil, Gatineau, Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des commentaires ont été formulés au CCME à la suite d'une consultation publique visant à orienter le comité d'élaboration de la stratégie.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité permanent de liaison environnement – municipalité (COPLEM)	3	Traiter des différentes problématiques qui touchent l'environnement et les municipalités (Q-2, r.8, RCES et formation des opérateurs, plan de gestion des matières résiduelles, etc.)	MAMROT, MDDEP, UMQ, FQM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le suivi des différents dossiers a été assuré.
Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM – formé des sous-ministres du MAMROT et du MDDEP ainsi que directrices générales des associations municipales) COPLEM technique	3	Diffuser l'information et assurer la concertation sur des problématiques environnementales, ainsi que sur les politiques et projets du MDDEP impliquant le milieu municipal. Le COPLEM s'intéresse surtout aux grands enjeux et orientations, tandis que le COPLEM technique met l'accent sur les aspects techniques et de mise en œuvre, de même que sur l'identification de problématiques.	MDDEP, UMQ, FQM, MAMR	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les réunions du COPLEM et du COPLEM technique sont tenues sur une base statutaire depuis plusieurs années. Ceux-ci traitent de tous dossiers impliquant le MDDEP et les municipalités. Le premier s'est réuni à une occasion tandis que le second s'est réuni à 3 reprises.
Comité permanent du suivi sur les eaux usées de la Ville de Montréal	3	Suivi de l'avancement des travaux d'assainissement sur l'Île de Montréal.	Ville de Montréal, MAMROT, MDDEP, plusieurs ZIP Ville Marie, ZIP Jacques Cartier, CRE, STOP, AIEM (industriels de l'Est de Montréal)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Rencontre régulière (4/an) pour le suivi.
Comité pour le Prix du MAMROT d'Innovation en infrastructures (CERIU)	3	Déterminer la municipalité gagnante du prix du MAMROT.	UMQ, FQM, AIMQ, MAMROT, CERIU, média spécialisé et un représentant scientifique	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Prix du MAMROT a été remis en 2008 pour la 13 fois, lors du Congrès annuel de novembre à Québec.
Comité Québec-municipalités sur la desserte des municipalités en transport adapté	3	Trouver des solutions aux problèmes des municipalités non desservies en transport adapté.	OPHQ, MTQ, MAMROT, UMQ, FQM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Tenue de trois rencontres. Examen de la situation et élaboration d'un plan d'action.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité réviseur des développements sur la modernisation des dossiers d'évaluation	3	En application d'un objectif visé à son plan stratégique 2005-2008, le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMROT) a entrepris de moderniser les dispositions réglementaires régissant le contenu des dossiers d'évaluation foncière que chaque évaluateur municipal est tenu de constituer et de tenir à jour. À la suite d'une large consultation des praticiens de l'évaluation foncière municipale, le MAMROT a défini et diffusé les lignes directrices des divers travaux de recherche et de développement qui concrétiseront la modernisation annoncée. Parmi ces lignes directrices, il a été retenu de réunir divers praticiens professionnels représentatifs du milieu de l'évaluation municipale québécoise, pour former un comité réviseur des développements proposés par le MAMROT quant à la modernisation projetée. Le mandat de ce comité consiste, d'une façon générale, à commenter la pertinence et l'applicabilité des développements proposés par le MAMROT, au fur et à mesure de leur élaboration et avant leur insertion dans la réglementation. D'une façon plus particulière, ce comité est appelé à servir de lieu d'échange pour bonifier les propositions de modernisation élaborées par le MAMROT en visant à optimiser le fonctionnement du système québécois d'évaluation foncière, à formuler toute proposition alternative de développement pouvant être élaborée dans le contexte de la modernisation projetée et à jouer un rôle d'«éclairer» quant aux écueils à éviter, à la fois dans la conception des changements à apporter et dans leur instauration dans les pratiques.	Villes, MRC, firmes privées, OEAQ, MAMROT	1 432,41 \$.	Au besoin, le comité peut inviter ou s'adjoindre des spécialistes ad hoc, selon les sujets traités (ex. : responsables de projets, universitaires, «expérimentateurs», etc.). Les travaux du Comité réviseur consistent principalement dans la tenue de 20 à 30 ateliers d'échanges d'une journée chacun, échelonnés de février 2007 à décembre 2009. Ils portent sur divers développements préalablement élaborés par la Direction de l'évaluation foncière du MAMROT (ex : dossiers résidentiels, multirésidentiels, commerciaux, agricoles, etc.). Au 31 mars 2009, le Comité réviseur avait tenu 21 ateliers dont 11 pour l'année financière 2008-2009 au cours desquels de nombreuses améliorations ont été apportées aux projets qui lui ont été soumis. De plus, ces travaux ont déjà permis aux organisations concernées de se familiariser avec le contenu du projet de modernisation et de prévoir les adaptations nécessaires, ce qui favorisera l'implantation des nouvelles règles, à compter de 2010.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sectoriel Emploi & Main-d'œuvre / Formation opérateurs	3	Favoriser la formation des opérateurs municipaux en eau potable (article 44 du RQEP).	Emploi Québec, MDDEP, Enviro compétences, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La formation des opérateurs se poursuit. Le Comité s'assure d'identifier les besoins de formation des municipalités.
Comité sur l'annexe 1 de la Charte des Grands Lacs	2	Conseiller le gouvernement sur le contenu de l'accord établissant les règles d'encadrement pour les nouveaux prélèvements et les nouvelles dérivations d'eau ainsi que pour les augmentations de prélèvement et de dérivation.	MAMROT, MCE, AGR, MRNF, MDEIE, MTQ, MRI, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Annexe 1 adoptée. En réévaluation pour remplacer l'actuel comité pour l'élaboration de l'entente par un comité de mise en œuvre.
Comité sur la gestion des eaux pluviales	3	Élaboration d'un guide de bonnes pratiques sur la gestion des eaux pluviales.	MAMROT, MDDEP, RÉSEAU environnement	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Plus de 50 % du guide a été rédigé. La version finale est attendue pour juillet 2009.
Comité sur le développement de la mission « Soutien aux services aux sinistrés » du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	Réviser la mission dans le but d'aider les intervenants municipaux à améliorer leur offre de services essentiels concernant notamment l'alimentation, l'habillement de secours et l'hébergement d'urgence en cas de sinistre.	MESS, MSP, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le libellé de la mission sera soumis à l'Organisation de la sécurité civile du Québec pour approbation.
Comité sur le dossier des cyanobactéries (PAPA)	2	Planification, élaboration et mise en œuvre de la stratégie de communication du programme d'aide à la prévention des algues-verts.	MAMROT, MSSS, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un premier volet a été réalisé à l'été 2007. Le bilan final du projet a été déposé en février 2009.
Comité sur les changements climatiques	2	Planification, élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication.	MAMROT, MRNF, MTQ, MAPAQ, MDDEP, AEE, MDEIE, Recyc-Qc, MCE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a été lancé en janvier 2008.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels Initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur les changements climatiques	2	Échanger et prendre des décisions sur des sujets (stratégie ou plan gouvernemental, entente, événement, etc.) provinciaux, canadiens ou internationaux relatifs aux changements climatiques (CC) et qui concernent plusieurs ministères et organismes. Élaborer des stratégies gouvernementales d'intervention.	MDDEP, SP, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MEQSL, MFQ, MRI, MRNF, MSP, MSSS, MTQ, AEE, SAAQ, SAIC (Observateurs: Ouranos, Tourisme Québec)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration du plan d'action 2006-2012 de lutte contre les changements climatiques. Meilleure concertation interministérielle sur la négociation d'ententes avec le gouvernement fédéral. Diffusion de l'information stratégique relative aux changements climatiques dans tous les ministères et organismes. Sensibilisation accrue des ministères et organismes sur la nécessité de la réduction des gaz à effet de serre (GES) et de l'adaptation aux changements climatiques.
Comité sur les infrastructures municipales de voirie	3	Discussions avec les unions municipales sur le financement de la voirie locale et des ponts municipaux.	MTQ, FQM, UMQ, MAMROT (observateur)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le MTQ a décidé de reprendre à sa charge l'entretien des structures des ponts municipaux. Les unions demandent une bonification des budgets alloués aux municipalités pour la voirie locale.
Comité sur les nouvelles technologies de traitement d'eaux usées (CNNTTEU)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies en traitement des eaux usées.	MDDEP, MAMROT, Universités (Coordination par MDDEP)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site WEB du MDDEP.
Comité sur les technologies de traitement en eau potable (CTTEP)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies en traitement de l'eau potable.	MDDEP, MAMROT, Chaire de l'eau potable	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site WEB du MDDEP.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité technique « stratégie » pour la gestion intégrée du fleuve Saint-Laurent	3	Proposer les enjeux à prendre en considération par la gestion intégrée du fleuve Saint-Laurent.	MDDEP, MRNF, MTQ, MAMROT, MAPAQ, MSSS, Stratégies Saint-Laurent, Pêches et Océans Canada, Environnement Canada, Développement économique Canada, Transport Canada, Santé Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a tenu une dizaine de réunions. Un rapport préliminaire proposant une démarche de planification stratégique pour la gestion intégrée du Saint-Laurent a été présentée au comité directeur en juillet 2008. Le rapport final a été terminé en janvier 2009.
Comité technique « territoire » pour la gestion intégrée du fleuve Saint-Laurent	3	Proposer un découpage territorial pour l'implantation de tables de concertation sur la gestion intégrée du fleuve Saint-Laurent.	MDDEP, MAMROT, Pêches et Océans Canada, Environnement Canada, Stratégies Saint-Laurent	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Quatre réunions ont eu lieu. Les travaux ont été complétés en juillet 2008.
Comité technique INFRA 2008 (CERIU)	3	Organiser les conférences pour le colloque INFRA 2008 du 17 au 19 novembre au Loews Le Concorde Qc.	MAMROT, CERIU, Ville de Montréal, Ville de Québec, , BNQ, Université Laval, Ouranos, Sanexen, CIMA +, SNC-Lavalin, , Sintra inc. BPR	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le congrès du CERIU se tient annuellement en novembre. Cette année, il a eu lieu à Québec du 17 au 19 novembre 2008.
Comité technique MAMROT-MSP-ARK-Village de Salluit	3	Suivi des mandats sur la problématique des changements climatiques et sur l'instabilité des sols particulièrement au Village de Salluit et accompagnement du Village dans les choix de pré-faisabilité à faire quant à son avenir.	MAMROT (DGCIR), MSP, Administration régionale Kativik, un représentant du Village de Salluit et un représentant des autres villages	200 000 \$	Un processus d'information et de consultation de la population de Salluit a été élaboré en vue d'une prochaine rencontre au printemps 2009. Le MAMROT finalise actuellement une étude sur 3 scénarios de faisabilité quant à l'avenir de Salluit, le tout devant être présenté à la population au printemps 2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité technique métropolitain élargi en aménagement	3	Élaboration d'un document législatif faisant état du partage des compétences en aménagement entre la CMM et les MRC faisant partie du territoire métropolitain.	MAMROT, CMM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	2 réunions du Comité élargi (10 et 28 octobre 2008) 1 réunion du Comité restreint (13 novembre 2008).
Comité UMQ/FQM sur la démocratie municipale	3	Le comité analyse différentes problématiques relatives à la démocratie municipale et formule des recommandations aux instances des deux regroupements de municipalités et du gouvernement du Québec.	UMQ, FQM, MAMR, DGE, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, Ville de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Trois réunions officielles ont eu lieu au cours de l'année (mai 2008, octobre 2008 et février 2009). Discussion, concertation et consultation des partenaires municipaux sur divers sujets relatifs à la démocratie municipale. Parmi les sujets abordés, on compte notamment la participation électorale et la relève (jeunes et femmes), le vote électronique, le calendrier électoral, la simultanéité des élections municipales et le personnel électoral.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels Initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités Impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comités de gestion de communication, de vérification et d'évaluation de l'entente Canada-Québec sur le programme TICQ-2000	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification et d'évaluation.	MAMROT, MTQ, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit 3 à 4 fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions. Le comité de communication coordonne les événements d'information sur les projets subventionnés et produit un rapport d'activités. Le comité d'évaluation a fait réaliser l'évaluation formative (Intérimaire) et supervise actuellement les travaux d'évaluation sommative (finale). Le comité de vérification supervise les travaux annuels des vérifications interne et externe. Le comité d'environnement a travaillé sur l'harmonisation des procédures environnementales des deux gouvernements.
Comités de gestion de communication, de vérification et d'évaluation de l'entente Canada-Québec relative au FIMR	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification et d'évaluation.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit 3 à 4 fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions. Le comité de communication coordonne les événements d'information sur les projets subventionnés et produit un rapport d'activités. Le comité d'évaluation supervise actuellement les travaux d'évaluation formative (Intérimaire). Le comité de vérification supervise les travaux annuels des vérifications interne et externe. Le comité d'environnement a produit un rapport sur l'harmonisation des procédures environnementales des deux gouvernements.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels Initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conférence administrative régionale (CAR) de Laval	1-3	À l'égard du soutien à l'action des clientèles et des partenaires : coordonner, le cas échéant, l'action gouvernementale requise dans l'élaboration et la mise en oeuvre du plan quinquennal de développement de la CRÉ; déterminer les problématiques locales et régionales qui nécessitent la contribution de plusieurs ministères, les conditions favorables à la signature d'ententes et à la réalisation de projets; véhiculer au sein du gouvernement et de ses organismes les préoccupations, les besoins et les attentes exprimés par les milieux locaux et régionaux; favoriser, par la consultation et la concertation avec la Conférence régionale des élus, l'adhésion de partenaires locaux et régionaux à toute démarche significative en faveur du projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale.	MAMROT - ASSS - CSF - MAPAQ - MCCCCF - MDDEP - MDEIE - MELS - MESS - MFA - MICC - MRNF - MRQ - MSP - MTQ - SERVICES QUÉBEC - OPHQ - SHQ - SIQ - TOURISME - CRÉ - VILLE de Laval	1 500 \$	Suivi régulier du plan d'action. 4 rencontres en 2008-2009
Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal	1-3	À l'égard de l'activité gouvernementale : contribuer à toute opération gouvernementale de régionalisation et de déconcentration dans une perspective de plus grande accessibilité des services pour les citoyens, de simplification, de regroupement et d'amélioration des services ainsi que d'un meilleur support au développement régional et à la création d'emplois dans la région; formuler des recommandations concernant l'organisation des services gouvernementaux destinés à soutenir le développement régional et la création d'emplois ainsi que l'amélioration de l'ensemble des services offerts aux citoyens en région; assurer la présence, en région, des conditions favorisant le dialogue entre le gouvernement et la Conférence régionale des élus.	MAMROT - ASSS - CSF - MAPAQ - MCCCCF - MDDEP - MDEIE - MELS - MESS - MFA - MICC - MRI - MRNF - MRQ - MSP - MTQ - SERVICES QUÉBEC - OPHQ - SHQ - TOURISME - CRÉ - VILLE de Montréal	1 500 \$	Suivi régulier et actualisation du plan d'action. 5 rencontres en 2008-2009. 4 réunions du Comité Immigration de la CAR de Montréal. 3 réunions du Comité Graffiti de la CAR de Montréal. 3 réunions du Comité gouvernement-Ville de Montréal sur les grands projets.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conseil d'administration de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	2	Donner un avis au gouvernement des prises de position de l'Office sur toute matière intéressant les personnes handicapées. Formuler les politiques générales de l'Office. S'assurer que les budgets et les programmes reflètent les orientations, les politiques générales et les priorités de l'Office. Approuver le rapport annuel et l'organisation de l'Office. Pour les membres d'office : assurer un arrimage, à un niveau élevé, entre l'Office et les huit ministères dont le secteur d'activité touche particulièrement l'amélioration des conditions de vie et la participation sociale des personnes handicapées.	MAMROT, MCC, MELS, MESS, MFACF, MSSS, MTQ, ministère du Travail et Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Tenue de quatre rencontres. Adoption d'un avis favorable sur les engagements des ministères et organismes dans le cadre du plan global de mise en œuvre du projet de politique pour accroître la participation sociale des personnes handicapées, à part entière. Meilleure compréhension mutuelle et collaboration entre le milieu des personnes handicapées, l'Office et les M/O gouvernementaux.
Conseil d'administration Maison familiale rurale (MFR)-Québec	3	Faire la promotion et faciliter la mise en place de maisons familiales rurales sur le territoire rural québécois.	Commission scolaire des Hauts-Cantons, MELS, MAMROT, MFR-Lac Mégantic, MFR-Maskinongé, MFR-Granit	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Six rencontres ont été tenues au courant de l'année 2008 pour veiller au développement de nouveaux projets et veiller à la bonne utilisation des fonds versés par le MAMROT à l'organisme. Des discussions sont en cours afin de renouveler le protocole liant MFR-Québec au MAMROT qui prenait fin en mars 2008.
Conseil permanent chaussées et ouvrages d'art (CERIU)	3	Le Comité a pour mission de proposer des solutions novatrices afin d'assurer le développement des techniques de gestion, d'auscultation (collectes de données, diagnostic, planification stratégique...), d'entretien et de réhabilitation ainsi que l'optimisation de ce type d'infrastructures.	MAMROT, MTQ, CERIU, Villes de Montréal, Laval, Longueuil, entreprises de génie-conseil, entrepreneurs	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Conseil permanent a pour mission de proposer des solutions novatrices afin d'assurer le développement des techniques de gestion, d'auscultation, d'entretien et de réhabilitation ainsi que l'optimisation de nos infrastructures.
Conseil permanent formation (CERIU)	3	Conseil permanent sur la formation veut satisfaire les exigences de pointe du personnel technique et celles des responsables municipaux qui doivent développer une compréhension globale et pratique de la gestion des infrastructures.	MAMROT, MTQ, Université Laval	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des formations portant notamment sur les méthodes de réhabilitation des conduites et des chaussées sont offertes tout au long de l'année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conseil permanent gestion des infrastructures (CERIU)	3	Le Conseil permanent sur la gestion des infrastructures urbaines a pour mission d'appuyer et soutenir le développement de l'expertise en matière de gestion intégrée, de formation, de recherche et de normalisation concernant les infrastructures urbaines.	MAMROT, CERIU, Villes de Montréal, Laval, Terrebonne, Longueuil, Aquadata (Gaz Métro), Dessau-Soprin, Harfan, CIMA +	Aucun coût pour le comité au MAMROT	En novembre 2007, le comité a dévoilé le plus récent document de la collection du CERIU soit le Classeur sur la gestion des infrastructures, qui regroupe les meilleures pratiques en gestion des infrastructures municipales.
Conseil permanent infrastructures souterraines (CERIU)	3	Le conseil permanent accordera la majorité de son attention au dossier de la réhabilitation des infrastructures souterraines, tout spécialement aux nouvelles technologies et façons de faire.	MAMROT, MTQ, CERIU, École Polytechnique, Villes de Montréal, Laval, Longueuil, Québec, Sallaberry-de-Valleyfield, WSA, Dessau-Soprin, Harfan technologies, Aqua Data, CT-Zoom, Sanexen, Insituform, Soleno	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le conseil permanent accordera la majorité de son attention au dossier de la réhabilitation des infrastructures souterraines, tout spécialement aux nouvelles technologies et façons de faire.
Développement durable	2	Planification, élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication. Chaque ministère doit élaborer son plan d'action.	MAMROT, MDDEP, MAPAQ, MTOUR, MTQ, MCE, MRNF, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité lancé en janvier 2008.
Forum des Commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire	3	Accompagner les régions dans les travaux relatifs à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire.	MRNF, MAMROT (DPDRR), MDDEP et directeurs généraux des (CRÉ), autres ministères invités	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Il y a eu deux rencontres en 2008-2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
--------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de négociation sur la décentralisation	1	Négocier avec la FQM et l'UMQ une entente de principe sur la décentralisation de la gestion foncière et de la gestion du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État.	MAMROT, MRNF, Finances et Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Signature le 24 septembre 2008 d'une entente de principe sur la décentralisation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier entre la ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, le président de la Fédération Québécoise des Municipalités et le président de l'Union des municipalités du Québec.
Groupe de recherche en loisir rural	3	Accompagner la réalisation d'une étude sur les pratiques de loisir en milieu rural réalisée à la demande du MELS par le Laboratoire en loisir et vie communautaire de l'Université du Québec à Trois-Rivières.	MELS, URLS, FQM, MAMROT (DDRR), municipalités	Aucun coût pour le comité au MAMROT	En cours.
Groupe de travail chargé de réaliser un document de référence portant sur l'évaluation foncière des propriétés d'Hydro Québec.	3	Le mandat consiste en la réalisation d'un document de référence portant sur l'évaluation foncière des propriétés d'Hydro Québec destiné aux évaluateurs et intervenants municipaux et qui fera le point sur les règles, processus et pratiques d'évaluation des propriétés de la Société. Ce document de référence pourrait, entre autres, faire le point sur les aspects suivants : description type des propriétés d'Hydro Québec et spécifiquement celles de son réseau; dispositions législatives applicables aux propriétés de la Société (dont celles inhérentes à l'article 68 de la Loi sur la fiscalité municipale); obligations, contraintes, avantages et processus relatifs au partage d'informations techniques entre Hydro Québec et les municipalités en amont de la production des rôles d'évaluation.	MAMROT, OÉAQ, HQ, UMQ, UMQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Aucune rencontre et aucun résultat en 2007-2008. Les divergences d'opinion quant à la portabilité au rôle des immeubles d'Hydro Québec s'étant estompées, ont amené les participants à suspendre les travaux (voir note ci-jointe). Aucune rencontre n'a eu lieu en 2008-2009. Un document de référence sur la portabilité au rôle d'évaluation des immeubles appartenant à Hydro-Québec a été produit et diffusé par Hydro-Québec. Les commentaires et réserves formulés par le MAMROT ont été intégrés au document. Le groupe de travail est maintenant dissout.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel sur le positionnement du gouvernement du Québec en région	2	Positionner l'offre de service gouvernemental en région. Faire face à la réduction de la taille de l'État. Maintenir et améliorer l'accès aux services en région. Prendre en compte le projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale. Maintenir des emplois en région. Assurer la présence gouvernementale sur l'ensemble du territoire.	SCT, Services Québec, , MESS, Centre de services partagés, Ministère des Services Gouvernementaux, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le groupe de travail a déposé son rapport.
Groupe de travail interministériel sur les mesures ciblant les municipalités du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012	2	Mettre en œuvre les mesures découlant des axes d'intervention qui ciblent les municipalités du plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie.	MAMROT, MFA, MSSS, MELS, MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration en cours d'un guide de création d'environnement favorable pour l'implantation de saines habitudes de vie en milieu municipal.
Groupe de travail sur l'amélioration des services en transport adapté, scolaire et spécialisé	2	Dresser un état exhaustif en matière de transport public adapté (transport adapté, taxis et autocars interurbains accessibles, réseaux de transport en commun et de transport collectif dans les régions rurales), de transport scolaire et de transport spécialisé au Québec (cette étape inclut l'analyse de l'évolution des besoins de la clientèle et des différents modes de prestation des services). Faire un diagnostic de la situation et élaborer des scénarios pour améliorer l'offre de service en transport public adapté, scolaire et spécialisé au Québec.	OPHQ, MTQ, MSSS, MAMROT, MELS, MESS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Mise sur pied du comité et tenue de quatre rencontres.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur l'approche territoriale intégrée (ATI)	2	Conseiller le comité interministériel et organiser la tenue de consultations concernant l'approche territoriale intégrée et le plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	MESS, MAMROT, MDEIE, MSSS, MELS, MFA, MICC, MTQ, , Finances, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Emploi-Québec, SHQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Une rencontre s'est tenue en 2009.
Groupe de travail sur la communication et la présentation sommaire de l'information financière municipale	3	Proposer des solutions pour améliorer la communication et la compréhension de l'information financière municipale et particulièrement des formulaires financiers pour fins de reddition de comptes.	CAQ, CGA Québec, COMAQ, ADMQ, AGFMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Améliorations apportées au formulaire du rapport financier.
Groupe de travail sur la mise en œuvre du plan d'action concerté sur l'agroenvironnement et la cohabitation harmonieuse (Plan d'action conjoint de l'UPA, du MAPAQ et du MDDEP)	3	Déterminer les moyens appropriés pour favoriser une meilleure compréhension des problèmes de cohabitation en zone agricole entre le milieu municipal et les producteurs agricoles tout en tenant compte des réalités mutuelles de ces acteurs.	UPA, MAPAQ, MDDEP, MAMR et associations municipales	Aucun coût pour le comité au MAMROT	À venir (l'UPA entend relancer ce dossier en 2009). Produire un plan d'action et contribuer à sa mise en œuvre.
Groupe de travail sur la présentation de l'information financière municipale	3	Répondre aux interrogations soulevées à la suite de l'application du modèle de présentation de l'information financière municipale basé sur la comptabilité d'exercice intégrale.	OCAQ, CGA Québec, COMAQ, ADMQ, AGFMQ, ADGMRCQ, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Préparation de documents didactiques pour fins de formation des membres par les associations.
Groupe de travail sur le développement durable de la Porte continentale	3	Identifier et proposer des mesures ayant trait à l'harmonisation des processus d'évaluation des impacts sur l'environnement, à la durabilité des corridors et aux éléments d'une vision à long terme.	MTQ, MAMROT, MDDEP, MDEIE, SAIC, MRI, Emploi Québec, autres ministères fédéraux et ontariens	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité consultatif s'est réuni à une occasion tandis que les groupes et sous-groupes de travail se sont réunis à une quinzaine de reprises. Ceux-ci doivent faire leurs recommandations au printemps 2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur les indicateurs de gestion	3	Réaliser divers travaux concernant les indicateurs de gestion, entre autres, la réalisation et l'interprétation des indicateurs ainsi que l'identification de nouveaux indicateurs.	OCAQ, CGA Québec, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Publication d'un guide d'implantation et d'utilisation des indicateurs pour la clientèle. Implantation de nouveaux indicateurs en ressources humaines.
Groupe de travail sur les modes de transport actifs-alternatifs (marche, vélo, autres)	2	Formuler des recommandations à la TQS ayant trait à la promotion des modes de transport actifs-alternatifs tout en visant l'amélioration du bilan routier impliquant ces usagers de la route.	MTQ, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le groupe de travail s'est réuni à 4 reprises. Il doit faire ses recommandations au printemps 2009.
Groupe interministériel de soutien à la consultation des Autochtones	2	Soutien aux ministères dans l'application du Guide intérimaire en matière de consultation des Autochtones.	MAMROT, SAA, MRNF, MTQ, MDDEP, MJQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Gestion en continu des cas soumis. Élaboration d'outils d'aide à la décision dont le Document d'information à l'intention des organismes municipaux (produit par le MAMROT).
Infrastructures	2	Élaboration d'un plan de communication pour encadrer les annonces dans chacune des sphères d'activités. Assurer la cohérence du message, vision globale des communications.	MAMROT, SCT, MTQ, SHQ, SCT, MCE, Finances, MELS, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité lancé en février 2009.
Médiation contractuelle	3	Planification, élaboration et mise en œuvre de la stratégie de communication concernant la médiation contractuelle.	MAMROT, UMQ, FQM, COMAQ, IMAC	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Meilleure coordination des communications en vue du lancement des outils d'information.
Mission Économie et Développement durable	2	Échanges d'information sur l'état des communications en lien avec dossiers ministériels et gouvernementaux des ministères et organismes dont la mission est reliée à l'économie et au développement durable.	MAMROT, MRNF, MTOUR, MTQ, MDDEP, MFQ, MDEIE, MAPAQ, MTRAVAIL, MCE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Suivi des dossiers de communication prioritaires en lien avec la Mission Économie et Développement durable, meilleure coordination des communications gouvernementales.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
---------------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	2	Représenter le Ministère à titre de porteur de la mission « Soutien technique aux municipalités » au sein de l'OSCQ dont le mandat est d'assurer la concertation et la planification ainsi que la coordination des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en situation de sinistre majeur, et ce, dans l'ensemble du Québec.	HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDEIE, MRNF, MSG, MSP, MSSS, MTQ, SHQ, SQ, Bureau du coroner, CSST, MCC, MELS, MESS, MFA, MF, MJ, MTRAV, RBO SAA, STQ, MCE, MRI, MRQ, SCT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Réalisation du Plan national de sécurité civile (PNSC) et d'autres documents de référence en sécurité civile.
Partenariat du Quartier des spectacles – Conseil d'administration	3	Assurer le suivi pour la mise en place du Quartier des spectacles.	Culture, immobilier, éducation, affaires, résidents, arrondissement Ville-Marie, Ville de Montréal et gouvernement du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	5 réunions. (24 avril 2008, 12 juin 2008, 24 septembre 2008, 27 novembre 2008, 3 février 2009)
Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie	2	Planification, élaboration et mise en œuvre de la stratégie de communication en lien avec le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids.	MAMROT, MELS, MCE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un plan de communication a été élaboré.
Plan d'affectation du territoire public (PATP)	2	Comité de coordination en vue de l'intégration des différents PATP élaborés en région dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau PATP – Québec.	MRNF, MDDEP, MAMROT, HQ, Tourisme Québec, MAPAQ, MSP, MTQ, MCC, MDEIE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les PATP de la première phase de réalisation qui compte les régions 02, 03, 04, 07, 08, 09, 11 et 15 étaient réalisés à hauteur de 58 % en février 2009. Ceux de la seconde phase qui s'amorce à peine pour les régions 01, 05, 10, 12 et 14 sont réalisés à hauteur de 2 %. Le dépôt aux CRÉ de la phase 1 d'un projet de proposition préliminaire d'orientations d'affectation est prévu d'ici juin 2009 (sauf pour la région 11 dont la date du dépôt est actuellement indéterminée).

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Plan Nord	2	Plan d'action gouvernemental pour le développement du Nord.	MAMROT, MRNF, MDDEP, MTQ, MDEIE, SAA	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Annonce réalisée à l'automne 2008.
Principaux risques naturels	2	Planification, élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication.	MAMROT, MSP, MDDEP, MTQ, MRNF, Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité lancé en janvier 2009.
Refonte Q-2, r.8 - Encadrement réglementaire de l'assainissement des eaux usées des résidences isolées	3	Dans le cadre du plan d'action gouvernemental sur les algues bleu vert 2007-2017, l'action 2.1 consiste à renforcer le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r-8). À cet effet, un Comité interministériel responsable de la refonte du Q-2, r-8 a été mis sur pied.	MDDEP, MAMROT (DGI), FQM, UMQ, ADGMRCQ, AESEQ, AICQ, BNQ, COMBEQ, OIQ, OTPQ, RNCREQ, Réseau environnement, Enviro-Septic, Premier tech Environnement, Système Écobox, Technologie Bionest, Roseau épurateur.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité interministériel n'a tenu aucune rencontre avec participation du MAMROT en 2008-2009.
Réseau de veille intégré sur les politiques publiques (RVIPP)	2	Stimuler la veille dans les ministères et organismes et favoriser la mise en commun de l'information, notamment au moyen d'une plate-forme électronique d'échanges (extranet).	MCE, BCN, CSP, CGAP, CPQ, FGO, ISQ, MAPAQ, MELS, MESS, MICC, MCC, MFAF, MJ, MSSS, MSP, MAMROT, MF, MRI, MRNF, MSG, MTQ, MDDEP, MDEIE, MTO, MTravail, RQ, SCT, SHQ, OPC	1 750 \$	Production de documents de veille.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
--------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Table des associations professionnelles et des organismes spécialisés	3	Les membres de ce comité sont principalement chargés de voir à la prise en compte des intérêts respectifs de leur organisation et de réagir aux propositions de modifications législatives soumises. Il leur est également loisible de suggérer des modifications législatives.	Ordre des urbanistes du Québec, Corporation des officiers municipaux du Québec, Association des aménagistes régionaux du Québec, Association des urbanistes et des aménagistes municipaux du Québec, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec, Association québécoise d'urbanisme, Barreau du Québec.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les autorités du Ministère ont rencontré les membres de ce comité en février 2008 afin de compléter le travail relativement au premier bloc de modifications législatives.
Révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Table des ministères et organismes gouvernementaux)	1	Les membres de ce comité sont principalement chargés de voir à la prise en compte des intérêts respectifs de leur organisation et de réagir aux propositions de modifications législatives soumises. Il leur est également loisible de suggérer des modifications législatives.	MDDEP, MRNF, MAMROT, MTQ, MCCC, MESL, SHQ, MAPAQ, MSP, HQ, CCNQ, Tourisme, SIQ, MDEIE, MSSS, CMQ, AMT	240,00 \$	Les autorités du Ministère ont rencontré les membres de ce comité en février 2008 et en février 2009 afin de compléter le travail relativement au premier bloc de modifications législatives et, discuter de certains aspects du bloc III relativement aux mécanismes d'intervention de l'État en matière d'aménagement du territoire.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme : Table des municipalités et « comité d'orientation »	3	Ce comité constitue l'une des trois tables de travail formées dans le cadre de l'exercice de révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU). En plus de conseiller le Ministère, de soumettre des propositions législatives et de réagir à celles soumises, cette table joue également le rôle de « comité d'orientation » et, à cet égard, occupe une position particulière lorsqu'il s'agit de valider les choix faits par les autorités du Ministère.	UMQ, FQM, Communauté métropolitaine de Québec. Communauté métropolitaine de Montréal et les villes de Montréal et de Québec.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les autorités du Ministère ont rencontré les membres de ce comité en janvier et juin 2008. Ces rencontres ont notamment permis de finaliser le premier bloc de modifications législatives, de discuter de la nouvelle composition et nouveau rôle du Comité d'orientation et, d'entamer des discussions relativement au bloc II portant sur la participation des citoyens et le processus référendaire.
Sous-comité à la communication et à la reddition de comptes de l'entente Canada-Québec sur le retour de la taxe fédérale sur l'essence et la contribution du Québec	3	Conseiller et appuyer le comité de suivi de l'entente dans l'acquittement de ses obligations issues de l'entente, notamment en ce qui concerne l'élaboration, la mise en œuvre et la révision annuelle d'un plan de communication, les mécanismes de partage de renseignements, la gestion de l'information et l'évaluation des résultats des communications.	MAMROT, MTQ Infrastructures Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit 4 à 5 fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions. Le comité de communication coordonne les événements d'information sur les projets subventionnés.
Sous-comité de la TGAT	1	Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action en économie sociale pour être en mesure d'en évaluer l'impact.	MESS, MCCCCF, MICC, MSSS, SAJ, SAA, MDEIE, MFA	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Plan d'action publié le 2 novembre 2008.
Sous-comité sur les services d'urgence en milieux isolés (Sous-comité de l'OSCQ)	2	Doter les milieux isolés d'un accès aux services d'urgence.	SQ, SEPAQ, MSP, MAMROT MTQ, MSSS, MRNF, SAAQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Identification des zones de desserte à risque.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints
--------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Sous-comité permanent de planification en cas d'inondation	2	Compléter et assurer la pérennité du Plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) qui a pour but de préciser les contributions des divers intervenants québécois qui ont un rôle à jouer à l'égard de ce risque, en cohérence avec le Plan national de sécurité civile.	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MAPAQ, MSP, MTQ, CEHQ, Hydro-Québec, MSSS, SHQ, Services Québec et Sûreté du Québec.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Identification de pistes d'amélioration du PGRI, détermination des zones inondables, 4 réunions du sous-comité et du groupe de travail sur les pistes d'amélioration.
Sous-comité sur la résilience des systèmes essentiels au Québec	3	Participer à la démarche gouvernementale de résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MDDEP, MFQ, MAMROT, SQ, MDEIE, CSPQ, SHQ, MTQ, MSSS, AMF, Service-Québec, HQ, MAPAQ, SCT, SIQ, MRNF	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Plusieurs réunions ont été tenues en 2008-2009 pour définir un cadre de référence pour la démarche et mettre sur pied des tables sectorielles.
Sous-groupe de travail concernant la protection des corridors	3	Identifier et proposer des mesures visant à protéger la fonctionnalité des grandes infrastructures de transport aux fins du commerce international.	MTQ, MAMROT, MDDEP, MDEIE, SAIC, MRI, Emploi Québec, autres ministères fédéraux et ontariens	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité consultatif s'est réuni à une occasion tandis que les groupes et sous-groupes de travail se sont réunis à une quinzaine de reprises. Ceux-ci doivent faire leurs recommandations au printemps 2009.
Sous-groupe du comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	2	Élaborer le cahier appuyant les séances de consultation régionales; Soutenir les activités relatives aux consultations régionales; Contribuer à dresser le bilan des consultations régionales; Élaborer les propositions à soumettre au Comité interministériel dans le cadre de la préparation du deuxième Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	MESS, MAMROT, MDEIE, MSSS, MELS, MFA, MICC, MTQ, OPHQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Emploi-Québec, SHQ, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la condition féminine	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Deux rencontres se sont tenues en 2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table d'accompagnement-conseil auprès des organismes municipaux	1	Comité interministériel constitué dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Sous la coordination conjointe du MAMROT et du MDDEP, ce comité a le mandat de produire et de mettre en œuvre un plan comprenant des actions concrètes d'accompagnement des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.	MAMROT, MDDEP, MAPAQ, MCCCCF, MRNF, MSP, Tourisme, Recyc-Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration d'un Plan d'action gouvernemental pour l'accompagnement-conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable (2009-2013). Ce plan doit être adopté par le CIDD.
Table de concertation du Mont-Royal	3	Établir des consensus sur l'accessibilité, la protection et la mise en valeur du territoire et mettre en œuvre des actions visant une gestion et un développement harmonieux de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. Conseiller et soutenir le Bureau du Mont-Royal et la Ville en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan de mise en valeur du Mont-Royal.	Des représentants des milieux municipal, institutionnel et associatif, MAMROT, MCC, MDEIE, ministère de la Défense nationale	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Signature du pacte patrimonial du Mont-Royal par la ville de Montréal et 14 partenaires institutionnels, le 7 février 2008. Dans cette entente, les parties s'engagent à réaliser des actions en matière de protection des patrimoines. Consultation publique tenue par la ville de Montréal en mars et avril 2008 sur le plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal. Étude d'analyse passagère demandée par la ville de Montréal, actuellement en cours. Depuis l'automne 2008, le MAMROT a suspendu sa participation à la Table de concertation du Mont-Royal.
Table de travail – Agglomération de Montréal prévue dans l'Entente pour améliorer le fonctionnement de l'agglomération de Montréal	3	Proposer des règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération.	MAMROT, Ville de Montréal et des municipalités reconstituées de l'agglomération de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Rencontres de travail multiples à l'automne 2008. Les règles proposées par le comité ont été adoptées, par arrêté ministériel, le 26 novembre 2008.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table de travail – Ville de Montréal prévue dans l'Entente pour une reconnaissance du statut particulier de Montréal	3	Proposer un encadrement législatif permettant à la Ville de Montréal de prélever des redevances dans des domaines et à des fins qui seront définis dans la loi, sous réserve des limites constitutionnelles et des règles parlementaires applicables.	MAMROT, ministère des Finances et de la Ville de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Rencontres de travail multiples à l'automne 2008 et à l'hiver 2009. Un projet de dispositions législatives devrait être présenté au printemps 2009 dans le cadre du projet de loi omnibus.
Table des partenaires femmes et politique municipale	1, 3	Établir une stratégie commune selon trois axes d'intervention visant l'information et la formation, le réseautage et le mentorat et la sensibilisation des acteurs sociaux dont les médias. L'objectif est d'augmenter le nombre de femmes élues municipales aux élections de 2009.	MAMROT, UMQ, FQM, DGEQ, SCF, CSF, Groupe femmes politique et démocratie, Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec, Femmes et politique municipale de l'Estrie, Réseau des élues municipales de la Montérégie, Conseil des Montréalaises, Comité femme CRÉ de Montréal, Centre de développement femmes et gouvernance	23 000 \$	La Table a tenu quatre rencontres en 2008-2009. Un plan d'action en vue des élections municipales de 2009 a été élaboré et sert à alimenter la stratégie ministérielle visant la clientèle féminine.
Table des responsables de mission	2	Réaliser les activités nécessaires au développement des missions du Plan national de sécurité civile.	HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDEIE, MRNF, MSG, MSP, MSSS, MTQ, Services Québec, SHQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Réalisation d'activités pour la mise en œuvre de la mission « Soutien technique aux municipalités ».
Table gouvernementale de l'Approche de Coopération en Réseau interministériel pour l'information géographique (ACRI)	3	Développer des partenariats interministériels pour la production et la mise à jour en réseau de données géographiques et de produits à valeur intégrée.	MRNF, MTQ, MSP, MAMROT, MDDEP, MSG, DGEQ, MAPAQ, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Définition d'une approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table québécoise de la sécurité routière/ Groupe de travail sur les limites de vitesse en milieu municipal	3	Le mandat du groupe de travail consiste à : Évaluer les expériences actuelles en matière de limites de vitesse inférieures à 50 km/h au Québec et ailleurs; Définir les guides et outils techniques dont les municipalités pourraient s'inspirer pour gérer la vitesse des véhicules dans leur territoire. Les aspects examinés seraient notamment : la détermination des différentes limites de vitesse, les aménagements modérateurs de la vitesse, la signalisation des limites de vitesse; la surveillance policière. Amorcer un processus de suivi de l'application des dispositions introduites par le projet de loi no 42 en matière de réglementation des vitesses.	MTQ, SAAQ, CSST, FQM, UMQ, CAA_Québec, MAMROT, Ville de Montréal, Ville de Sherbrooke, Ville de Québec, École nationale d'administration publique, Groupement des assureurs automobiles, Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni une première fois le 13 février 2008 et il y a eu trois autres rencontres en 2008.
Table québécoise sur la sécurité routière	3	Formuler des propositions en matière de sécurité routière visant à améliorer le bilan routier au Québec.	MTQ, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La Table a entrepris des travaux pour la présentation d'un second rapport. Elle s'est réunie à 2 reprises.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 21

État d'avancement des travaux découlant du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique. Indiquer les montants versés en 2008-2009 pour chacun des projets, notamment la revitalisation des berges de la rivière St-Charles et de l'usine de traitement de l'eau potable de Montréal. Prévisions des sommes disponibles pour 2009-2010.

Le 28 avril 2005, le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités), monsieur John Godfrey, officialisait par une lettre au ministre des Finances du Québec l'entente de principe entre les gouvernements du Canada et du Québec sur des priorités en infrastructures au Québec. À la suite du changement de gouvernement au fédéral, 95,0 M\$ ont été réservés dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS) pour la réalisation des deux projets suivants : le contrôle des débordements des réseaux unitaires et la renaturalisation des berges de la rivière Saint-Charles sur le territoire de la Ville de Québec (36,5 M\$) ainsi que la mise aux normes des usines de traitement de l'eau potable de la Ville de Montréal (58,5 M\$).

Dossier de la Ville de Québec

Le projet de la Ville de Québec totalise 110 M\$ d'investissements, répartis entre la ville, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.

Dossier de la Ville de Montréal

Afin de respecter le *Règlement sur la qualité de l'eau potable* du Québec, la Ville de Montréal doit entreprendre des travaux majeurs pour modifier principalement ses deux plus importantes usines de production d'eau potable, soit les stations Atwater et Charles-J. Des Bailleurs. En effet, la qualité de l'eau potable à ces deux usines ne satisfait pas aux normes de turbidité et de désinfection. Dans le cadre de cette entente de principe sur le FCIS, chaque gouvernement investira un montant de 58,5 M\$ pour la mise aux normes de ces installations. La Ville de Montréal contribuera également à une hauteur de 117 M\$.